

Rita Costa Gomes, *The Making of a Court Society. Kings and Nobles in Late Medieval Portugal*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, 490 p.

Adeline Rucquoi

DANS **ANNALES. HISTOIRE, SCIENCES SOCIALES** 2003/6 58e année , PAGES XX À XX
ÉDITIONS ÉDITIONS DE L'EHESS

ISSN 0395-2649

ISBN 9782200909642

Date de mise en ligne : 01/12/2003

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-Annales-2003-6-page-XX?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Éditions de l'EHESS.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Michael McCormick

Origins of the European Economy. Communications and Commerce A. D. 300-900
Cambridge, Cambridge University Press,
2001, xxviii-1101 p.

Il est toujours irritant, pour l'historien, de ne pouvoir poser à son objet d'étude les questions auxquelles celui-ci ne peut apporter de réponse, faute de documentation exploitable. C'est le cas, tout particulièrement, pour l'économie du haut Moyen Âge occidental et les échanges commerciaux de part et d'autre du monde méditerranéen entre la fin de l'Empire romain d'Occident et la désagrégation de l'empire carolingien. L'enjeu est cependant d'importance, puisque ce domaine historiographique a été et demeure le théâtre d'affrontements entre modèles macro-historiques, le plus célèbre étant la thèse développée par Pirenne dans diverses publications entre 1922 et 1935, que résume le titre *Mahomet et Charlemagne*. On sait que l'historien belge exonérait les « invasions barbares » du déclin des échanges commerciaux méditerranéens, pour en reporter la responsabilité sur l'expansion musulmane, qui aurait coupé l'Occident mérovingien de Byzance et favorisé l'affirmation de l'Europe continentale des Carolingiens. Il suggérait ainsi une survie de la civilisation antique et une continuité des échanges entre Orient et Occident durant toute la période mérovingienne. Chez les historiens, ce scénario historique a été rejeté et continue de l'être (voir, en dernier lieu, Sam Barnish, Roger Van Dam, Paolo Delogu). Plus récemment, l'archéologie s'est mise de la partie. Il était temps, car, comme l'ont remarqué Richard Hodges et David Whitehouse, « presque tous les auteurs reconnaissent le caractère inadéquat des sources textuelles, les mêmes

données ténues pouvant être utilisées à l'appui de thèses diamétralement opposées¹. » Tout en accordant aux données archéologiques la place qui leur revient, c'est en réaction contre cette mise en garde que Michael McCormick a mis son immense érudition philologique au service d'une tentative de reconstitution des destinées économiques de l'Europe entre 300 et 900. Pour sortir de la pénurie documentaire, il a engagé le pari qu'on pouvait faire l'histoire économique du « commerce » à partir d'une documentation non économique dix fois plus riche, celle qui a trait aux voyages et aux transports (« communication »). Le livre voudrait faire la preuve de la validité de cette démarche : son auteur ne doute pas d'y être parvenu, comme atteste son ton volontiers triomphaliste. Pourquoi, dans ces conditions, la lecture des 1101 pages de cette somme impressionnante suscite-t-elle des réticences taxables d'ingratitude ?

Le corpus des documents utilisés (cf. l'appendice 4) regroupe toutes les attestations de déplacements maritimes transméditerranéens à longue distance et un choix de documents relatifs aux droits de douane. Il inclut également des déplacements terrestres entre Orient et Occident, laissant de côté pour l'essentiel les mouvements à l'intérieur de l'Empire byzantin et du califat abbasside. La documentation embrasse les sources latines, vieilleslaves, grecques, arabes et juives. Un tel corpus constitue inévitablement un assemblage hétéroclite puisque, à côté de quelques transports commerciaux, il enregistre des expéditions navales, des raids de pillage, des déplacements personnels, à titre privé ou professionnel (envoyés diplomatiques, ecclésiastiques et pères conciliaires supposés utiliser des bateaux de commerce, sauf indication contraire, comme

les empereurs byzantins exilés) et jusqu'aux acheminements de lettres (voir tableau 14.1, p. 434). C'est dire que l'extrapolation hautement revendiquée et justifiée comme méthode par l'auteur connaît peu de limites. Sa satisfaction d'avoir fait servir à une juste cause un dossier documentaire aussi considérablement élargi lui fait perdre de vue ce qu'il peut y avoir d'abusif à tirer d'une pléthore artificiellement créée des informations inadéquates au sujet traité. L'enjeu même de la discussion risque d'être perdu de vue. Est-il bon, en effet, de prouver que des bateaux de commerce continuaient à traverser la Méditerranée, alors que personne n'a jamais prétendu le contraire, si le nouveau corpus ne change rien à la pénurie de sources textuelles capables d'éclairer directement et précisément les faits économiques, s'il n'élargit pas la liste invariablement répétée des objets du trafic, à commencer par les reliques (cf. la troisième partie, « Things that travelled », et chap. 24-25) ? L'établissement d'une prosopographie des voyageurs méditerranéens du haut Moyen Âge, qui sera publiée à part, ne fait que reformater un corpus pour les 9/10 étranger aux échanges commerciaux. Elle sera en revanche infiniment précieuse pour l'étude des voyages, tout comme l'est le corpus rassemblé par M. McCormick dans sa monographie. Si l'on oublie que le livre se veut une étude d'histoire économique, il y a donc beaucoup à en tirer.

De fait, l'ouvrage retrouve tout son intérêt dans les parties qui étudient le voyage et les voyageurs : « 2. People on the move », qui détaille les diverses catégories : négociants, esclaves, exilés, réfugiés et otages ; « 4. The patterns of change », consacrée aux infrastructures du transport, aux conditions de voyage et à la « culture de la mer », avec la reconstruction d'un réseau de liaisons maritimes et terrestres entre Orient et Occident. Or, significativement, cette quatrième partie conclut sur l'économie : « Mais transports et commerce font deux. Et si c'était la même chose ? ». Le dilemme n'est posé que pour la forme, tant la réponse est escomptée : on a déjà compris, en effet, que cet entrecroisement des parties consacrées aux voyages et aux échanges commerciaux n'avait d'autre but que de préparer la rencontre fusionnelle des deux thèmes. L'idée fixe reste « de revenir sur la vieille question

controversée du commerce méditerranéen à l'époque de Charlemagne » (p. 569). La cinquième partie rassemble donc tout le matériel, textuel, archéologique et bibliographique, utilisable à cet effet. Le résultat ne saurait être que pointilliste et de deuxième main. Un tel inventaire n'est pas inutile, mais échappe-t-il vraiment à l'avertissement lancé par Philipp Grierson en 1959 : « L'approche qui consiste à accumuler des témoignages concernant l'existence de ce commerce [...] est en elle-même source d'erreur » ?

Résumons les positions de l'auteur. Une première objection faite à la « thèse Pirenne » est que « l'ancien Empire vacillait depuis plusieurs décennies déjà avant que le prophète ait quitté La Mecque » (p. 62). Sous l'effet de causes multiples, la tendance à long terme entre début/milieu du ^v siècle et fin du ^{vii} siècle aurait marqué un déclin continu et irréversible des échanges et des transports maritimes, par contraction économique de l'Occident, puis de l'Orient. Les échanges auraient atteint leur plus bas niveau autour de 700. On rappellera que la position, inverse, de Pirenne a été en partie validée par R. Hodges et D. Whitehouse, lesquels déduisent des données archéologiques une relative continuité du commerce méditerranéen à longue distance jusque vers 640, quoique dans un contexte socio-économique largement altéré par rapport à l'Antiquité tardive. M. McCormick situe l'inversion du mouvement au début du ^{viii} siècle, quand se tisse un nouveau réseau de liens, d'itinéraires et d'infrastructures permettant à nouveau de circuler d'ouest en est et vice-versa, propice à une reprise des échanges commerciaux. Selon lui, la situation créée ensuite par les raids maritimes arabes et le contrôle de la Méditerranée par les Abbassides n'aurait pas fait obstacle au commerce maritime, contrairement à ce qui constituait l'article principal de la « thèse Pirenne ». Il en veut pour preuves l'augmentation des importations de marchandises orientales dans l'empire carolingien *via* l'Italie et les cols alpins, ainsi que la fortune commerciale de Venise, d'où partent vers l'Orient les esclaves continentaux et où arrivent les dinars arabes (*solidi mancosi*). La prépondérance qu'il accorde à cet axe fait comprendre qu'il soit plus nuancé sur l'importance du « northern arc », qui reliait

la Caspienne à la Baltique par la route de la Volga. Pour R. Hodges et D. Whitehouse au contraire, cet itinéraire contrôlé par les Vikings mettait Charlemagne en contact avec les produits d'exportation arabes, lui fournissant aussi les dirhams qu'il refrappait en deniers ; c'est lui qui aurait déterminé l'explosion du commerce de la Baltique entre 780 et 820 environ. Les objections des deux archéologues britanniques à l'égard de Pirenne reprenaient donc à leur compte les critiques autrefois présentées par Sture Bolin. C'est seulement pour la période postérieure à 820 que les positions de M. McCormick rejoignent le consensus post-pirenien, qui fait coïncider le nouveau déclin du commerce international avec la crise politique de l'empire carolingien.

L'atomisation de la période 700-900 en une multitude d'exposés de détail aboutit, paradoxalement, à lui conférer le caractère monolithique d'une expansion uniforme et continue, dans laquelle se dissout, en particulier, la singularité de la politique de Charlemagne dont d'autres études ont mis en valeur le caractère atypique et volontariste, bien plus que l'aboutissement d'évolutions déjà lancées. Dire que « de tous côtés, l'Empire franc était flanqué de mondes marchands en train de naître » (p. 612) est une formulation à la fois juste et trop « molle ». Le mode d'exposition, analytique à l'extrême, est responsable de ce manque de lisibilité. On aurait mauvaise grâce de se plaindre d'une profusion aussi foisonnante et vertigineuse d'informations ponctuelles, mais le prix à payer en est, précisément, la dilution du cadre chronologique et la juxtaposition des secteurs géographiques, quand seule une hiérarchisation des données et une articulation ferme des périodes et des aires aurait permis à l'auteur de se poser en interlocuteur critique de Pirenne. Cette méthode impressionniste a pour effet de diluer les grands phénomènes d'ensemble qui ont été clairement mis en évidence par R. Hodges et D. Whitehouse, même si c'est avec un esprit de système un peu raide parfois, dont M. McCormick, sans le désigner, a peut-être voulu délibérément prendre le contre-pied. Sur plus d'un point, d'ailleurs, à propos par exemple de l'interruption définitive du commerce byzantin en Occident au début du IX^e siècle décrétée par les deux archéologues

britanniques, mais que la documentation de M. McCormick semble contredire, il faudra arbitrer entre les positions antithétiques des deux ouvrages.

Il est en outre gênant que l'amplification rhétorique tienne lieu de quantitativisme : la constante et monocorde tension hyperbolique du style tend à uniformiser sur un même niveau la totalité des phénomènes décrits, à défaut d'une échelle de mesure objective permettant d'en hiérarchiser l'importance. Ainsi, l'augmentation de l'occupation humaine visible dans certaines régions est trop hâtivement transformée en une expansion démographique généralisée (pp. 10-11) tenue pour acquise dans la suite de l'étude. Aux exemples invoqués par l'auteur comme arguments favorables à ses raisonnements, il est généralement demandé de prouver beaucoup plus qu'ils ne le peuvent : ainsi, les mouvements de produits à l'intérieur du grand domaine carolingien géographiquement éclaté ne prouvent pas à eux seuls l'existence de bassins de consommateurs extérieurs et ont encore moins à voir avec les trafics méditerranéens entre Orient et Occident. Nul doute qu'il n'y ait une foule d'indications précieuses à retirer de cette colossale enquête : toutefois, avant d'être adoptée, l'interprétation proposée des sources, pour les raisons indiquées, demandera à être soigneusement vérifiée au cas par cas.

Les historiens économistes risquent de juger formelle et idéalisée la vision des réalités économiques qui s'exprime dans cet ouvrage – reflet de la prédilection marquée pour les sources littéraires ? Sans doute s'étonneront-ils qu'une étude des échanges ne se préoccupe pas davantage de l'état des marchés urbains qui ont joué un rôle essentiel dans les transports à longue distance de produits de consommation de masse, que ce soit dans l'Antiquité tardive ou à partir du bas Moyen Âge. L'objection n'aura pas manqué d'être présentée à l'auteur, qui l'écarte du revers de la main (p. 575). Au demeurant, nombre de principes économiques pertinents sont énoncés chemin faisant (ainsi, la différence des rythmes et du degré de productivité entre enrichissement commercial et agraire) : encore faudrait-il se garder d'induire de l'universalité d'un principe l'existence universelle des réalités économiques qui le vérifient.

On a scrupule à formuler ces réserves, qui ne sont pas minces, quand on mesure par ailleurs

la masse de travail dont ce livre est l'aboutissement, la quantité d'informations qu'il met à notre disposition, toutes qualités auxquelles on voudrait rendre justice et témoigner une reconnaissance moins mitigée. M. McCormick fait bénéficier le lecteur de l'étendue de ses lectures qui jettent d'innombrables ponts entre des domaines aussi variés que Byzance, le Proche-Orient musulman, l'Europe méditerranéenne, centrale et nord-occidentale. Porté par un enthousiasme communicatif, l'ouvrage témoigne d'un insatiable appétit de savoir. Le lecteur non spécialiste y trouvera signalé, sous de multiples aspects, le profond renouvellement documentaire et historiographique dont cette période encore obscure a récemment fait l'objet : ce qui n'autorise pas à légitimer, par contagion, le renversement des idées admises dans tous les domaines. Or, celles qui accrédi- tent une faiblesse d'ensemble des échanges commerciaux durant le haut Moyen Âge par rapport aux époques précédente et suivante ne paraît pas, au terme de l'étude de M. McCormick, aussi radicalement remise en cause que celui-ci le pense.

JEAN-MICHEL CARRIÉ

1 - *Mahomet, Charlemagne et les origines de l'Europe*, Paris, Lethielleux, [1983] 1996, p. 18.

**Walter Pohl, Ian Wood
et Helmut Reimitz (dir.)**

The Transformation of Frontiers:

From Late Antiquity to the Carolingians

Leyde, E. J. Brill, « The Transformation of the Roman World-10 », 2000, 299 p.

Ce volume s'avère bien moins satisfaisant que les deux autres ouvrages appartenant à la même série dirigés par le même Walter Pohl¹. Infecté par un post-modernisme primaire, Ian Wood, pourtant accoutumé à fournir des travaux brillants et solides, accumule pêle-mêle les « frontières linguistiques, artistiques, religieuses et philosophiques », et nous apprend que « l'on peut considérer, sur un plan chronologique, la transformation du monde romain comme une frontière entre les périodes anciennes et médiévales ». À ce niveau de généralité, « frontières »

n'est plus un concept, c'est une métaphore. Quoi d'étonnant donc à ce que « les individus différents, et les membres de groupes culturels, politiques et sociaux différents, percevaient les limites [*boundaries*] différemment » (p. 217) ? Avec une métaphore aussi labile, donc aussi englobante, que *boundaries*, on peut trouver une infinie variation dans l'empirie (comme d'ailleurs aussi réussit les amalgames les plus vastes)². La contribution de I. Wood sur « Les missionnaires et la frontière chrétienne » propose que les limites « réelles » pour ces hommes n'étaient pas tant religieuses que culturelles, entre le familier et « l'autre » (*the other*' [*sic*], p. 211). C'est ainsi que l'on tombe dans l'identité : « Pour un missionnaire, sa vêtue liturgique était un lien avec son chez-lui [*home*] : elle était un condensé du "familier" [*sic*]... Certes les objets saints et les actes liturgiques avaient une place significative dans la croyance religieuse, mais la vêtue, les objets liturgiques, les bibles et la liturgie elle-même permettaient aussi au missionnaire de recréer un monde familier quel que soit le contexte étranger dans lequel il se trouvait » (p. 213).

Falko Daim, dans « Byzantine Belts and Avar Birds », se penche sur la diffusion d'un type d'objets, les baudriers byzantins, et la non-diffusion de motifs entre Byzance et ses voisins avars. Les baudriers (qui signifient un office dans leur monde byzantin d'origine), se retrouvent dans les zones frontalières de l'empire et se distribuent de manière homogène avec les tombes équestres. Aux chefs, des insignes de chef, même si l'auteur, prudemment, explique que l'on ne peut décider s'ils furent acquis par le commerce (auquel cas la stratification de la culture matérielle serait le fruit des dynamiques internes à l'empire avar) ou par la diplomatie (Byzance reconnaissant les chefs ou favorisant certains d'entre eux). Autre stratification sociale : en règle générale, les Avars évitaient les ornements représentant des oiseaux – coqs, poules, paons –, pourtant populaires en Méditerranée. On ne les trouve que sur des objets dorés, donc, au vu de leur prix, monopolisés par les classes supérieures.

Deux ou trois contributions sont trop courtes pour mener où que ce soit. On apprend, des neuf pages fournies par Javier Arce, que les Romains étaient conscients des équilibres entre impératifs et stratégies fiscaux et mili-

taires, et des quatre (!) pages dispensées par Evangelos Chrysos que la *ripa gothica* et le *litus saxonicum* étaient des zones militaires. Dick Harrison, « Frontières invisibles et lieux de pouvoir : notions de liminalité et de centralité au haut Moyen Âge », enfonce des portes largement ouvertes depuis Peter Brown et Sabine MacCormack³ : « Le résultat le plus clair [...] est que la notion d'un espace qualitativement différencié était constamment liée aux manifestations physiques du pouvoir des saints », lesquels, en particulier, engendraient un mur invisible autour des endroits sacrés (portes urbaines et entrées des églises). Une contribution, courte elle aussi, sur « la soi-disant frontière entre le *regnum visigothorum* et l'Hispania byzantine », fournit des résultats plus substantiels en démontrant que nous n'avons pas de preuves qu'il existait une province byzantine à la fin du VI^e et au début du VII^e siècle, un *limes*, ou une frontière, qu'elle soit politique, économique ou géographique. Les Byzantins ne tenaient que quelques cités côtières, mais non une zone défendue par des fortifications linéaires ou des *castra*. Dans la même veine, W. Pohl montre que les lois des rois lombards Ratchis et Aistulphe n'indiquent pas l'existence d'un contrôle permanent des cluses ; elles n'étaient sans doute soumises à filtrage que lors de moments de crises, contexte dans lequel les deux mesures furent prises. Les rois lombards s'intéressaient autant à la circulation des personnes à l'intérieur du royaume qu'à limiter les raids de leur peuple à l'extérieur. Hans-Werner Goetz insiste sur l'existence d'un sens du territoire au très haut Moyen Âge, et, sous les Carolingiens mêmes, de frontières concrètes, au sujet desquelles on pouvait entrer en guerre. La frontière n'était pas un espace entre-deux, indéfini (p. 81). Pour Herwig Wolfram, il n'y a pas de continuité entre le système des frontières tarde-antiques et celui de l'époque carolingienne. Les Carolingiens créèrent leurs premières *marcae* à l'extrême fin du VIII^e et dans la première décennie du IX^e siècle, si l'on entend par « marche » une institution visant à organiser les confins faisant face à un peuple voisin (et non une simple zone frontière). À titre d'hypothèse, on peut mettre en rapport son émergence avec la fin de l'expansion militaire ; les *marcae* auraient servi la consolidation des acquis territoriaux

et permis d'éviter de partir en guerre chaque année. S'il n'y a pas de continuité entre Rome et Charlemagne quant à l'organisation militaire des zones frontalières, Matthias Hardt propose que les Francs auraient pu retrouver, symboliquement du moins, des formes d'architecture romaines sur le front saxon, en Hesse (p. 228). Il n'a pas été nécessaire d'attendre la nouvelle dynastie de Charles et Pépin pour cela ; dès les alentours de 700, la modernité de deux forteresses hessoises suggère qu'elles furent construites par le pouvoir central mérovingien (pp. 220-221).

Helmut Reimitz consacre sa contribution aux « frontières liturgiques » en Panonie carolingienne. Après 751, l'historiographie officielle consacre une part accrue de ses informations aux ambassades de peuples étrangers et aux rituels de baptême et d'entrée dans la fidélité du roi. Les franchissements de frontière seraient également l'occasion d'un fort investissement liturgique. L'exemple en est donné par les *Annales Regni Francorum* en 791 (et une lettre de Charlemagne produite pour l'occasion), qui montre l'armée s'adonnant à trois jours de pénitence et de jeûne. Comme I. Wood, H. Reimitz souligne la dimension eschatologique de la frontière : lorsqu'il s'agit de convertir, donc d'aller vers la réalisation du message apostolique, l'espace est immédiatement relié aux Fins dernières. Les actes du *Conventus episcoporum ad ripas Danubii* de 796, soucieux d'imposer une liturgie uniforme aux nouvelles zones conquises et de prendre le temps d'éduquer les nouveaux chrétiens, fournissent un autre indice des priorités religieuses des Carolingiens, en tension, cependant, avec les besoins d'une intégration politique rapide des peuples. Mais les investissements liturgiques opérés par les Francs lorsqu'ils envahissaient leurs voisins avars étaient-ils motivés par la liminalité des zones étrangères ou par le modèle scripturaire des conquêtes d'Israël ?

Pas de liminalité chez Peter Heather, qui analyse excellemment les techniques romaines de manipulation des peuples barbares frontalières. L'idéologie sous-jacente était brutale : des interventions armées fréquentes empêcheraient les voisins de devenir par trop féroces. Les Romains dosaient savamment prises d'otages (destinés à être romanisés mais exécutés s'il le fallait), christianisation (la poli-

tique religieuse se limitant à l'Est), assassinats et dons aux chefs défaits, puis ralliés, dont il fallait maintenir le prestige. Ils exigeaient de leurs clients des provisions régulières et de la main-d'œuvre pour les armées des frontières. Les contraintes étaient financières (coûts respectifs de la guerre et de ces techniques), culturelles (les élites favorisaient l'anéantissement du Barbare) et structurales (les agents locaux de Rome devaient avoir beaucoup d'autonomie de décision). S'il n'y a pas eu une « grande stratégie » romaine comme le voulait Edward Luttwak, l'empire ne réagissait pas au coup par coup. Les responsables prenaient en compte les opinions des élites, contradictoirement sensibles à l'impôt mais partisans d'une domination dure, les données sur l'ennemi rassemblées par la diplomatie, le commerce et l'espionnage, ainsi que celles portant sur les ressources disponibles en hommes et en ravitaillement, et faisaient campagne avec en tête des buts à moyen terme.

PHILIPPE BUC

1 - WALTER POHL (éd.), *Kingdoms of the Empire: The Integration of Barbarians in Late Antiquity*, Leyde, E. J. Brill, 1997 ; WALTER POHL et HELMUT REIMITZ (éd.), *Strategies of Distinction: The Construction of Ethnic Communities, 300-800*, Leyde, E. J. Brill, 1998.

2 - On verra en revanche le chapitre consacré à un examen du concept dans NORA BEREND, *At the gate of Christendom. Jews, Muslims and Pagans in Medieval Hungary*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.

3 - SABINE MACCORMACK, « Loca sancta: the Organization of Sacred Topography in Late Antiquity », in R. OUSTERHOUT (dir.), *The Blessings of Pilgrimage*, Urbana, University of Illinois Press, 1990, pp. 7-40.

Frans Theuws et Janet L. Nelson (dir.)

Rituals of Power. From Late Antiquity to the Early Middle Ages

Leyde, E. J. Brill, « The Transformation of the Roman World-8 », 2000, 503 p.

Concluant un volume qui mérite d'être parcouru, Janet L. Nelson voudrait que ses auteurs, bien que parfois inspirés par Clifford

Geertz, aient évité les problèmes communs aux lectures geertziennes du rituel. Frans Theuws, dans l'introduction, pose la question du rapport entre les rituels et les grandes transformations historiques. Or cette mise en équation est hautement propice à la tentation fonctionnaliste¹. Les transformations qui ont traditionnellement retenu l'attention des historiens relèvent de la grande histoire – la christianisation de l'Empire et sa barbarisation. Et ils ont souvent lu leur simple reflet dans les rituels.

Un des meilleurs chapitres, dû à Mayke de Jong, fait exploser un de ces rapports spéculaires. L'auteur revisite la question de la pénitence dite publique et de sa disparition. Le modèle reçu raconte l'abandon des grandes pénitences publiques, caractéristiques de l'Église primitive, sous la pression de l'afflux rapide des convertis après 312, et leur remplacement par la pénitence privée et tarifée. Un avatar récent, dû au subtil Peter Brown, proposait une première corrélation entre la culture politique du Bas-Empire et la pénitence publique, puis une seconde correspondance, entre les nouvelles formes d'autorité altimédiévales et la pénitence au compteur². Le caractère spectaculaire de la pénitence publique – et sa résolution tout aussi dramatique dans la réconciliation des pénitents – ferait corps avec les gestes de pouvoir de l'amnistie impériale. La structure socio-politique altimédiévale, plus diffuse, va de pair avec les rachats constants d'une infinité de petits péchés (pour ainsi dire, le petit commerce spirituel du don et contre-don). Selon M. de Jong, l'image que les historiens se font de la pénitence publique est largement redevable non pas de la réalité de l'Église primitive, mais des efforts réformateurs du clergé carolingien, en particulier de Jonas d'Orléans, qui s'est inventé une forme idéale, dans les faits inexistante avant les v^e et vi^e siècles (moment de son agonie supposée), et l'a projetée aux origines. La pénitence publique au iv^e siècle ne concernait pas le commun des chrétiens, mais une certaine élite : « Elle n'avait de sens que quand il y avait de l'honneur à perdre et à regagner » (p. 190). Avant les Carolingiens encore, subir une telle pénitence était un pari ; les adversaires du pénitent pouvaient souligner la souillure du péché rendu public pour

bloquer une carrière ecclésiastique ; ses amis, au contraire, de mettre en avant une nouvelle pureté qui, éventuellement, le qualifierait pour une promotion dans les ordres majeurs (pp. 201-206).

F. Theuws voudrait lui aussi dépasser le modèle spéculaire, pour considérer les rituels comme des agents actifs et majeurs dans la création et la représentation de nouvelles formes culturelles et comme des tentatives de contrôler le futur (p. 454). Son article, écrit en collaboration avec Monica Alkemade, comme celui de Heinrich Härke, procède à une remise en question convaincante de la correspondance traditionnelle entre groupe ethnique (ou religieux), considéré comme culturellement homogène, et rituel. Les tombes à épée continentales du ^v siècle n'indiquent aucune appartenance ethnique, pas plus qu'elles ne manifestent une carrière au service des Romains, mais la revendication par la parentèle du mort d'un pouvoir protecteur. Certaines familles, non pas toutes – on le voit à la rareté de ces sépultures garnies d'armes –, peuvent se poser comme protectrices dans le contexte de l'affaiblissement du pouvoir central romain. Il s'agit à la fois d'un discours et d'un projet hégémonique. Joliment, les auteurs montrent comment les groupes culturels chers aux archéologues n'ont aucune consistance logique, en tout cas pas sur la base des données matérielles issues des fouilles ; en effet, les soi-disant styles ethniques sont distribués sur la carte de manière très confuse (pp. 444-445). Au contraire, peut-être, les familles des morts semblent avoir pris les combinaisons de références, signifiant une carrière compliquée, donc héroïque. La situation en Gaule du Nord ne peut cependant pas être généralisée. En Angleterre anglo-saxonne, selon H. Härke, les sépultures avec armes sont bien plus fréquentes ; elles correspondraient, comme le montrerait le détail des objets, à une stratification sociale, après avoir été, au moment de la conquête de l'île, la marque de l'identification, réelle ou usurpée, du groupe exogène. Mais H. Härke nous rappelle au passage que bien des généralisations sur la base des dépôts funéraires trouveront leurs limites, puisque les meilleures armes seraient restées en circulation, entre les mains des seigneurs, des parents ou des fidèles du mort.

L'armement constitue aussi le sujet de deux autres contributions. La remise des armes remplacerait, sous les Carolingiens, d'autres rites de passage à l'âge adulte, comme la coupe de cheveux ou de la première barbe. C'est à cette époque que se serait mise en place (comme le pense Dominique Barthélemy, contre Jean Flori) une véritable *militia secularis* hiérarchisée, l'aristocratie se voyant confier la mission de maintenir l'ordre voulu par Dieu en participant au ministère royal nouvellement défini par les penseurs carolingiens (p. 295). Un changement donc, dans la culture politique du temps, accompagné par l'innovation en matière de rituel (l'importance nouvellement exclusive de la remise des armes). L'auteur est peut-être trop catégorique étant donné la base documentaire invoquée : l'arme avec laquelle le jeune homme était investi aurait toujours été un objet hérité (p. 286). Et la recherche du rituel conduit à des faux sens : le terme *ritus venandi* ne veut pas dire « rituel de la chasse » mais « pratique » ou « coutume de la chasse ». Une coutume n'est pas un rituel, à moins que l'on ne prenne le concept dans une acception tellement large qu'il n'a plus de valeur heuristique. L'auteur suggère une forte intersection sémiotique – et des liens – entre adoption par les armes, vasselage et parrainage – le père, le parrain et le seigneur armant le fils, filleul ou fidèle, et l'adoption se faisant avec une épée ou une lance. On attendrait ici une référence à l'article pionnier de Jacques Le Goff sur le rituel symbolique de la vassalité. Mais peut-on conclure que « l'investiture [...] et les rituels associés étaient enchâssés dans un système de relations sociales qui garantissait l'équilibre social en fondant ensemble filiation et fidélité. La circulation des armes [...] était ainsi un élément essentiel de la régulation sociale et des ajustements sociaux, et maintenait en même temps la hiérarchie » (pp. 305-306). *L'a priori* fonctionnaliste (le rituel stabilise) n'est testé par nul contre-exemple ni confronté à aucun contre-modèle. En toute logique, étant données les sources, l'hypothèse inverse, spéculaire (tout aussi peu recommandable), serait tout aussi probable : dans la distribution des armes, le supérieur n'avait aucun choix ; il était obligé de donner à chacun selon le rang du récipiendaire, qui dépendait de facteurs extérieurs au rituel.

Cependant, tous les contributeurs n'ont pas été convertis à l'anti-spéculaire. Stefano Gasparri rêve encore d'une royauté lombarde « wotanique » qui n'aurait été balayée que par la conquête franque de l'Italie. La lance, présente épisodiquement dans les sources, et sa remise dans l'adoption par un roi de son successeur, ou lors de rituels d'accession, en serait le vecteur. Grâce aux sources scandinaves, qui nomment la lance d'Odin *Gungnir*, et par le fil ténu du lignage des *Gungingi* qui, selon l'édit de Rothari, avait fourni des rois aux Lombards, et, de ce fait, à en croire S. Gasparri, tiraient leur nom de la lance, l'auteur en conclut que « quiconque possédait la lance d'Odin était roi » (p. 102). L'historiographie allemande citée confirme bien que l'on est encore dans la *Germanische Kontinuitätslehre* (Otto Höffler, Karl Hauck, Percy Ernst Schramm). N'y aurait-il pas, ici aussi, quelque relent de fonctionnalisme ? La *Vita Barbari episcopi* (un texte tardif par rapport aux événements rapportés) raconte que les Lombards de Salerne avaient coutume de galoper autour d'un arbre et de frapper une pièce de cuir suspendue aux branches ; S. Gasparri en fait un rituel destiné à renforcer la cohésion des guerriers face à une expédition byzantine et attribue cette interprétation fonctionnaliste à l'hagiographe (p. 103) ! Ce lecteur aura surtout retenu dans la contribution les croisements avec les traditions tardo-romaines et byzantines, et l'inscription des rois lombards (malgré la royauté wotanique ?) dans une culture politique chrétienne – fondations de villes avec translations de reliques ou idéologie du peuple élu, à l'instar d'autres royaumes contemporains. Dans sa contribution sur les funérailles impériales, Javier Arce souligne lui aussi les continuités, la plus frappante étant peut-être celle que l'on trouve chez Jordanès, qu'il s'agisse d'une projection byzantine ou d'un récit fiable : par leurs détails, les funérailles d'Attila se conforment au modèle impérial romain.

Une autre monarchie « sub-romaine », celle des Visigoths, fait l'objet d'une contribution consacrée à l'idéologie royale. Les auteurs, Pablo C. Díaz et María R. Valverde, datent de la fin du VI^e siècle seulement la création, par la monarchie cherchant à se transformer en pouvoir autonome (une « monarchie transpersonnelle », pour reprendre la terminologie allemande), d'une « symbolologie politique

qui lui soit propre » (p. 59). La datation est au prix d'une interprétation tortueuse d'une lettre de Sidoine Apollinaire louant les pompes de la cour de Théodoric II (453-466). La « symbolologie nouvelle » comprend des vêtements (attestés seulement au VI^e siècle), un diadème, un sceptre cruciforme, des monnaies, et surtout une capitale (qui remplace fonctionnellement le trésor jadis itinérant) et l'onction. Cependant, les capacités pratiques de la monarchie n'arriveront jamais à la hauteur de l'idéologie ainsi déployée, et les rois ne pourront jamais gouverner sans l'aristocratie – contradiction entre idéologie et réalité. On regrettera que la contribution s'appuie sur une historiographie dépassée au sujet de l'onction. Bien sûr, l'invention visigothique de ce rite inscrit la royauté péninsulaire dans la typologie des rois vétéro-testamentaires du peuple élu. Mais doit-on relier l'onction à la « monarchie transpersonnelle » ? Le chapitre ne prend pas substantiellement en compte la prise de position ultime de Janet L. Nelson, modifiant largement l'optique des premiers essais de cette historienne³. Pour J. L. Nelson, suivant Arnold Angenendt, l'onction royale, du moins chez les Carolingiens, est apparentée à l'onction post-baptismale ; donc, loin d'exalter le roi loin de son aristocratie, elle a une forte dimension communautaire⁴. Les Visigoths du VII^e siècle ne sont certes pas les Francs de 751-754. Si l'onction importait en Espagne, la signification contemporaine du rite est critique. S'il s'agit d'un charisme partagé, comme chez les premiers Carolingiens, quel genre de monarchie trans-personnelle souhaitaient donc les rois visigoths ? En interprétant la symbolologie royale visigothique comme l'expression idéologique du désir des monarques de se dégager des solidarités aristocratiques, en posant en antithèse une réalité qui force les rois à partager la gouvernance effective de la péninsule avec les Grands, les auteurs se condamnent à considérer les canons conciliaires qui posent une participation des Grands au pouvoir royal comme le précipité d'une contradiction (pp. 83-84). Ne seraient-ils pas plutôt un élément à part entière d'une idéologie royale visigothique plus complexe ?

Pas d'idéologie, en revanche, chez J. L. Nelson, qui fournit un panorama bien documenté des funérailles carolingiennes. Prenant le contre-pied de Alain Dierkens, elle

démontre que les rois carolingiens étaient mis en terre selon un rituel sophistiqué quand l'entourage du défunt n'était pas pressé par le temps. En particulier, il semble que le corps était préparé selon des techniques bien précises, et que l'on prenait soin de faire transmettre les insignes au successeur désigné. L'absence de nécropole royale n'est pas due à une absence de volonté de constituer une telle cité des morts royaux. Il y avait en fait, au IX^e siècle, plusieurs centres funéraires en genèse, attachés aux différents rameaux de la famille ; l'un d'entre eux aurait pu devenir ce que Saint-Denis finit par devenir pour les Capétiens.

Lotte Hedeager, remarquable spécialiste du monde scandinave du premier millénaire qui ne traite pas vraiment de « rituels », quel que soit le contenu que l'on donne à ce concept trop élastique, comme S. Gasparri, se démarque de l'influente thèse de Walter Goffart⁵. Les récits historiques et poétiques produits dans les royaumes barbares contiennent un petit noyau de données fiables permettant de retrouver, à travers les distorsions de la mémoire, un peu du passé des groupes humains qui les ont fondés. Les épopées permettent, premièrement, de percevoir l'intensité du traumatisme que furent, pour les groupes barbares, l'hégémonie hunnique, puis la dissolution rapide de l'empire d'Attila après sa mort, et, deuxièmement, l'origine probablement nordique d'une majorité des groupes barbares qui s'installèrent sur le territoire de l'Empire. Un des arguments avancé pour arguer de la survie d'éléments véridiques est méthodologiquement fascinant : dans une tradition de mythes, c'est ce noyau de faits historiques qui, même restreint, la rend socialement efficace, lui permettant de « relier le présent au passé et d'organiser le présent » (p. 31). William Warburton, Hugo Grotius et d'autres penseurs de l'époque moderne signalaient la capacité qu'ont toutes les religions, même fausses, à contribuer à l'ordre des sociétés dans la part de vérité qu'elles contiennent⁶.

Cristina La Rocca et Luigi Provero fournissent une analyse détaillée du fameux testament d'Eberhard de Frioul et de sa femme, Gisèle, sœur de Charles le Chauve (ici non plus il ne s'agit pas à proprement parler de « rituels »). Par ce document, le couple espérait établir les fortunes de ses enfants, et sur-

tout de l'aîné, Unroch, en amalgamant les droits publics du marquis avec les possessions familiales (p. 258), tout en évitant les disputes au sein de leur progéniture. Eberhard léguait son prestige guerrier par le biais de dons d'équipement militaire (*paramenta*) à tous ses fils, y compris aux deux garçons qui étaient ecclésiastiques. Mais les pièces les plus rares passèrent à Unroch (seul à avoir été doté d'un ensemble de terres territorialement cohérent. De même pour les livres : l'aîné reçut une dotation « d'instruments du gouvernement », les autres ouvrages étant partagés de manière équitable, mais non aléatoire (puisque les deux ecclésiastiques reçurent chacun un des deux psautiers). Les reliques les plus prestigieuses, enfin, furent confiées à Unroch, les autres enfants ayant, ici aussi, en dehors de lui, des parts équitables. Par leur testament, Gisèle et Eberhard créèrent deux noyaux de pouvoir héréditaire impliquant une fondation monastique, l'une en Francie du Nord (autour de Cysoing), assise sur des domaines familiaux, l'autre en Italie (San Salvatore de Brescia). La première visait plutôt une consolidation seigneuriale ; la seconde était davantage focalisée sur les charges publiques et leurs émoluments, ainsi que sur un rôle d'intermédiaire entre les Carolingiens et les évêques (pp. 266-267).

On terminera sur l'étonnante construction de Jos Bazelmans, échafaudée en grand écart entre *Beowulf* et un amas de modèles anthropologiques (on ne sait trop ce qui, parmi ces deux composantes, est infrastructure et ce qui est structure). L'épopée anglo-saxonne, qui présente les ancêtres de son auditoire à un stade religieux pré-mosaïque, permettrait à l'historien de voir comment se contruisait l'identité du guerrier et se constituait la société dans le rapport entre seigneur et fidèle, à travers un cycle de rituels mettant en jeu des dons. Le « corps » et la « valeur » (*worth*), notions indigènes selon J. Bazelmans, « sont assemblés, puis développés, puis [dans les rituels funéraires] séparés à nouveau », en un cycle de transformations effectuées par les échanges d'objets de valeur (p. 368). Les trois funérailles du récit (où en effet interviennent des trésors et des dons) transformeraient le mort « en un ancêtre » et libéreraient son successeur, maintenant prêt à prendre le pouvoir (cf. pp. 367-368). Ce n'est pourtant pas ce que semble vouloir signifier le

poète, pour lequel la mort de Beowulf risque fort d'entraîner la ruine totale de son peuple. L'*a priori* théorique mène l'herméneutique, et les sauts dans la démonstration sont souvent trop catégoriques. Par exemple, les terres et le *hall* que Hygelac donne à Beowulf sont sans doute en majorité des terres ancestrales sur lesquelles la famille de ce dernier a des droits très anciens : donc « l'héritage de terres ancestrales, de père en fils, dépend des rites de passage du fils en tant que guerrier, et, dans ces rites, le roi joue un rôle cérémoniel décisif » (p. 364). Enfin, comme les autres volumes de la série, *Rituals of Power* est terni par de nombreuses fautes de frappe.

PHILIPPE BUC

1 - Voir PHILIPPE BUC, « Political Ritual: Medieval and Modern Interpretations », in H.-W. GOETZ (dir.), *Die Aktualität des Mittelalters*, Bochum, Verlag Dieter Winkler, 2000, pp. 255-272.

2 - PETER BROWN, « Vers la naissance du purgatoire. Amnistie et pénitence dans le christianisme occidental de l'Antiquité tardive au haut Moyen Âge », *Annales HSS*, 52-6, 1997, pp. 1247-1261.

3 - JANET L. NELSON, « Carolingian royal ritual », in D. CANNADINE et S. PRICE (dir.), *Rituals of Royalty. Power and Ceremonial in Traditional Societies*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987, pp. 137-180.

4 - ARNOLD ANGENENDT, « *Rex et sacerdos*. Zur Genese des Königssalbung », in N. KAMP et J. WOLLASCH (dir.), *Tradition als historische Kraft*, Berlin, Walter de Gruyter, 1982, pp. 100-118.

5 - WALTER GOFFART, *The Narrators of Barbarian History*, Princeton, Princeton University Press, 1988.

6 - Voir PHILIPPE BUC, *Dangereux rituels. De l'histoire médiévale aux sciences sociales*, Paris, PUF, 2003, pp. 230-231 et notes.

Philippe Buc

The Dangers of Rituals. Between Medieval Texts and Social Scientific Theory
Princeton-Oxford, Princeton University Press, 2001, 272 p.

Il est des livres qui dérangent, celui de Philippe Buc en est un, parce qu'il remet en cause l'approche anthropologique à laquelle les his-

toriens de la société médiévale sont particulièrement attachés. *The Dangers of Rituals* n'est pas une étude des rituels politiques médiévaux mais la déconstruction des récits tardo-antiques et altimédiévaux de rituels. Il s'inscrit dans la ligne des travaux récents sur l'autorité du passé au Moyen Âge, dans le contexte de la réflexion sur l'historicisation de l'histoire et dans le courant déconstructionniste. Il réfute un double paradigme : celui de la possibilité pour l'historien d'utiliser les récits pour reconstituer la réalité historique et celui de la fonctionnalité des rituels politiques dans les sociétés médiévales. Il avance que le clergé, qui avait le monopole de l'écrit, revendiquait celui d'interpréter les rites, et dénonce l'utilisation par les historiens médiévisistes de modèles venus des sciences sociales, de l'anthropologie et de la sociologie pour comprendre les récits. Il refuse en particulier le modèle fonctionnaliste qui sert d'ordinaire de grammaire des rituels, comme étant le produit d'une pluralité de cultures politiques lentement élaborées depuis la Réforme et arrivées à maturation vers 1900. S'il croit à l'existence d'un rapport entre les solennités médiévales et l'ordre politique, il met en avant l'altérité de la pensée médiévale et avance comme préalable que les textes furent le produit d'une culture politique imprégnée d'exégèse biblique, par des acteurs déterminés, les clercs, porteurs d'une conception religieuse reflétant un certain ordre du monde, et que nos grilles de lecture anthropologiques sont inadéquates pour en saisir le sens profond. L'opposition entre les mauvais rituels qui sont manipulés et les bons rituels qui créent le consensus serait le produit du discours clérical.

L'ouvrage est habilement construit en deux parties, pour déboucher sur une théorie du développement des sciences sociales de la Renaissance au post-modernisme. La première partie, qui concerne l'analyse des récits de rituels politiques dans l'Antiquité tardive et le haut Moyen Âge (*Late Antique and Early Medieval Narratives*), s'articule sur la seconde, une réflexion théorique sur les fondements religieux de l'approche ritualiste (*From Theology to the Social Sciences ca 1500-ca 1970*), conduisant au choix de l'analyse régressive utilisée dans la première partie, où l'auteur part du X^e siècle pour remonter à la matrice tardo-antique.

P. Buc commence donc par une analyse serrée de dossiers de textes relatant des rituels politiques, en s'interrogeant sur l'anthropologie implicite qui guidait la réflexion des auteurs, sur leurs intentions et leurs méthodes d'écriture. Il a choisi des moments clefs pour balayer le champ de la ritualisation politique. Le premier chapitre est centré sur l'*Antapodosis* de Liutprand de Crémone (*Writing Ottonian Hegemony: Good rituals and bad rituals in Liutprand of Cremona*). Il démontre comment Liutprand use de l'opposition entre bons et mauvais rituels pour justifier l'intervention d'Otton I^{er} en Italie et construire la supériorité des rois de Germanie par rapport à leurs rivaux pour la couronne d'Italie : du côté de la Saxe, la sacralité des funérailles royales ordonnées, la transmission régulière du pouvoir et la prière qui assurent la victoire ; du côté italien, les manipulations d'*amicitiae*, de rencontres, d'œuvres charitables. On admet sans peine qu'une telle opposition ne reflète pas la réalité des pratiques, ni le degré respectif de cohérence et de cohésion de ces politiques, qu'elle ne témoigne pas du contraste entre une ritualité méridionale ancienne et une nouvelle ritualité du Nord mais de la capacité des souverains saxons héritiers de la culture politique de la fin de l'époque carolingienne à manipuler les cérémonies avec plus d'habileté que les dynastes italiens de Liutprand.

Le deuxième chapitre traite de la signification des rituels à travers des exemples carolingiens (*Ritual Consensus and Ritual Violence: Texts and Events in Ninth-Century Carolingian Culture*). Le cas d'Arnulf de Carinthie, dont l'image, très négative chez Liutprand, est positive au nord des Alpes, l'analyse des récits de disputes entre les concurrents carolingiens de la fin du IX^e siècle ou l'affaire de la déposition des archevêques Gunthar et Teutgaud au concile romain de 863 conduisent P. Buc à affirmer que les auteurs carolingiens manipulaient les rituels en fonction de leurs choix politiques respectifs, que l'interprétation du rituel réel ou imaginaire comptait plus que sa « performance » et que les contemporains, conscients de la polysémie des rites, contrôlaient l'interprétation plus que les cérémonies elles-mêmes. La théorie fonctionnaliste de l'efficacité rituelle ne résisterait donc pas à un examen prenant

en compte le poids de la communication écrite dans la détermination de l'« opinion publique » (p. 87).

Remontant le temps, P. Buc en vient à Grégoire de Tours (*Rites of Saints and Rites of Kings*). Les récits de Grégoire, construits en fonction de sa conception des relations entre *regnum* et *sacerdotium*, ne sont pas innocents. Pour l'évêque de Tours, le seul vrai modèle de bon rituel serait le modèle épiscopal que les rois s'efforceraient d'imiter ou de transgresser. La légitimité du pouvoir tiendrait à la régularité du langage ritualisé par lequel les acteurs communiquent et la communauté exprime sa cohésion. Mais tout le récit suggérerait l'infériorité du groupe centré sur le roi par rapport à la communauté centrée sur le saint.

La première partie du livre s'achève sur le retour aux sources (*Late Antique Matrix: Martyrdom and Ritual*). Dans une société où le discours chrétien n'est pas encore dominant ni ne monopolise l'écrit, un groupe chrétien chercherait à démontrer qu'il est d'institution divine, revendiquerait la vérité cachée derrière l'accomplissement d'un rituel et agirait en conséquence, en l'approuvant ou en le désapprouvant. Le martyr chrétien aurait ainsi permis de récupérer les rituels païens d'exécution de l'Antiquité tardive, de rejeter le système de représentation romain tout en utilisant son langage rituel. Les clercs médiévaux en tireraient une capacité à réinterpréter de fond en comble ou même à inventer un événement rituel pour légitimer ou délégitimer un ordre politique.

La seconde partie du livre (*From Theology to the Social Sciences*) est une longue historicisation de la notion de rituel depuis le Moyen Âge jusqu'à l'époque contemporaine, à travers les relations société-religion. Après avoir discuté les polémistes du XVI^e siècle et l'existence de deux modèles d'interprétation, l'un moniste, l'autre dualiste, P. Buc montre la prégnance du monisme depuis l'époque moderne, à travers les philosophes du XVIII^e siècle, à Bonald et Fustel de Coulanges. L'idée que la religion et les rites concourent à la cohésion sociale, celle du passage de la religion à la loi, conduit finalement à la sociologie de la religion de Durkheim qui a profondément influencé la médiévistique contemporaine. Il insiste aussi sur l'influence de Clifford Geertz sur les histo-

riens médiévistes qui ont trouvé, dans ses théories sur l'iconicité, des similitudes remarquables avec la cosmogonie altimédiévale. D'une part, la liturgie rend présents les moments fondamentaux et éternels de l'histoire sacrée chrétienne. De l'autre, le pouvoir royal peut être compris comme une image de la divinité, destinée à être partagée avec des princes inférieurs. Enfin, l'État en représentation renvoie directement à la « présence réelle » dans l'eucharistie.

Le livre de P. Buc est important et stimulant, parce qu'il met en lumière l'altérité médiévale. Les historiens du haut Moyen Âge, conscients de l'importance des gestes et de l'oralité dans la société qu'ils étudient, sont extrêmement attentifs aux différentes formes de communication¹ et s'interrogent sur le rôle de l'écrit à cette époque. Ils n'ignorent pas la distance qui sépare le système de communication ritualisée de l'interprétation qu'en donnent les auteurs à travers leurs récits, mais *The Dangers of Rituals* va beaucoup plus loin et suscite réflexion et discussion. L'auteur emporte l'adhésion quand il démontre que les historiens doivent douter de la réalité de certains événements relatés dans les récits et qu'ils n'ont accès au champ de la ritualisation que par le biais de l'écrit. Mais le rituel n'a de signification que par la perception et l'interprétation qui en sont faites. La question qui se pose est donc celle de la valeur interprétative de l'écrit. On admet sans peine avec P. Buc que l'écriture des récits, en particulier des récits passés, servait à légitimer ou « délégitimer » l'ordre politique et que les clercs cherchaient à s'arroger le monopole de l'interprétation du passé ; mais on peut douter qu'acteurs et spectateurs n'aient pas immédiatement projeté sur les rituels leurs propres représentations, construites à partir de catégories mentales qui n'étaient pas entièrement façonnées par l'écrit. Le livre n'est donc pas exempt d'ambiguïté : d'un côté, l'auteur admet qu'il y a des rituels politiques qui ont un sens général par leur répétition, même si nous ne percevons pas la signification immédiate de chacun d'entre eux. De l'autre, en liant performance et écriture du rituel et en déconnectant le politique du social, il détruit le paradigme de la « performance » sociale des rituels. Mais son analyse de la « performance » des récits

de rituels est elle-même influencée par les modèles anthropologiques et sociologiques. Si l'on admet que les individus créent la société par le lien social et que la société produit le politique, les rituels polysémiques ont une fonction globale qui intègre la perception instantanée et la construction de la mémoire, écrite et orale, de l'événement. Les rituels et leurs interprétations, immédiates et reconstruites, apparaissent alors comme des modes de communication flexibles qui permettent adaptations, manipulations et détournements et qui se conjuguent dans un même système global, à la fois politique et social. À travers la question de la ritualisation politique, P. Buc pose donc le problème fondamental du contrôle des modes de communication par les élites et du rapport entre idéologie politique et lien social. Ses réponses ne sont pas entièrement convaincantes, mais il oblige l'historien médiéviste à revoir sa grille d'interprétation des sources narratives, en même temps qu'il le renvoie à sa propre culture.

RÉGINE LE JAN

1 - MARCO MOSTERT (éd.), *New Approaches to Medieval Communication*, Turnhout, Brepols, 1999 ; GERD ALTHOFF, *Spielregel der Politik im Mittelalter. Kommunikation in Frieden und Fehde*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1997.

Gerd Althoff, Johannes Fried et Patrick J. Geary (éds)

Medieval Concepts of the Past. Ritual, Memory, Historiography
Cambridge, Cambridge University Press,
Publications of the German Historical
Institute, 2002, 353 p.

Le but de ce volume collectif est de favoriser la collaboration entre médiévistes allemands et américains, comme l'expose longuement une introduction qui fournit d'utiles repères sur l'impact de l'école historique allemande du XIX^e siècle sur la formation des médiévistes américains¹ et l'éloignement des chercheurs de ces deux pays depuis le début du XX^e siècle. Sont confrontés ici quatorze articles concernant l'usage des rituels et de la mémoire tels

qu'on peut les appréhender à travers les textes narratifs, les procédures judiciaires, la production iconographique et la liturgie. Alors que les médiévistes allemands se sont intéressés surtout à l'historiographie, aux formes liturgiques ou non du souvenir des morts et aux rituels politiques autour des rois et des empereurs, les médiévistes américains ont plutôt développé des approches sous-tendues par une perspective d'anthropologie sociale et culturelle : on a cherché ici à faire converger ces deux traditions.

Ainsi Stefan Weinfurter et John W. Bernhardt étudient-ils l'idéologie impériale telle qu'elle se dégage des rituels, des cérémonies et des images de l'époque d'Henri II, montrant comment ces rituels offrent une voie privilégiée pour construire un système de relations entre la royauté et les Grands, rituel, auto-représentation royale et mémoire historique se recoupant dans le développement de la propagande impériale. À leur suite, Gerd Althoff revient sur la notion de « communication publique » pour soutenir l'idée que le rituel n'est pas une forme rigide de communication : il est au contraire caractérisé par une grande variabilité, fruit de la combinaison, toujours réinventée, de divers éléments rituels. Loin d'une procédure univoque, on est dans le domaine de l'innovation, voire de l'improvisation, à partir de la combinaison spontanée de divers gestes et actions familiaires.

Dans le domaine judiciaire, il s'agit de s'interroger sur les descriptions des actions rituelles dans un processus juridique. Hanna Vollrath s'appuie sur une série de jugements prononcés au XII^e siècle par le roi contre des Grands qui ne se sont pas rendus à sa convocation (procédure de contumace) et conclut qu'il s'agit là moins d'un tribunal qui rend une sentence que d'une assemblée qui organise un processus de négociation et d'arbitrage et produit de ce fait un jugement souvent flou et ambigu. Patrick J. Geary s'intéresse au rôle des témoignages oraux et écrits dans les cours de justice du Midi de la France aux X^e et XI^e siècles, et montre comment, même dans des régions de tradition écrite, le passé doit être proclamé et, en quelque sorte, recréé de manière dramatique et en partie fictive pour que les acteurs du procès puissent se le réapproprier.

Or l'étude de tous ces rituels repose sur le récit d'un événement décrit comme un processus public : Philippe Buc change de perspective en posant la question de savoir jusqu'à quel point les historiens ont véritablement accès à ces rituels dont la connaissance est entièrement médiatisée par les auteurs médiévaux. Chaque témoignage manipulant le récit dans des buts évidents de propagande, comme l'auteur entend le montrer à partir de l'exemple de l'affrontement de l'empereur Louis II et du pape Nicolas I^{er} en 864, le médiéviste, prisonnier des textes, ne peut pas déchiffrer le rituel comme l'ethnologue qui en voit le déroulement sous ses propres yeux². C'est ce problème fondamental de la tradition textuelle qui informe les articles suivants : Hans-Werner Goetz s'intéresse à la conscience historiographique des auteurs des XI^e-XII^e siècles et remarque une tendance à ordonner les faits selon la chronologie voire à établir des dates précises, tout en ayant tendance à négliger totalement l'éloignement que représente, par exemple, la civilisation romaine. La raison est à chercher dans l'utilisation immédiate d'un passé dont la connaissance n'est jamais une fin en soi mais surtout un moyen de compléter la connaissance du présent dont, finalement, le passé relève toujours. Dans le même esprit, Bernd Schneidmüller examine quatre formes de création et de maintien de la conscience historique : la construction historique d'une institution, d'une dynastie, d'un peuple et d'une ville, pour souligner à chaque fois l'interdépendance entre écriture historique et contexte sociopolitique. Amy G. Remensnyder recherche, quant à elle, le rôle joué par les légendes de fondations monastiques des communautés du sud de la France : ces légendes fournissent aux monastères un moyen d'affirmer « leur place dans le monde », et c'est pourquoi elles s'approprient systématiquement des figures de fondateur comme les rois ou les apôtres, d'où elles tirent leur propre centralité³.

C'est justement l'évaluation des traditions textuelles à la lumière des changements sociaux qui intéressent Bernhard Jussen et John B. Freed : le premier montre comment s'est transformée la tradition de la « matrone d'Éphèse », transmise de l'Antiquité au Moyen Âge, mais sans conserver la même significa-

tion. Le message contenu dans l'histoire de la veuve « impie » qui, en se remarquant, oublie son premier époux, est à considérer dans chaque nœud spécifique de relations sociales et de valeurs culturelles. Le second interroge la mémoire familiale de l'aristocratie à travers le livre de Siboto IV de Falkenstein, qui transmet à ses fils ce qu'ils doivent savoir de leur passé, et insiste sur la réelle complexité de la représentation d'une identité familiale.

Les trois dernières contributions mettent l'accent sur la lecture et l'interprétation des textes par les lecteurs médiévaux et par les historiens contemporains : ainsi Beate Schuster analyse-t-elle un récit de la première croisade, le *De projectione Ludowici II in Orientem*, texte longtemps favori des historiens « positivistes » à cause de son apparente naïveté et de sa réputation de récit de première main, rédigé par un jeune noble, Eudes de Deuil, pour montrer qu'il s'agit en fait d'une œuvre construite « en miroir » d'autres relations de la croisade et dont l'auteur ne serait pas Eudes de Deuil mais Gauthier Map, qui en utiliserait ici le personnage pour critiquer, à travers sa propre expérience, les conséquences de la troisième croisade. Or, il faut imaginer que les contemporains du *De projectione* ont pu lire ce texte et le comprendre d'une manière radicalement différente de la nôtre, et il faudrait pouvoir tenir compte de ces interprétations. Ce souci de lire les textes à la lumière des événements postérieurs qui en informent éventuellement l'interprétation se trouve également au cœur des deux dernières contributions : à travers le récit des massacres perpétrés contre les communautés juives de Rhénanie à l'époque de la première croisade, David Nirenberg met en relation la construction de la mémoire médiévale de ces événements et le rôle qu'ils jouent dans la mémoire « moderne », celle de nos contemporains. Enfin, Felice Lifshitz pose la question de la construction d'un pouvoir féminin à travers l'établissement du culte des martyrs aux IV^e-V^e siècles, culte que les évêques comme Ambroise de Milan se sont rapidement approprié, leurs efforts étant relayés par les historiens modernes qui, sans trop d'esprit critique, n'ont pas su reconnaître les implications de cette appropriation pour l'histoire des genres.

On mesure la richesse des discussions et des perspectives élaborées dans cet ouvrage

collectif qui a le mérite de remettre au centre de la discussion des concepts que tous les historiens utilisent – l'histoire, la mémoire, le rituel –, en les réintégrant dans leur logique propre : celle des conceptions médiévales du passé.

GENEVIÈVE BÜHRER-THIERRY

1 - On trouvera maintenant une analyse exhaustive de cet aspect dans le dernier ouvrage de PATRICK J. GEARY, *The Myth of Nations. The Medieval Origins of Europe*, Princeton, Princeton University Press, 2002.

2 - On reconnaît là la thèse soutenue par le même auteur dans son livre : *The Dangers of Rituals. Between Medieval Texts and Social Scientific Theory*, Princeton, Princeton University Press, 2001, ici le chapitre 2.

3 - On trouvera le développement de cette thèse dans le livre d'AMY G. REMENSNDYDER, *Remembering King's Past: Monastic Foundation Legends in Medieval Southern France*, Ithaca-New York, Cornell University Press, 1995.

Yves Sassier

Royauté et idéologie au Moyen Âge.

Bas-Empire, monde franc, France (IV^e-XII^e siècle)

Paris, Armand Colin, 2002, 346 p.

L'objet du livre est de « suivre le cheminement de la réflexion sur le pouvoir au sein du monde occidental » de l'Antiquité tardive jusqu'à la fin du XII^e siècle, en d'autres termes le discours sur le pouvoir, à travers une analyse précise de textes très divers, allant du traité théorique aux actes de la pratique en passant par des chroniques ou des textes hagiographiques. Yves Sassier met en lumière l'unité profonde d'une période où le christianisme triomphant impose, par l'intermédiaire des clercs qui ont le monopole de la culture écrite et de la production des idéologies politiques, la conception d'une humanité pécheresse marchant vers son salut et d'un pouvoir terrestre au service de la destinée chrétienne de l'homme. Une telle vision, issue de la réflexion patristique, impose une étroite collaboration entre puissance royale et puissance sacerdotale. Le livre suit donc les débats qu'ont suscités tout au long de la période les mêmes questions : celle

de la place et du rôle assignés au prince dans la cité terrestre – intermédiaire entre Dieu et les hommes placé dans une position de « suréminence », donc d'irresponsabilité, par rapport aux autres hommes, ou homme parmi les autres, donc responsable devant d'autres hommes, qui pourraient être les prêtres ; celle de la définition du bon roi, de sa fonction et des formes de son action. L'auteur suit un plan chronologique et réparti sur matière en quatre chapitres, réduisant progressivement son champ d'étude du monde romain au monde franc et du monde franc à la France issue du partage de Verdun de 843.

Dans le premier chapitre : « L'héritage idéologique de l'Antiquité », Y. Sassier situe l'enquête dans la Rome païenne, analysant le discours sur l'évolution au temps de l'empire chrétien au contact de la double tradition juive et chrétienne. Il met en avant l'importance de concepts clés comme ceux de justice et de loi.

Le deuxième chapitre traite de la royauté romano-barbare qui, devenue chrétienne, intègre et utilise la *lex*. Mais il s'agit surtout ici d'explorer la conception du pouvoir que se font les élites cléricales dans un contexte d'effondrement culturel sans précédent, sans doute surestimé, en s'interrogeant sur la question de la permanence de la double tradition impériale et chrétienne et sur celle de la relation triangulaire entre Dieu, le roi et le prêtre, à travers la tradition biblique.

Le troisième chapitre, consacré à la période carolingienne (« Les Carolingiens et l'enrichissement de l'idéologie royale »), montre comment l'apport d'Augustin, de Grégoire le Grand et d'Isidore de Séville, combiné à celui du pape Gélase, permet de définir une responsabilité spécifique du souverain envers son peuple. Le modèle du roi biblique, omniprésent aux premiers temps carolingiens et utilisé dans une perspective de sacralisation de la personne royale, débouche sur la définition de l'institution royale comme *ministerium* sous Louis le Pieux, puis sur la monarchie contractuelle après Coulaines. Il termine sur l'émergence du schéma des trois ordres à la fin du IX^e siècle, dans le cadre de l'école d'Auxerre.

Le quatrième chapitre traite du modèle carolingien dans la tourmente (fin IX^e-fin XI^e siècle), période marquée par un recul sans précédent du pouvoir royal, un éparpillement de l'auto-

rité publique et un processus de cloisonnement de la vie politique. Dans ce contexte, l'auteur recherche successivement ce que devient le rêve d'unité du monde chrétien, les places respectives de la royauté française et de l'Empire, l'image du pouvoir séculier offerte aux gouvernants, les représentations de la société que donnent les clercs à travers la trifonctionnalité et, enfin, les incidences de la doctrine grégorienne sur les fondements idéologiques du pouvoir monarchique. Les transformations économiques, sociales, politiques et culturelles du XII^e siècle se traduisent par une extraordinaire renaissance de la pensée politique au XIII^e siècle, liée à la redécouverte de la culture philosophique gréco-latine. Le dernier chapitre, « Le tournant du XII^e siècle (v. 1100-v. 1180) », analyse les prémisses de cette renaissance : les penseurs comme Jean de Salisbury, Hugues de Saint-Victor, Bernard de Clairvaux ou les canonistes de la seconde moitié du XII^e siècle débattent des relations entre les deux pouvoirs spirituel et temporel, les clercs au service du roi lui offrent de nouvelles armes mentales ou idéologiques, tandis que ceux qu'inquiètent le développement de la puissance royale plaident pour un usage modéré et contrôlé de celle-ci (Jean de Salisbury, Pierre le Chantre).

Dans cet ouvrage de référence, bien construit, la clarté de l'exposé se conjugue à la rigueur de la démonstration, dans un cadre chronologique où les principales césures (fin du IX^e et fin du XI^e siècle) sont bien marquées. Les pages sur Isidore de Séville, sur l'engendrement charnel et spirituel des rois, sur la réapparition du concept de *res publica* en relation avec le *ministerium* sous Louis le Pieux, sur le *regnum* et la *corona*, sur Jean de Salisbury, et d'autres encore, sont très bien venues. Quelques analyses auraient mérité d'être revues à la lumière des travaux récents des historiens allemands ou anglo-saxons, sur la conception du pouvoir de Grégoire de Tours ou la politique successorale de Louis le Pieux, entre autres. D'une manière plus générale, si l'auteur note justement au début du premier chapitre que la réflexion sur le pouvoir intègre toujours des pratiques qui sont en prise directe avec les structures concrètes d'une société, avec ses représentations, et qu'elle ne relève pas exclusivement ou nécessairement d'une pensée construite, on regrette qu'il n'ait pas

exploré plus à fond ces pistes et soit resté trop prisonnier d'une approche théorique et juridique. La société qui produit les idéologies du pouvoir et qui projette sur la royauté ses représentations est évidemment dominée par les clercs et pétrie de culture biblique et patristique. Cependant, il est sans doute réducteur de ramener la production des idéologies aux élites cléricales, tant l'interpénétration du religieux et du profane est une donnée fondamentale au haut Moyen Âge. Une approche plus sociologique et plus anthropologique, mettant en avant l'unicité du groupe dirigeant dans les sociétés du haut Moyen Âge, aurait permis d'élargir l'analyse aux diverses formes de représentation du pouvoir à travers les mécanismes de l'échange auxquels participaient le roi et les élites. On aurait ainsi mieux dégagé la composante guerrière de la royauté du haut Moyen Âge et les mécanismes de la construction et de la légitimation du pouvoir des dominants par le biais du peuple en armes à l'époque franque, puis de la place éminente des guerriers dans l'ordonnancement trifonctionnel aux IX^e-XII^e siècles. Les travaux récents sur la construction du récit, l'utilisation du passé et sur les rituels du pouvoir auraient sans doute pu enrichir la question des rapports entre idéologie, acteurs et pratiques du pouvoir. Les récits de cérémonies, de fêtes, de chasse, chez Grégoire de Tours comme chez Ermold le Noir et Raoul Glaber, ou encore les peintures des grandes bibles carolingiennes, expriment l'idéologie du pouvoir royal autant que le traité de Jonas d'Orléans sur le *ministerium regale*. On aurait également aimé que fût mise en valeur la notion de consensus, centrale dans les sources historiographiques dès la seconde moitié du VIII^e siècle, même si elle ne débouche que plus tard sur une théorie du *consilium*. On aurait pu de cette manière intégrer à l'analyse le développement des structures mémoriales et monastiques de l'empire franc, qui relèvent directement de l'idéologie ecclésiastique carolingienne et expliquent largement la théorie monastique du pouvoir qui se développe en France aux X^e et XI^e siècles. Ces quelques regrets n'enlèvent évidemment rien à la richesse et à l'intérêt du livre de Y. Sassier.

Régine Le Jan (dir.)

*La royauté et les élites
dans l'Europe carolingienne
(début IX^e siècle aux environs de 920)*

Lille, Université Charles-de-Gaulle/Lille 3,
« Centre d'Histoire de l'Europe du Nord-
Ouest-17 », 1998, 530 p.

Il est rare que les contributions à un colloque forment un ensemble suffisamment cohérent pour qu'une recension du volume les publiant ne se borne pas à de brefs résumés. Les études rassemblées par Régine Le Jan permettent de mieux comprendre les institutions formelles et informelles qui reliaient, dans le monde carolingien, la noblesse (considérée collectivement ou par familles) aux rois, et qui servaient les stratégies des uns et des autres. Ces contributions donnent encore un peu plus de corps à la question du co-gouvernement entre la royauté et l'aristocratie, développée par la recherche ces dernières décennies. Dans un souci de synthèse, nous ne les aborderons pas toutes.

L'histoire de la dynastie carolingienne va de pair avec la conquête ou la mise sous influence de larges zones qui forment la périphérie de l'empire. Se pose alors la question de l'impact du nouveau pouvoir sur les structures des élites locales. Pour l'Italie, Stefano Gasparri ne perçoit pas de transformations fondamentales. Dans la majorité des régions, dès que l'on quitte l'Italie du Nord, les vassaux royaux sont en majorité Lombards, et ce, très tôt ; d'ailleurs, la vassalité n'écrase pas les formes antérieures de fidélité et de solidarité, ni ne transforme les réseaux (comme le signale Laurent Feller, ces formes sont suffisamment proches de la vassalité pour que les Francs ne ressentent pas le besoin de l'imposer). En ce qui concerne le gouvernement royal, cependant, Cristina La Rocca montre que la conquête franque interrompt pour un temps une tradition péninsulaire qui accordait un rôle politique important aux reines. Cela est dû, d'une part, aux conceptions premières des conquérants, qui ne connaissent pas vraiment l'office de « reine », de l'autre, au fait que – comme le souligne François Bougard – les rois carolingiens délégués au gouvernement d'Italie n'ont qu'une faible autonomie en matière d'autorité par rapport au monarque en chef (donc, *a fortiori*, leur épouse). La situa-

tion change au milieu du IX^e siècle, au moment même où se constitue autour de Louis II, selon, F. Bougard, une cour autonome. À la fin de la période carolingienne, redevenue reine (ou impératrice), l'épouse ou veuve du gouvernant italien jouit d'un pouvoir fondé sur une synergie entre son propre réseau familial et une autorité d'essence publique (C. La Rocca, F. Bougard). D'ailleurs, Louis II s'appuie sur la parenté de sa femme. En cela, un roi franc d'Italie ne fonctionne pas très différemment du grand aristocrate franc non carolingien implanté sur la frontière, loin de ses bases originelles. En Bretagne, bien que repoussés, les Carolingiens n'en influencent pas moins les structures du pouvoir indigène. La vassalité apparaît; les détenteurs de l'office comtal, institution empruntée aux Francs, se recrutent parmi l'élite constituée par les *machtierns*; c'est ce groupe qui allait plus tard fournir les détenteurs des châtelainies du XI^e siècle (Noël-Yves Tonnerre).

Déléguées à un Grand, les abbayes pouvaient servir de têtes de pont aux entreprises d'un roi carolingien vis-à-vis d'une zone disputée avec un parent royal, ainsi en Flandre et en Lotharingie (Anne-Marie Helvétius). À la frontière avec Bénévent, fondée par Louis II en 873, sur l'assise de biens confisqués à des puissants locaux qui avaient trahi cet empereur et favorisé les ducs lombards, l'abbaye de Casauria constitue dans un premier temps une antenne matérielle du pouvoir impérial permettant de récompenser les fidèles. Ce genre d'institution va, au fil du temps, recueillir les loyautés des nobles locaux, se substituant au roi-empereur sans changement politique apparent, tant que le monastère est perçu comme royal ou impérial (L. Feller)¹. Lorsque des groupes aristocratiques poursuivent une stratégie d'enrichissement focalisée sur une telle institution, ils régionalisent leur champ d'action social – cette localisation est à la fois pour eux une restriction dans l'espace mais permet un approfondissement et un enracinement de leur pouvoir. Matthew Innes montre, quant à lui, comment, en acquérant la possession du monastère de Lorsch (non sans aliéner une branche de la famille fondatrice), les Carolingiens se sont mis en rapport avec le réseau aristocratique local qui avait appuyé sa fondation et qui l'utilisait. Un tel monastère est

bifrons, regardant à la fois vers le roi détenteur de sa *tuitio* et vers les constellations sociales locales; il peut donc aussi servir de médiateur en cas de crise entre la royauté et un groupement nobiliaire en rapport avec l'institution. M. Innes souligne comment la fonction d'un monastère comme Lorsch peut changer au fil du temps. Il est devenu, à la fin du IX^e siècle, un centre du pouvoir et une nécropole royale; dans le même temps, les rois ont tenté d'impliquer la noblesse dans leurs dons – directes naguère, de nombreuses donations royales deviennent indirectes, le prince passant une propriété à un noble qui en dote très vite Lorsch. C'est, pense M. Innes, une stratégie consciente. Autre institution fonctionnant en tandem avec le pouvoir royal, l'épiscopat, aux destinées contrastées dans les deux parties, occidentales et orientales, de ce qui fut l'empire unitaire de Charlemagne: Geneviève Bühler-Thierry montre l'activisme des Occidentaux, légiférant sans attendre le roi lorsqu'il faut défendre les biens d'Église, alors que leurs voisins de l'Est restent sous le *leadership* royal plus longtemps et assimilent même attaques contre les biens ecclésiastiques et contre le roi dans une même catégorie, celle du sacrilège.

Les crises qui scandent l'époque carolingienne produisent leurs précipités dans l'historiographie contemporaine. Celle-ci participe à la fois de la projection idéologique d'un consensus et de la manipulation partisane du passé. C'est ce qu'illustrent deux études, dues à Rosamond McKitterick et à Johannes Fried. Celui-ci lit entre les lignes des sources carolingiennes du début du IX^e siècle les malaises provoqués par la remise en question par Louis le Pieux, en 817, des mesures successorales prises par Charlemagne en 813 (en particulier la royauté en Italie de son petit-fils Bernard, dont J. Fried reconstruit les cercles d'alliance). La crise de succession ne peut plus être vue comme le fruit d'un quelconque déclin à la fin du règne du grand empereur; comme le montre Janet L. Nelson, Charlemagne avait une cour forte, assise sur des parents (et en particulier des femmes de son sang), que Louis fut forcé de dissoudre en 814. R. McKitterick, à partir de l'étude du manuscrit latin 473 de la Bibliothèque nationale de Vienne (objet de la thèse de Helmut Reimitz), montre comment un

codex contenant plusieurs œuvres ou extraits d'œuvres peut et doit souvent être considéré comme un tout, réfractant les opinions politiques de son compilateur². Celui-ci, comme d'autres *codices* du IX^e siècle, sert de miroir à la classe dirigeante – miroir orienté, puisque la construction qu'il donne du VIII^e siècle en fait un âge d'or caractérisé par des rapports entre roi et Grands fondés sur une loyauté sans faille. D'ailleurs, la loyauté, assise sur le serment, est un motif central de la pensée de Thégan comme d'autres écrivains de l'entourage de Louis le Pieux, ainsi que le montre une étude des vocabulaires du pouvoir (Ernst Tremp) ou un portrait de la « chevalerie carolingienne » (Dominique Barthélemy). Ce dernier remarque finement au passage que *militare* veut dire à la fois « régir et servir », un complexe sémantique qui permet d'appréhender comment l'aristocratie peut associer la loyauté envers le prince et l'exercice de son propre pouvoir. La fidélité n'est pas qu'une idéologie fabriquée par les cercles impériaux ; elle est acceptée jusqu'à un certain point, selon Stuart Airlie, par de nombreux Grands comme un « constituant de [leur] identité aristocratique ». La contribution peine, cependant (et c'est est compréhensible), à en mesurer les limites.

Les différentes études permettent aussi d'appréhender les stratégies des immigrants installés par le pouvoir royal dans des zones périphériques, ou qui profitent des possibilités en matière de mobilité géographique ouvertes par l'existence de l'empire pour s'y implanter. L. Feller montre des laïcs se constituant à la fois un patrimoine et un réseau de patronage par l'achat en série de *Morgengabe* ; Claudie Duhamel-Amado et Aymat Catafau présentent deux riches Espagnols s'installant sous le régime de l'*aprisio* (qui permet la possession alleutière après trente ans de mise en culture de terres fiscales en friche), et dont l'ampleur du domaine ainsi saisi suggère une immigration avec *familia* servile, dépendants et fidèles.

Avec la parution récente des deux volumes de la *New Cambridge Medieval History* consacrés aux VIII^e-X^e siècles, ce volume est un bon témoin de la vitalité actuelle des études sur le haut Moyen Âge, même en France où la période est loin d'être reine.

PHILIPPE BUC

1 - LAURENT FELLER, *Les Abruzzes médiévales : territoire, économie et société en Italie centrale du IX^e au XII^e siècle*, Rome, École française de Rome, 1998.

2 - Cf., en dernier lieu, son « The Illusion of Royal Power in the Carolingian Annals », *English Historical Review*, 460, 2000, pp. 1-20. Voir aussi HELMUT REIMITZ, « Ein karolingisches Geschichtsbuch aus Saint-Amand. Der Codex Vindobonensis palat. 473 », in C. EGGER et H. WEIGL (dir.), *Text – Schrift – Codex. Quellenkundliche Arbeiten aus dem Institut für Österreichische Geschichtsforschung*, Vienne, Oldenbourg, « MIOG Ergänzungsband-35 », 2000, pp. 34-90.

Ramón Teja (éd.)

La Hispania del siglo IV. Administración, economía, sociedad, cristianización

Bari, Edipuglia, « Studi storici sulla tarda Antichità-19 », 2002, 285 p.

Cet ouvrage collectif comprend dix articles (dont l'introduction) dus à des spécialistes espagnols dont l'objectif commun est de présenter une synthèse sur vingt-cinq années de recherches portant sur l'Hispanie au IV^e siècle, depuis l'étude pionnière de Javier Arce¹. Un ensemble d'études bien informées témoignant d'une volonté d'inscrire la *Diocesis Hispaniarum* dans l'histoire de l'Antiquité tardive à l'échelle de l'Empire romain démontre l'intégration de la recherche historique espagnole dans la recherche européenne. D'ailleurs, le thème choisi par l'éditeur invite par lui-même à regarder au-delà des Pyrénées. Il cite à ce sujet Raymond Carr qui prend le contre-pied du célèbre slogan lancé par Manuel Fraga au temps du franquisme : « España es diferente ». Le lecteur est ainsi invité à découvrir une *Diocesis* soumise, comme les autres régions administratives de l'Empire, au pouvoir romain, dans une époque troublée, certes, du point de vue politique, mais qui ne connut pas d'invasions barbares dans les proportions que l'on a longtemps supposées.

Les différents spécialistes envisagent les changements intervenus alors dans le domaine de l'administration, de l'économie, de la société et de la christianisation. Si ce dernier point constitue effectivement le trait le plus important, du point de vue politique et religieux, il n'a jamais reçu à ce jour un traitement aussi

développé dans une synthèse historique sur le IV^e siècle hispanique : il se traduit par le nombre important de pages qui lui sont consacrées et qui, de l'aveu de l'éditeur lui-même, ont tendance à surdimensionner le phénomène. Mais l'ouvrage dresse d'abord judicieusement le nouveau cadre politico-administratif, celui de la *Diocesis* ayant *Emerita Augusta* pour capitale et qui, rompant avec celui des trois *provinciae* antérieures, ébauche pour la première fois un panorama plus vaste, dans lequel villes et campagnes ne correspondent plus à la hiérarchie du Haut-Empire.

Le IV^e siècle, comme le remarquent justement Enrique Ariño et Pablo Díaz, est le « siècle d'or » de la grande *villa* rurale dans la *Diocesis*. Les principales découvertes, aussi nombreuses que remarquables, qui ont jalonné ces vingt dernières années sur la totalité du territoire sont regroupées dans une carte (p. 60, fig. 1) où l'on est surpris, toutefois, de ne pas voir figurer la *villa* d'Arellano (Navarre), où de splendides mosaïques ont été découvertes en 1996 par María Angeles Mezquiriz, dont les auteurs citent par ailleurs un article concernant la production du vin dans la *villa*. Un autre oubli, d'ordre bibliographique, concerne la *villa* de Torre de Palma (Monforte, Portugal)². On le regrette d'autant plus que cette *villa* a récemment fait l'objet d'une publication d'ensemble – phénomène trop rare à ce jour dans la péninsule Ibérique – qui aurait permis aux auteurs de nuancer leur vision de la *villa* comme centre du pouvoir où le propriétaire s'exhibe, plutôt que comme une exploitation agricole source de revenus pour ce dernier.

De manière générale, si l'information bibliographique concernant les *villae* est bien connue des auteurs – à l'exception de la *villa* de Rabaçal (Portugal), qui a pourtant fait l'objet de nombreuses présentations par son fouilleur, depuis 1989 – on a l'impression qu'elle n'est pas toujours passée au crible de la critique par les auteurs, qui mettent sur le même plan, en particulier à propos des mosaïques, des articles (p. 78, mosaïque d'El Olivar del Centeno) ou des recueils de seconde main et des études contestables (en particulier p. 80, sur les propriétaires de *villae* – dont Maternus à Carranque, le plus célèbre d'entre eux –) tout en ignorant un ouvrage de synthèse³ dont le tiers de la documentation concerne la péninsule Ibérique.

L'aristocratie païenne aurait mérité de retenir davantage l'attention des auteurs.

Dans son étude sur la prosopographie civile, Gonzalo Bravo constate la diminution drastique des inscriptions, dans la *Diocesis* comme dans le reste de l'Empire : seuls cent quarante noms de personne sont connus pour ce siècle, dont trente sont ceux de gouverneurs de la province. À ce propos, on s'étonne de ne pas voir évoquée l'œuvre d'orfèvrerie majeure découverte en Lusitanie et qui donne à voir l'empereur Théodose et l'un de ses fonctionnaires recevant en cadeau impérial le célèbre disque récemment restauré et qui a fait l'objet, en 1998, d'une exposition et d'un colloque international au Musée national d'art romain de Mérida⁴.

Les quatre études concernant le christianisme ouvrent des horizons très différents les uns des autres, en particulier pour le lecteur non familiarisé avec l'abondante bibliographie en langue espagnole parue dans ce domaine depuis l'ouvrage de Manuel Sotomayor, *Historia de la Iglesia en España*, paru à Madrid en 1979. En dépit d'inévitables répétitions de l'une à l'autre, elles ont la vertu de situer dans son contexte le concile d'Elvire, tenu avant 303 ou après 305, suivi de ceux de Saragosse (378-380) et de Tolède (400). Les communautés chrétiennes y furent, semble-t-il, précoces, et la vie quotidienne et religieuse des clercs comme des laïcs ne fut pas exempte de conflits, le plus important d'entre eux étant naturellement le priscillianisme. Les sources écrites, plus abondantes pour cette période, permettent en particulier de connaître les noms des premiers évêques espagnols : Asturius, évêque de Tolède, Ossius, évêque de Cordoue, Sabinus, évêque de Séville, Hydace, évêque de Mérida, et Potamius, évêque de Lisbonne, à la personnalité si curieuse.

Une carte des sièges d'évêchés (p. 152), non exempte de coquilles, montre clairement que, s'ils couvrent la totalité du territoire, ils sont nettement plus nombreux en Bétique, province la plus anciennement romanisée. Ainsi le IV^e siècle est, en Hispanie, une époque de bouillonnement d'idées, d'affrontements théologiques au sein de l'Église, avant la double interdiction par Théodose, en 391, des cultes païens mais aussi des hérésies chrétiennes.

Pour sa part, José Fernández Ubiña s'intéresse à des manifestations de foi chrétienne plus concrètes, qu'il observe dans les *villae* dont les maîtres se sont convertis au christianisme. Il cite à ce propos l'exemple célèbre – et unique – de la mosaïque de voûte ornant une salle de la *villa* de Centcelles (Tarragone) où sont juxtaposées scènes de chasse et scènes bibliques, avec une représentation des saisons, mais peut-on vraiment invoquer cet exemple pour prouver que les nouveaux chrétiens ne voyaient aucun inconvénient à faire représenter chez eux les dieux païens et les symboles chrétiens ? L'étude finale, consacrée par Luis García Moreno à l'armée régulière, se veut historiographique, en particulier sur la théorie du *limes* du Nord-Ouest, défendue par José María Blázquez et justement combattue depuis par J. Arce mais aussi par Patrick Le Roux dans sa thèse sur *L'armée romaine et l'organisation des provinces ibériques* (1982).

Bref, voilà un ouvrage qui relancera certainement la discussion sur bien des aspects de la question, et dont la richesse des points de vue s'impose d'emblée au lecteur.

JANINE LANCHÀ

1 - JAVIER ARCE, *El último siglo de la España romana*, Madrid, Alianza Editorial, 1982.

2 - Cf. JANINE LANCHÀ *et alii*, *Corpus des mosaïques du Portugal*, vol. II, 1, *La villa de Torre de Palma*, Lisbonne, Instituto Português de Museus, 2000.

3 - JANINE LANCHÀ, *Mosaïque et culture dans l'Occident romain, I^{er}-IV^e siècle*, Rome, L'Erma di Bretschneider, 1997.

4 - MARTÍN ALMAGRO-GORBEA *et alii*, *El disco de Teodosio*, Madrid, RAH, 2000.

Manuela Marín

Mujeres en al-Andalus

Madrid, Consejo Superior de Investigaciones Científicas, « Estudios onomástico-biográficos de al-Andalus-XI », 2000, 781 p.

Manuela Marín, qui nous avait déjà donné une plus brève mais bonne synthèse intitulée *Individuo y sociedad en al-Andalus*¹, prolonge et approfondit son « introspection » de la société

d'al-Andalus avec ce livre aussi important que volumineux.

L'introduction fait une sorte d'« état de la question » du thème de la femme dans l'historiographie du sujet, depuis les thèses de Francisco Javier Simonet qui, le premier parmi bien d'autres auteurs, voyait dans les femmes – et dans le métissage – l'un des principaux instruments de l'acculturation des Arabes par la société autochtone, jusqu'aux travaux relativement nombreux publiés depuis une bonne quinzaine d'années, qui se relie de façon plus générale à une « histoire des femmes » devenue un terrain particulièrement cultivé de l'histoire socio-économique et de celle des mentalités. Elle ne dissimule ni les difficultés ni les limites de l'entreprise, et particulièrement le peu de succès que l'on rencontre lorsque l'on tente de saisir en historien les linéaments d'une évolution, sur huit siècles, d'une condition qui, à travers les sources à notre disposition, semble souvent « immobile », figée dans le respect de normes religieuses, morales et sociales aussi étroites qu'intangibles.

Le premier chapitre est terminologique et onomastique : comment désigne-t-on l'élément féminin de la société et quels noms donne-t-on aux femmes ? Deux cent quatre-vingt-seize noms féminins ont été rencontrés. La disparition des noms chrétiens après le IX^e siècle semble témoigner de la rapide islamisation et arabisation de la population. La majorité n'apparaissent qu'une fois, et l'onomastique féminine est en général réduite au seul *ism* ou plus souvent à la *kunya*, et ne comporte que très rarement les indications relatives à l'ascendance (*nasab*) et à l'origine (*nisba-s*), qui font la richesse de l'onomastique masculine.

Le deuxième chapitre est consacré aux « modèles de femmes », le seul explicite (appuyé sur des textes très intéressants du juriste du IX^e siècle Ibn Habîb, qui se fonde lui-même sur des *hadîth-s*) étant celui de la femme vertueusement consacrée au service exclusif de son mari et de ses enfants, bien que ce modèle idéal de comportement féminin se trouve, dans la pratique, parfois mis en cause par « l'accès aux activités intellectuelles et religieuses [qui] permet dans certains cas l'identification des femmes aux paramètres idéaux appliqués aux hommes », évidemment beau-

coup plus diversifiés (pp. 88-89). Cette femme vertueuse a son « contre-type » dans l'image de la femme mauvaise et vicieuse, dont le catalogue des défauts, qui tiennent essentiellement à son insoumission et à un manque de retenue dans son comportement, est « beaucoup plus varié et étendu que celui des vertus » attendues des femmes, en contraste marqué « avec les normes qui réduisent les femmes à des êtres presque invisibles et, naturellement, inaudibles », avant tout capables de « souffrir patiemment l'injustice » selon le texte d'un *hadīth* (pp. 91-93).

Les « catégories de femmes » sont étudiées dans le troisième chapitre, particulièrement celles déterminées par les situations socio-économiques. La première distinction étudiée est celle qui sépare les femmes des régions rurales de celle des centres urbains. Pour l'instant, les données archéologiques paraissent encore trop pauvres à l'auteur pour permettre de savoir grand-chose sur les premières. On pourrait certainement les exploiter davantage (par exemple en utilisant les caractéristiques des plans des maisons rurales qui témoignent de la diffusion, jusque dans certaines campagnes, des schémas « urbains » de la protection de l'honneur des femmes par le soin jaloux mis à protéger l'intimité de la cour centrale en y ménageant des accès coudés qui l'isolent fortement de la circulation extérieure). Cela ne ferait que renforcer l'impression, tirée d'intéressants passages d'un auteur du XIII^e siècle, Al-Qashtālī, que « dans un milieu rural d'un certain niveau économique, on attend des femmes qu'elles n'entrent en rapport qu'avec les hommes de la famille », d'où « une ségrégation par genres dans l'espace des relations sociales » (p. 117).

Suivent des indications sur divers groupes qu'il est possible de distinguer : femmes « arabes » et « berbères », de condition servile et de diverses origines dans le cadre de celle-ci, affranchies, chrétiennes ; sur ces catégories, les sources juridiques (*naẓā'ir* et formulaires notariaux) apportent quelques informations précieuses. Sont passés en revue par ailleurs les âges successifs de la vie féminine. Les modèles d'actes notariaux semblent témoigner d'une relative fréquence des mariages de filles impubères, bien qu'il ne soit pas toujours facile

d'interpréter cette pratique. Du fait du même caractère surtout juridique des sources qui s'y réfèrent, il est bien difficile de savoir jusqu'à quel point la norme relative à l'excision, recommandable mais non obligatoire (que l'on trouve mentionnée au IX^e siècle par Ibn Habīb aussi bien qu'au XII^e par Ibn Rushd al-djadd, ou encore par un grenadin d'époque nasride), correspondait à une pratique effective ou usuelle en al-Andalus. Dans quelques cas, un juriste indique expressément que la dérogation à une règle est courante : ainsi, pour Ibn Mughīth, au XI^e siècle, on ne respecte pas la recommandation de Mālik de demander leur consentement aux filles vierges pour les marier.

Le chapitre 5 concerne « la présence des femmes », c'est-à-dire leur présence effective hors du cercle limité de la maison, mais aussi leur « apparence » concrète. Sur ce point, l'auteur tente de dégager, de textes aussi divers que les actes de vente d'esclaves ou la poésie amoureuse, des caractéristiques physiques, l'impression restant celle d'une vision quelque peu conventionnelle, en contrepoint cependant aux textes des moralistes qui condamnent « la visibilité des femmes dans la société urbaine » (p. 193). Des pages équilibrées sont consacrées au thème débattu de la « liberté de la femme » en al-Andalus, faisant bien le point sur ce problème, et ne laissant guère de doute sur le fait qu'au moins dans les catégories les plus en vue de la société, comme dans le reste du monde arabo-musulman, les déplacements féminins ne se faisaient pas sans un grand luxe de précautions destinées à protéger l'« honneur » (*hurma*) du groupe familial.

Avec les chapitres 6 sur « le travail des femmes » et 7 sur « les femmes propriétaires », on touche à l'insertion de l'élément féminin dans la vie économique (mais aussi au marché des femmes esclaves). L'auteur part du « paradoxe » que représente, dans les sociétés musulmanes, la capacité économique des femmes, relativement importante en regard de leur infériorité légale et sociale, étant entendu que la participation effective des femmes aux activités de production nous reste pratiquement inaccessible. Une étude très consistante est ensuite consacrée aux contrats de mariage, qui détaille concrètement les pratiques matrimoniales usuelles et abonde en indications

chiffrées sur les « prix » pratiqués dans les contrats, aussi bien matrimoniaux que de vente d'esclaves.

Dans le très gros chapitre 8 (« Mariage, parenté et pouvoir »), M. Marín marque d'abord une certaine défiance à l'égard d'une vision stéréotypée du système de relations matrimoniales dans le monde arabe médiéval, risquant de mettre trop exclusivement, pour toutes les époques, l'accent sur le caractère unilatéral de l'autorité maritale et paternelle. Elle traite du mariage et du célibat, consacrant plusieurs pages au problème du mariage temporaire (*mut'a*) et au consentement des jeunes filles vierges. Les comportements sociaux restent, en matière de mariage, et au moins pour les classes supérieures, régis par la répugnance à marier une fille en dessous de sa condition. Les esclaves affranchies semblent avoir joui, juridiquement du moins, d'une plus grande liberté de contracter à leur gré une union que les femmes libres. Les données que l'on possède sur le divorce sont particulièrement abondantes. Mais, en dépit de la richesse de la documentation, celle-ci paraît statistiquement insuffisante pour pouvoir asseoir des conclusions fermes sur la polygamie et le divorce. À ces problèmes se relie celui de la consistance du couple conjugal et des relations intra-familiales, sur lequel on peut apporter des exemples de situations très diverses, parfois antithétiques, depuis la stricte monogamie de fait, pratiquée pour des raisons sentimentales ou économiques, jusqu'à la polygamie débridée de certaines familles souveraines.

S'agissant des structures de parenté, l'auteur marque une certaine méfiance vis-à-vis d'une caractérisation trop schématique de la famille *andalusí* comme essentiellement « orientale », agnatique et patrilinéaire (p. 524). Au-delà des « structures », il faut, dit-elle, prêter la plus grande attention aux situations historiques concrètes. L'examen des faits d'endogamie lignagère relatifs en particulier aux Omeyyades l'amène aussi à relativiser l'idée d'une conservation en al-Andalus de l'idéal du « mariage arabe ». Si ce réexamen me paraît utile, les arguments qu'elle apporte à cet effet sont, je crois, de valeur inégale : le fait, par exemple, que la dynastie émirale et califale ait sans doute tout naturellement été obligée de

conserver ses femmes en raison même de son élévation politico-sociale (p. 541) est, par lui-même, un trait qu'il faut relier à la défiance arabe envers l'hypogamie et l'exogamie, et qui caractérise la plupart des dynasties de l'aire arabo-musulmane. L'isolement politique n'est qu'une circonstance particulière qui favorise un trait constaté partout ailleurs, trait qui différencie assez nettement cette aire de civilisation de l'espace occidental. Comme le note l'auteur, « la pratique des mariages endogamiques se retrouve avec force dans la phase finale de l'histoire andalouse » (p. 541), ce que pour ma part j'interprèterais comme un témoignage de la conservation des « structures orientales » dans les classes dirigeantes – qui se veulent arabes – de l'émirat nasride (à cette époque, des mariages avec les autres dynasties de l'Occident musulman auraient été possibles, et naturels dans une structure plus « occidentalisée » où les mariages interdynastiques sont monnaie courante).

L'examen minutieux – très neuf et intéressant – de ce dernier type de mariage durant la période des *taifas* semble bien, à première vue, fournir des arguments pour évoquer un hiatus dans cette apparente continuité (pp. 542-548). On observera toutefois que ces cas, effectivement assez remarquables, de mariages politiques entre familles souveraines, concernant des dynasties particulièrement mal assurées, pour lesquelles tout moyen de consolider le fragile équilibre entre les princes pouvait être bon.

De longs passages traitent de la position des femmes du harem princier et du rôle qu'ont pu jouer certaines d'entre elles en conjonction avec les eunuques, les seuls éléments masculins du cercle du pouvoir avec lesquels elles se trouvent en contact habituel. Je relève à cet égard que l'auteur se sert abondamment des textes relatifs à l'époque émirale dont Gabriel Martínez Gros a contesté l'utilité pour « faire l'histoire » (pp. 566-572). La place des femmes dans l'entourage du palais califien, puis du pouvoir amiride aux ^x^e et ^{xi}^e siècles est aussi minutieusement étudiée (pp. 573-578). Tous les exemples apportés conduisent finalement à la conclusion que « l'alcazar et les femmes qui l'habitaient, loin d'être un lieu fermé et inaccessible, [constitue] un espace de contacts

entre le siège du pouvoir et les groupes sociaux les mieux placés pour en tirer profit » (p. 578), situation qui se retrouve jusqu'à un certain point sous les *taifas* (pp. 585-587). En définitive, « l'appartenance aux élites gouvernantes pouvait impliquer, pour les femmes, l'accès à des formes d'exercice du pouvoir qui coexistaient sans difficulté avec les systèmes de ségrégation spatiale » (p. 597). Mais plutôt que « groupes sociaux », ne vaudrait-il pas mieux dire « clans proches du pouvoir », car ce dernier, à toute époque, est très peu en prise et articulé avec l'ensemble de la « société civile » ?

Le dernier chapitre (« Espace féminin ») débute par un remarquable commentaire d'un texte de Al-Silafi relatif à la transmission d'une règle hygiénique, formulée initialement par un grand médecin, une Andalouse âgée se trouvant à Alexandrie alors qu'elle se dirigeait vers La Mecque. Le cas est considéré comme exemplaire : en dépit du fait que l'on ne met pas en cause leur appartenance à l'Islam, la place des femmes dans la vie culturelle et religieuse reste très limitée par leur impureté fondamentale, et, dans le cas évoqué, « piété et asexualité se combinent, en connexion avec des traditions culturelles manquant de validation religieuse » (p. 601) pour leur permettre un accès aux pratiques culturelles (le pèlerinage) et à la science (en l'occurrence des connaissances sans implications religieuses, de médecine pratique). D'une façon générale, les femmes ne peuvent pas prier ni accomplir les rites fondamentaux pendant les périodes de menstruation ; elles mettent par la même occasion en danger la pureté des pratiques masculines ; elles distraient les hommes de leurs devoirs religieux du fait de leur frivolité et de l'attrait qu'elles peuvent exercer sur eux. On retrouve l'idéal féminin de la bonne épouse confinée dans l'espace domestique davantage que celui de la *sâliha* appartenant à l'élite religieuse et dévote de son temps, qui, toutefois, est notée par les biographes. Un nombre limité de femmes libres accède ainsi au savoir juridico-religieux, ou à certaines de ses branches. Les sources biographiques apportent quelques informations à ce sujet (pp. 645-653), mais on peut en souligner le caractère exceptionnel, dans le nombre relativement faible et la formulation même des notices (ainsi constate-t-on que l'âge du décès, systématiquement noté pour les hommes, est

la plupart du temps passé sous silence pour les femmes). Il y a un savoir féminin auquel les hommes n'ont guère accès, par exemple en matière de pratiques magiques, mais le « savoir » des esclaves de grand prix (*djawârî*), que l'on ne peut acquérir que dans les plus hautes classes de la société, est, sauf exceptions, limité au chant, à la musique et à la danse, qui sont considérés avec la plus grande défiance par le monde plus « bourgeois » des ulémas, ou éventuellement « aux domaines des plus séculiers de la culture arabo-islamique » (langue, poésie, parfois astrologie et astronomie, médecine...). Ces *djawârî* sont entraînées à la récitation poétique, mais les quelques véritables poétesses qui nous sont connues sont des femmes libres, de haute condition sociale. En dernier lieu sont examinées les « relations affectives et sexuelles : normes et transgressions » (pp. 656-680) et les faits de « désordre et violence » liés en particulier à la place des femmes comme dépositaires de l'honneur au cœur de l'espace familial (pp. 680-709).

J'ai marqué dans ce qui précède quelques divergences de points de vue avec les positions – toujours nuancées – que manifeste M. Marín. Je n'en suis que plus à l'aise pour dire à quel point ce savant ouvrage, qui traduit une connaissance des sources et de la langue arabes aussi approfondie qu'étendue, doit être lu et médité. Il sera désormais indispensable de s'y référer pour quelque étude historique que ce soit portant sur l'Espagne musulmane, et il pourra certainement servir de modèle à d'autres travaux sur l'histoire des femmes dans le monde musulman.

PIERRE GUICHARD

1 - MANUELA MARÍN, *Individuo y sociedad en al-Andalus*, Madrid, Editorial Maffre, 1992.

Emily Albu

The Normans in their Histories:

Propaganda, Myth and Subversion

Woodbridge, The Boydell Press, 2001,
260 p.

Le recenseur ne cache pas son embarras vis-à-vis de ce livre. L'auteur entend étudier de près les ouvrages qui ont parlé des « Normands »

(elle entend aussi bien par là les Norvégiens – sans doute – qui se sont installés en Normandie à laquelle ils ont donné leur nom, à partir de 911 – traité de Saint-Clair-sur-Epte –, que les Normands de Normandie qui, par la suite, ont envahi l'Angleterre, puis l'Italie du Sud et la Sicile, pour aller finalement jusqu'à Antioche au titre des croisades). Elle présente donc avec force détails, et critique, successivement : le *De moribus et actis primorum Normanniae ducum, auctore Dudone Sancti Quintini decano* (fin du x^e siècle); les *Gesta Normannorum Ducum* de Guillaume de Jumièges (vers 1170); puis, ensemble, l'*Ystoire de li Normant* (l'original latin, *Historia Normannorum*, étant perdu) d'Aimé du Mont-Cassin, les *Gesta Roberti Wiscardi* de Guillaume d'Apulie (vers 1070), le *De rebus gestis Rogerii Calabriae et Siciliae Comitis et Roberti Guiscardi ducis fratris eius*, de Geoffroi Malaterra (xi^e siècle), le tout étant regroupé dans le chapitre intitulé « Normans in the South »; ensuite, les chroniqueurs qui se sont intéressés à la participation des Normands aux croisades, comme l'auteur anonyme des *Gesta Francorum*; et enfin la célèbre *Histoire ecclésiastique* d'Orderic Vital (début du xii^e siècle). La conclusion revient à un nouvel essai critique, au sens de l'auteur, du *Roman de Rou*, de Wace, et de la *Chronique des ducs de Normandie*, de Benoît. La bibliographie consultée et dûment recensée à la fin de l'ouvrage est exhaustive si ce n'est que les auteurs français y sont bien peu nombreux : on s'étonne par exemple qu'un spécialiste de la qualité de Lucien Musset, qui a étudié de près ces questions, ne figure que pour un petit article !

On se serait attendu, plutôt qu'à *The Normans in their Histories*, à un « *The Normans after their Histories* » qui cernerait mieux les intentions bien assises de Emily Albu. Car son siège est fait d'entrée de jeu, et ce, sur deux points. D'abord, l'auteur a décidé d'entériner sans examen une image des Vikings (Normands !) qui, la critique actuelle l'a démontré de bien des façons, ne correspond pas à la réalité. E. Albu les voit comme des bandits, pillards (*marauders*), notoirement faux, traîtres envers les leurs aussi bien que pour autrui, cupides et lâchement intéressés. La caractérisation s'étend aussi bien à Rollon, premier duc de Normandie, et à son descendant Guillaume le Bâtard, dit le Conquérant, qu'à Robert Guiscard

et aux siens. C'est certainement ce qu'il faut entendre par l'expression « propagande, mythe et subversion », qui figure dans le titre de cet ouvrage. Sans faire des Vikings de purs héros chevaleresques et des Guiscardiens de nobles défenseurs de la foi, il importerait, en bonne historienne, que l'auteur tentât de faire le départ entre possible vérité et « mythe du Nord » pour asseoir ses bases. S'il est exact que l'énergie et l'esprit d'entreprise, le goût de la conquête et la soif de terres nouvelles ont marqué les « fiers enfants du Nord », là comme ailleurs, il faudrait en finir une bonne fois avec les images troubles et erronées de viols, incendies, traîtrises que la tradition a imposées à Göngu-Hrofr et ses descendants.

Car nous savons tous, pour ne partir que de ce point, que Dudon rédigeait un écrit dynastique et de commande, qu'il a complaisamment brodé sur des thèmes qui doivent bien remonter à la littérature latine antique sur le compte des « Barbares », et que rien n'est plus hasardeux que de prendre ses affirmations, son sens de l'affabulation et de la mise en scène pour argent comptant. « Un détestable auteur », a dit fort justement de lui L. Musset. Par ailleurs, et étonnamment, c'est un point que E. Albu voit très bien, jusqu'à la satiété, les redites étant sa manie, Dudon et ses imitateurs – car ils se sont tous généreusement « entreglosés », sinon copiés –, entendaient imiter Virgile et son *Énéide*. Et il est clair que rien n'est moins sûr que ses dires, qui obéissent souvent à des *topoi* notoires. Il est gravement coupable de force anecdotes que rien ne paraît vérifier, et c'est certainement lui qui a donné le la à tout un concert en général peu amène sur le compte de ses ducs (ainsi, notamment, sur leur manie de pratiquer des sacrifices humains, ce que rien, absolument, ne permet d'entériner, ou la trop fameuse ruse de « Hasting » à Luna pour pénétrer dans la ville afin de la circonvenir).

E. Albu se livre donc à une fort minutieuse lecture des textes dont la nomenclature a été donnée plus haut. Elle en étudie les sources possibles, les détours, et pratique, assez fâcheusement aux yeux d'un Français rompu à cet exercice, une manière d'explication de textes ou de paraphrase qui peut, bien entendu, avoir l'intérêt de familiariser le lecteur non averti avec ces documents, mais qui ne manque pas

de laisser à la longue. Il aurait été tellement plus intéressant, semble-t-il, au-delà des notations convenues et des vues indéfiniment reprises d'un texte à l'autre, de chercher pourquoi tant de distorsions ont pu se prolonger si longtemps (et, dans certains cas, jusqu'à nos jours) et surtout de les confronter à ce qu'a pu ou dû être l'histoire authentique. Par exemple, la longue étude, dûment illustrée, de l'inévitable tapisserie de la reine Mathilde de Bayeux (pp. 88 à 105) n'autorise pas à conclure à la « Norman trickery and deceit », sinon par parti pris de sollicitation abusive. L'impressionnante abondance des citations ne devait pas dispenser d'un regard critique bien circonstancié.

En fait, il faut appliquer au présent travail ce que son auteur note à juste titre du Rou de Wace : « Wace is ambivalent, even incoherent in his judgments » (p. 225). Et, en un sens, c'est dommage, car la somme de travail que représente ce livre et la conscience de son auteur méritaient certainement mieux que cette constante application à vérifier des présupposés qui relèvent plus de la légende que de l'histoire. Ce qui est intéressant, dans un « mythe », ce n'est pas seulement sa présentation et l'éventuelle évolution de ses dires, c'est aussi l'élucidation des raisons d'être qui ont pu lui donner le jour et leur confrontation avec ce que nous pouvons nous sentir autorisés à en dire.

RÉGIS BOYER

Pierre Bonnassie (éd.)

Fiefs et féodalité dans l'Europe méridionale (Italie, France du Midi, péninsule Ibérique) du X^e au XIII^e siècle. Actes du colloque de Conques, 6-8 juillet 1998

Toulouse, CNRS/Université de Toulouse-Le Mirail, « Méridiennes », 2002, 465 p.

L'historiographie récente a décidé de revisiter les concepts de fief et de féodalité, objets de toutes les controverses depuis la fin des années 1970¹. Dépréciés, évincés, mis au ban des études médiévales qu'ils ont – dit-on – trop longtemps « tyrannisées » au cours des dernières décennies², le fief et la féodalité retrouvent, grâce au colloque de Conques, une place honorable dans la recherche.

Au cœur des problématiques énoncées pour le versant méditerranéen de l'Europe occidentale, entre le X^e et le XIII^e siècle, le fief est présenté sous quelques-uns de ses différents aspects. Les études menées à l'échelle locale ainsi que les nombreux débats, tenus lors de séminaires un peu partout en Europe depuis quelques années, forment la base essentielle de cette réflexion générale, mais jamais généralisante. Cet ouvrage témoigne de l'ampleur du processus de réévaluation du concept du fief, après la dévalorisation dont il a été l'objet pendant plusieurs décennies. Dix-huit historiens espagnols, français, italiens et américains, réunis autour de Pierre Bonnassie, se sont imposés comme but de dresser une typologie non exhaustive du fief, de ses composants et des fonctions qu'il recouvre. Les débats historiographiques autour du sujet se renouvellent, et l'innovation de ce colloque réside dans le questionnaire imposé pour l'Espagne, le sud de la France et l'Italie : l'étude du nombre et de la place des fiefs dans une société en pleine évolution, ainsi que la mise à nu des modes d'utilisation en tant qu'éléments de cohésion sociale offrent une nouvelle approche des sociétés de seigneurs et de vassaux en place dans l'Europe de la Méditerranée.

En dépit de l'exception régionale qui caractérise l'ensemble des aires étudiées, de la Castille à la Sicile, plusieurs conclusions se dégagent. Tout d'abord, un premier constat s'impose : les sociétés méditerranéennes du X^e au XIII^e siècle voient la multiplication des types de fiefs (fiscal, castral, roturier). La richesse du vocabulaire et les formes d'échanges entre concédants et détenteurs permettent de conclure à un vaste ensemble de modèles de fiefs (pas systématiquement désignés comme tels dans les actes notariés), mis en application dans le sud de l'Europe. L'étude du fief rejoint l'évolution paradigmatique du pouvoir entre le X^e siècle et la fin du XII^e siècle, qui permet le développement d'une nouvelle forme d'organisation sociale et politique : la dislocation de l'ordre public, jadis fondé sur les principes régaliens de commandement et de juridiction, favorise l'émergence et le renforcement de seigneuries appuyées par les clientèles. En outre, d'autres changements affectent l'évolution du pouvoir : à l'origine expression et objet d'un pouvoir public, le fief devient un élément de

fidélité, qui lie des paysans à un seigneur, qu'il soit laïc ou ecclésiastique. L'analyse conduite par les participants de ce colloque aboutit à une formulation précise : d'une part, le fief vise désormais à assurer une domination personnelle, celle des concédants, sur les détenteurs ; et, d'autre part, le fief est placé au cœur des desseins patrimoniaux de ces derniers. L'équivalence souvent relevée entre fief et *castrum* traduit, de façon assez explicite, la confusion mentale et lexicologique en vigueur à l'époque et qui donne lieu aujourd'hui à des débats sur le concept et la réalité du fief, lorsque le terme *feudum* n'est pas employé (Josep Salrach, Laurent Feller). Dans l'arc chronologique étudié, il n'y a plus de distinction entre le pouvoir exercé par les comtes à l'époque carolingienne et celui des nouveaux seigneurs. Dès lors, la notion de pouvoir est désormais intrinsèquement liée au patrimoine ; de même, la gestion des parentés s'inscrit de plus en plus dans une dimension féodale (Claudie Amado-Duhamel, Luis To Figueras).

Pour les zones étudiées, le fief devient l'instrument principal et fondamental de la domination personnelle. Sans parler de vassalité, le statut des tenanciers est lié au nouveau système des relations humaines qui dépassent le cadre public et fiscal d'essence carolingienne. La tenure conditionnelle et le serment de fidélité qui l'accompagne deviennent des instruments essentiels de la cohésion sociale (Hélène Débax). L'écrit joue un rôle fondamental dans la description des fiefs et dans la définition du contenu de la seigneurie. Rites et promesses sont transcrits dans les actes et se retrouvent dans les enluminures : les serments ariment la fidélité des tenanciers à la personne du seigneur dont le château leur est concédé et la déférence des premiers envers le second traduit le concept de domination ainsi que l'universalité d'une société dans laquelle cohabitent, en des rapports très étroits, seigneurs et paysans. Peut-on parler de « sociétés féodales » pour les sociétés méditerranéennes ? La réponse positive s'impose d'elle-même : les principes de la tenure conditionnelle, de la fidélité personnelle et du service qui leur est lié ont acquis des caractéristiques qui permettent de différencier le pouvoir exercé par le régime seigneurial de celui régnant dans les monarchies du haut Moyen Âge. En dépit des

disparités géographiques et chronologiques soulevées par les études proposées ici, une réelle transformation de la société et de la culture s'opère entre les ^xe et ^{xii}e siècles. La diffusion et la grande variété du fief s'en font les principaux témoins, tant sur le plan institutionnel qu'économique et social (Maurice Berthe).

Si la réflexion générale du colloque s'inscrit dans une longue tradition historiographique, les apports sont nombreux : l'utilisation de la documentation des pays méditerranéens (Espagne, France et Italie) contribue à un déplacement et à une redéfinition de la géographie du fief grâce à la mise en lumière des pratiques originales et caractéristiques de la tenure conditionnelle et de la domination seigneuriale. Les zones de contacts en Europe méridionale (Sicile, péninsule Ibérique) se font les carrefours d'échanges, et les modèles institutionnels varient au gré des influences normandes (Henri Bresc) et arabo-musulmanes (Pierre Guichard). Le poids de ces nouveaux modèles se perçoit jusque dans l'organisation postérieure de la doctrine juridique en matière de féodalité. Enfin, non seulement les auteurs des contributions offrent de nouvelles réponses au problème du fief en Europe méridionale, mais encore ils soulèvent de nouvelles interrogations, telles l'identité culturelle de la féodalité ou encore les formes du déclin de la culture du fief.

Le colloque de Conques ouvre sans aucun doute une voie nouvelle dans l'histoire du pouvoir en Méditerranée : le fief, « dans tous ses états », se fait le miroir de l'évolution structurelle qui touche les sociétés méridionales entre le ^xe et le ^{xiii}e siècle, dans lesquelles la domination personnelle et la tenure féodale sont des éléments vitaux et nouveaux.

AUDE CIRIER

1 - *Il feudalesimo nell'alto medioevo*, XLVII settimana di studio del Centro Italiano di Studi sull'Alto Medioevo, Spolète, Centro italiano di studi sull'alto Medioevo, 2000.

2 - L'un des derniers grands colloques sur le fief avait eu lieu à Rome en 1978 : *Structures féodales et féodalisme dans l'Occident méditerranéen (x^e-xiii^e siècles)*. Bilan et perspectives de recherches, Rome, École française de Rome, 1980.

**Claude Carozzi
et Huguette Taviani-Carozzi (dir.)**

Hiéramchies et services au Moyen Âge
Aix-en-Provence, Publications de
l'Université de Provence, 2001, 312 p.

Les treize communications rassemblées dans cet ouvrage sont le fruit du séminaire que Claude Carozzi et Huguette Taviani-Carozzi animent à l'université de Provence (ici de 1997 à 1999). Saluons d'entrée de jeu cette initiative qui montre la vitalité de la recherche en histoire médiévale quand elle prend une forme qui privilégie les questionnements à partir de concepts résolument contemporains. L'association entre hiéramchies et services est osée, du fait même des anachronismes que ces deux termes risquent de soulever. Comme le rappelle fort justement l'introduction de l'ouvrage, le mot hiéramchies, d'origine grecque, a été introduit au IX^e siècle par la traduction en latin des écrits du Pseudo-Denys l'Aéropagite. Son usage au Moyen Âge reste rare, réservé aux théologiens. Il s'agissait donc ici de lui donner une forme opératoire moderne, tout en conservant l'idée que le terme hiéramchies appartient d'abord au monde céleste et ecclésiastique. En revanche, le terme service est fréquent en latin, puis en ancien français où il se répand dès le XI^e siècle, dans un sens finalement assez proche de notre sens actuel, pour désigner l'obligation et l'action de servir. Il existe un devoir de servir qui permet de rapprocher le *servitium* de l'*officium*, quoique les deux mots renvoient à des réalités assez différentes (l'un dans la sphère du privé, l'autre du public), même s'ils peuvent être étroitement accolés, comme dans les villes des Marches étudiées par Philippe Jansen. Le service peut aussi être le résultat d'une initiative personnelle qui unit des égaux, sous la forme d'une éventuelle réciprocité consistant à se rendre service. L'analyse débouche alors sur les rapports du don et du contre-don que les différentes contributions ont eu raison d'effleurer sans les traiter en soi, car c'est un autre sujet.

Il s'agit plutôt d'étudier ici le lien que les hiéramchies entretiennent avec les services, c'est-à-dire de réfléchir à ce que le Moyen Âge a appelé l'*ordo*, l'ordre du monde aussi bien que le monde ordonné. Le vassal, pour lequel

le lien entre hiéramchies et services s'opère par un serment prêté sur les objets sacrés, aurait pu servir d'exemple type, car son devoir/service l'inscrit sur terre dans une relation sociale hiéramchisée en même temps qu'il le lie au ciel, d'où la connotation sociale et spirituelle du vocabulaire étudiée par H. Taviani-Carozzi. Sujet ambitieux donc, car il porte sur une interrogation fondamentale, à savoir la façon dont les hommes du Moyen Âge conçoivent l'organisation du monde, qu'il s'agisse de la société terrestre ou de celle des cieux et de l'enfer, l'une étant la réplique de l'autre, qui lui sert à la fois de modèle et de puissance fondatrice.

Il est logique que, dans ces conditions, huit communications soient consacrées au monde céleste ou ecclésiastique. Grégoire le Grand, dans sa 34^e homélie sur les Évangiles, reprenant Denys l'Aéropagite et les Pères de l'Église, décrit le fondement de la hiéramchies céleste en établissant le nombre des ordres angéliques. Mais l'ordre de sa liste qui fait se succéder les anges, les archanges, les vertus, les puissances, les principautés, les dominations, les trônes, les chérubins et les séraphins, paraît au premier abord très incertain; seule la mise en relation de cette hiéramchies avec les services permet à C. Carozzi d'en donner la logique, celle d'un schéma trifonctionnel et des exigences de la pastorale et du *ministerium* qui assurent justement le pont entre la Terre et le Ciel. La place de l'évêque, médiateur entre Dieu et les hommes, en découle (Laurent Terrade). Elle est particulièrement éclatante quand l'évêque, contrairement aux idées reçues, s'affirme comme juge, entre le X^e et le XII^e siècle, selon la démonstration très convaincante de Wilfried Hartmann. Chaque ordre religieux, organisé avec sa hiéramchies et ses services, devient alors un modèle vivant, qu'il s'agisse des chartreux pêcheurs (Jacques Paul), et même de l'Université (Jacques Verger). Cette union étroite entre les hiéramchies célestes et terrestres n'est possible que parce qu'il peut y avoir échange de bienfaits entre des êtres appartenant à deux univers différents, ce que n'ont pas les hérétiques et que démontre le *Contra Petrobrusianos* de Pierre le Vénérable étudié par H. Taviani-Carozzi. Entre les deux mondes, Dieu règle tout en une vision harmonique de la Création, qui ne va cependant pas sans grincements.

Les cinq communications consacrées à l'organisation terrestre permettent justement d'entrevoir ce qui risque de rendre difficiles les relations entre les hiérarchies et les services, y compris dans les communautés juives de Provence étudiées à partir des archives notariales aixoises par Danièle Lancu. Les hiérarchies sont perçues comme un phénomène contraignant où les plus forts imposent leur pouvoir de domination, en particulier dans le cas de rapports individuels entre individus socialement très différents, par exemple pour les maîtres/serviteurs ou les maîtres/esclaves étudiés par Louis Stouff, mais aussi entre membres d'une même catégorie, nobles ou clercs. La question devient alors de savoir comment cette subordination peut être tolérable. Les excès sont régulés de l'extérieur par des mouvements de réforme qui consistent moins à changer l'*ordo* qu'à le purifier, et par conséquent, à terme, à le renforcer (André Vauchez). Les rébellions sont rares. L'intérêt du livre est justement de montrer que le seuil du tolérable se conforte de façon plus subtile que ne le suggérerait une simple résistance à l'autorité, par l'existence de compensations que sont les services rendus par les inférieurs, mais aussi par les supérieurs. Cet échange est fondé sur la *caritas* qui unit les morts aux vivants et les chrétiens entre eux, sur une forme d'*amicitia*, dont la norme est très nettement proclamée chez les universitaires (J. Verger) et dans les hôtels princiers (Françoise Autrand), et enfin sur un culte commun de l'honneur, comme chez les douze pairs qui partagent avec le roi de France un même idéal chevaleresque (Philippe Contamine) ou chez les habitants d'une même ville, toutes hiérarchies confondues. Tous les membres soumis à ce système hiérarchique intériorisent finalement l'existence de liens qui les soudent parce que les services prennent pour chacun la forme d'un devoir social qui devient un élément indispensable de son salut personnel. Incontestablement, le modèle céleste aide à cette alchimie, mais il ne justifie pas tout. Il ne faut pas oublier que la clé d'explication vient aussi d'en bas, de la texture sociale. De type grenu, elle est certes propice aux relations horizontales, mais elle se structure en même temps selon des lignes verticales.

Cette société médiévale est une société de la tradition où l'ascension sociale est fortement

critiquée et où le parvenu prend des risques énormes, du fait du jugement de ses égaux plus que des velléités du prince ou de la toute-puissance de Dieu. Ce volume ouvre donc sur des réflexions fondamentales nourries d'exemples utiles pour qui veut comprendre le fonctionnement du lien social à l'époque médiévale.

CLAUDE GAUVARD

Jan Rüdiger

Aristokraten und Poeten.

*Die Grammatik einer Mentalität
im tolosanischen Hochmittelalter*

Berlin, Akademie Verlag, « Europa im
Mittelalter Band-4 », 2001, 538 p.

L'ouvrage de Jan Rüdiger témoigne d'une bonne connaissance du Midi médiéval et d'une grande familiarité avec l'aristocratie toulousaine du XII^e siècle. Le titre en résume parfaitement les intentions : *Aristocrates et poètes. La grammaire d'une mentalité dans le haut Moyen Âge toulousain*. Le propos se déploie en vingt-huit chapitres regroupés en quatre parties. La première, « Aristocrates », est une approche globale du patriciat toulousain des environs de 1100 à la croisade albigeoise, avec des développements plus précis consacrés à l'affaire Pierre Maurand (grand marchand toulousain condamné pour hérésie en 1178) et à une monographie familiale du lignage des Barrau. La deuxième partie s'intitule, logiquement, « Poètes » et présente une analyse très détaillée de tous les aspects de la courtoisie et de la lyrique des troubadours : conditions de création, lieux et mécènes, règles de composition, syntaxe et sémantique symboliques. Une brève troisième partie fait ensuite le point sur les changements qui ont affecté le gouvernement communal toulousain à la suite de la sédition de 1189, et sur ce qui est présenté comme une lutte entre « patriciens » et « populaires ». Dans la quatrième partie enfin, « Tolosa e parage », J. Rüdiger construit son épilogue à travers un parcours événementiel des soubresauts du début du XIII^e siècle : 1209, la guerre ; 1213, Muret ; 1217, la reconquête ; 1226, la défaite définitive.

Il faut dire d'emblée que la partie de loin la plus nourrie et la plus convaincante est celle

consacrée au discours courtois. L'auteur, spécialiste d'histoire de la littérature, est en effet rompu aux méthodes et aux discours de la linguistique et de l'analyse littéraire modernes. Cela donne des développements inédits et riches à propos de ce qu'il appelle « la grammaire d'une mentalité », titre du chapitre 14, qui forme le pivot de l'ouvrage. Il s'applique à y décortiquer un mode de pensée et de vivre qui surgit de la lecture de la lyrique des troubadours ; à la manière d'un Raimon Vidal de Besalú, il produit des *Razós de trobar*, une véritable grammaire, où se révèlent l'art du désordre et les règles du dérèglement (« Regeln der Regellosigkeit »). Il est normal de construire un discours poétique sur un genre littéraire ; il est plus difficile d'en utiliser méthodes et enjeux pour décrire un système social.

Là où l'historien est nettement moins convaincu par le propos, c'est dans la confrontation de ce qui est dénommé une « mentalité » courtoise (décrite à partir d'un objet littéraire) avec la réalité. Certes, d'aucuns rétorqueront que tout est discours, que les chartes ne dévoilent pas davantage la réalité, ou même qu'elles sont plus trompeuses car elles semblent plus en prise avec le réel. Peut-être... Mais encore faut-il s'affronter aux sources. Or J. Rüdiger pêche par une certaine absence de rigueur. La plupart des actes diplomatiques ne sont cités que de seconde main, essentiellement d'après John Mundy, que l'auteur décalque souvent. À cet égard, la présentation (p. 23) et la liste des sources (p. 517) sont éclairantes : aucun cartulaire ni chartrier n'y figure, seulement le recueil de Clovis Brunel et la somme de l'*Histoire générale de Languedoc*, et encore y est-il peu fait recours. L'écrasante majorité des sources utilisées sont les productions des troubadours et ce qui les entoure (*vidas, razons*), ainsi que les chroniques rédigées dans le contexte de la croisade. Quand des actes sont cités, cela est fait souvent sans véritable référence (par exemple p. 89, n. 5) ou sans critique (la charte 135 du cartulaire de Saint-Sernin mentionnée p. 31, n. 2 est un faux très remanié).

De plus, la bibliographie historique est ancienne et datée : sur les comtes de Toulouse, sont convoqués Roger Genty ou Jean-Luc Déjean ; les développements sur les structures familiales renvoient systématiquement à Jacques Heers ; à propos d'anthroponymie,

aucune référence n'est faite aux multiples travaux issus du « groupe d'Azay-le-Ferron » et de ses développements ultérieurs, etc. On attend en vain une confrontation avec les dernières recherches sur le Midi médiéval, avec lesquelles cet ouvrage entre en grande partie en contradiction. Les travaux de Claudie Amado sont peu utilisés et sa thèse soutenue en 1995 n'est pas connue (les conclusions de celle-ci sur l'évolution des formes du lignage ne sont évoquées qu'à partir du résumé qu'en a fait Martin Aurell dans sa synthèse sur la noblesse, par exemple). Une citation caricaturale sur les fondements sociaux de l'hérésie (p. 101, n. 3) aurait pu être évitée grâce à la lecture de Jean-Louis Biget. Les recherches de Thomas Bisson (particulièrement ses derniers articles), de Monique Bourin, d'André Debord, de Gérard Giordanengo, d'André Gouron, de Christian Lauranson-Rosaz, de Jean-Pierre Poly (sa thèse et ses articles, et pas seulement quelques passages empruntés à la *Mutation*), et de bien d'autres, auraient dû nourrir les discussions. Par exemple, une allusion à la « société féodale » (guillemets dans le texte) méridionale est évacuée en trois lignes (p. 166) à travers une affirmation de Paul Ourliac, citée d'après Élisabeth Magnou-Nortier dans un article de 1980 (p. 166, n. 93). Le débat sur le caractère féodal de la société méridionale prend plus de place dans les chapitres 17 et 18 : il y manque cependant un véritable dépouillement des sources diplomatiques ; elles ne sont utilisées qu'incidemment pour illustrer leur soi-disant concordance avec des théories bâties à partir du matériau littéraire. J. Rüdiger reprend une thèse bien discutée ces deux dernières décennies, celle de la parité (p. 276) ou de l'égalité au sein de l'aristocratie méridionale, qui a par corollaire l'absence de hiérarchie – et de hiérarchie féodale *a fortiori*. Les pages sur les *conventioniae* seraient particulièrement à reprendre aujourd'hui à la lumière des travaux de Adam J. Kosto¹. Celles sur la nature du consulat toulousain au début du XIII^e siècle (dénommé à tort « populaire ») mériteraient un sérieux *aggiornamento* sur la base des suggestions de Gérard Pradalié (et de son chapitre dans la *Nouvelle histoire de Toulouse*, publiée en 2002 chez Privat).

L'historien reste donc sur sa faim, car la thèse soutenue n'est en fait que le rhabillage moderne de vieux discours sur la civilisation

occitane de l'égalité et de la courtoisie. C'est sans doute le sentiment que donne une lecture de la littérature lyrique. Là, J. Rüdiger maîtrise le sujet. En revanche l'analyse des rapports complexes qu'entretient une production littéraire, forcément idéologique, avec des pratiques politiques et une réalité sociale, telles qu'elles transparaissent dans des actes de la pratique non dépourvus de biais eux non plus, aurait mérité d'être plus fondée et mieux informée.

HÉLÈNE DÉBAX

1 - Voir le compte rendu dans ce même volume, pp. 1399-1402.

Florian Mazel

La noblesse et l'Église en Provence, fin X^e-début XIV^e siècle. L'exemple des familles d'Agoult-Simiane, de Baux et de Marseille
Paris, Comité des travaux historiques et scientifiques, 2002, 803 p.

Longtemps, l'histoire de la noblesse médiévale a été mesurée à l'aune des relations entre le lignage et l'État, entre le registre privé – domestique et patrimonial – et le domaine public – princier et royal. La citation en exergue d'une pensée de Max Weber sur l'idéal-type montre la volonté de Florian Mazel de trouver un autre questionnement, plus en accord sans doute avec son temps. À la problématique souvent visitée de l'État contre le lignage, il en préfère une autre : les relations entre l'aristocratie et l'Église. Il décrit, au passage, la marginalisation du phénomène religieux dans les études françaises sur la société médiévale, et suit à l'opposé les historiographies anglaise, américaine ou allemande, qui n'ont guère de réticence à mettre la religiosité au cœur du social. Dans le même ordre d'idées, il convient de remarquer des critiques fort justes sur la lecture dépréciative que médiévistes « ultramontains », « jacobins » ou « marxistes » ont, tous, de façon paradoxalement similaire, proposée de l'Église du X^e siècle « aux mains des laïcs ». Sur ce problème précis, c'est bien entendu du côté de l'historiographie allemande qu'il faut se tourner, et des liens plus harmonieux que la *Reicharistokratie* entretient alors avec le monachisme, sorte d'autorité

conjointe sur l'institution ecclésiastique, vite dépassée par la réforme « grégorienne », dont la dimension conflictuelle mérite d'être relativisée au profit d'une collaboration souvent étroite des élites ecclésiastiques et laïques dans cette véritable révolution. Cet exemple montre que le livre est, en définitive, davantage sensible aux nuances d'une dialectique solidarité-rivalité entre la noblesse et l'Église qu'à une conception trop étroitement irénique ou agonistique de leurs rapports complexes.

Le choix du sujet est aussi original que les problématiques sont neuves. Il s'agit de suivre les vies parallèles de trois familles, parmi les plus en vue de l'aristocratie provençale du Moyen Âge. On aurait pu craindre que cet échantillon n'empêche d'aboutir à des conclusions globales. Au contraire, cette triple monographie favorise la synthèse, tout en sauvegardant l'analyse, attentive à la spécificité de chaque évolution lignagère et à la diversité des situations qui ont toujours existé au sein de la noblesse. Il s'ensuit une méthode où l'érudition est à l'honneur. Dans sa thèse de doctorat, dont le présent ouvrage n'est que la version abrégée, F. Mazel avait complété de 472 et de 115 axes les vieux catalogues de L. Barthélemy et de Henri de Gérin-Ricard et Émile Isnard sur les Baux et les vicomtes de Marseille. C'est dire le travail colossal de repérage de chartes inédites opérées dans seize dépôts d'archives et dans les fonds manuscrits de dix bibliothèques. Son corpus total comprend environ deux mille huit cents chartes, auxquelles il faut ajouter en réalité toutes celles se rapportant à l'Église provençale. La palette documentaire s'élargit par le recours à la sigillographie, à la lyrique d'oc, à l'hagiographie ou à l'iconographie.

La comparaison de ces sources aboutit à des pistes de recherche fascinantes. On ne mentionnera ici que le grotesque que respirent les *vidas* des troubadours au miroir des *vita* des saints, ou bien tout le sens que prennent les armoiries des premiers sceaux des Baux à la lumière de la chanson de geste du cycle de Guillaume d'Orange. La lecture de la vie d'Isarn, abbé de Saint-Victor, est aussi fine, même si la dénégation de sa valeur testimoniale pour les années 1040 peut sembler excessive. Enfin, sur le plan de l'érudition plus

étroite, force est de remarquer la façon dont sont corrigées maintes erreurs commises en matière d'identification de personnages, de reconstitution d'une filiation, de repérage de toponymes, de datation de chartes ou de dépistage de faux. Cette connaissance des sources permet, par exemple, d'avancer que le creux documentaire des années 1070-1120, jusqu'à présent inexplicé, correspond précisément au tarissement des donations nobiliaires à l'égard des établissements ecclésiastiques en pleine rupture « grégorienne ». Le tout est rédigé d'une façon claire et précise, et agrémenté par une quantité exceptionnelle de tableaux, graphiques et cartes guidant avec assurance le lecteur.

Pour étudier la simultanéité de l'histoire politique et de l'histoire religieuse dans un monde « enchanté », ses permanences et ses mutations, le plan chronologique a été logiquement privilégié. Deux étapes semblent particulièrement importantes : aux années 1070-1120 déjà mentionnées, force est d'ajouter la période 1209-1265, qui aboutit à une société théocratique où la royauté, incarnée désormais en Provence par les Angevins, cousins du roi de France, se réserve l'usage idéologique du sacré. La noblesse provençale peut certes en profiter par sa participation aux campagnes militaires qui aboutissent à la conquête du royaume de Naples. Elle n'en préfère pas moins opter pour l'appui aux spirituels franciscains, « première expérience des frondes religieuses des milieux auliques, si courants aux XVI^e et XVII^e siècles » (p. 596). De fait, à la fin du XIII^e siècle, sa fonction ecclésiastique se fragilise considérablement, tout comme s'affaiblit la dimension religieuse de son pouvoir.

Parmi les autres intuitions puissantes de l'auteur, il convient de citer le « tropisme urbain » qui affecte les nobles provençaux, davantage fidèles en l'an Mil à leur résidence et revenus citadins qu'à leurs repaires fortifiés à la campagne. C'est pourquoi le succès de la seigneurie épiscopale au XIII^e siècle, dotée désormais de pouvoirs judiciaires, davantage que le mouvement communal, nuira considérablement aux élites. Tel est du moins le cas pour les vicomtes de Marseille, qui végètent désormais dans l'arrière-pays de leur ville : même leur collusion avec le chapitre face à

l'évêque ne leur a pas permis d'emporter le combat. Les Baux, en revanche, tirant habilement parti de leurs stratégies matrimoniales et successorales, et choisissant adroitement leurs alliances politiques, ont mieux su tirer leur épingle du jeu. Il est vrai que les Marseille avaient déjà fortement subi le choc de la réforme « grégorienne » qui les avait éloignés de l'épiscopat de leur ville, mais aussi d'Arles et du monastère de Saint-Victor, en particulier dès 1065, sous l'abbatit de Bernat de Millau. Tout aussi intéressantes sont les remarques sur le pourquoi, rarement soulevé par les études précédentes, de l'engouement de l'aristocratie envers les cisterciens et les ordres militaires, qu'il faut retarder aux années 1200-1220 en Provence. Enfin, dans la mesure où les sources le permettent, l'auteur s'impose, à chaque étape de cette évolution, de comprendre les formes de la spiritualité et de la piété seigneuriales, chaque jour plus domestiques, voire plus intériorisées, surtout grâce à la révolution pastorale de Latran IV (1215) et à la direction spirituelle assurée par les mendiants.

On pourrait poursuivre l'évocation des pistes de recherches innombrables qu'ouvrent à l'auteur une culture bibliographique et une connaissance documentaires sans failles. Cet ouvrage, on l'aura compris, est capital pour notre appréhension de l'histoire sociale et religieuse du Moyen Âge.

MARTIN AURELL

Adam J. Kosto

Making Agreements in Medieval Catalonia. Power, Order and the Written Word, 1000-1200

Cambridge, Cambridge University Press, « Cambridge Studies in Medieval Life and Thought », 2001, 366 p.

Le dessin de Adam J. Kosto est moins ici de revisiter l'histoire sociale et politique de la Catalogne médiévale que d'attirer l'attention des historiens sur un type de document qui a joué un rôle central – particulièrement en Catalogne, mais pas seulement – dans la structuration des sociétés que l'on qualifie généralement de féodales, à savoir la *convenientia*.

Celle-ci était loin d'être ignorée des spécialistes (encore que la bibliographie la concernant soit restée jusqu'à ce jour fort mince), mais elle n'avait jamais fait l'objet que d'études partielles, axées sur telle ou telle de ses caractéristiques. Le premier mérite de l'auteur est d'avoir rassemblé la totalité des *convenientiae* catalanes des XI^e-XII^e siècles – au total plus d'un millier – et de fournir une analyse très approfondie de ces textes aussi passionnants que difficiles. Mais son propos va bien au-delà : ce qu'il nous propose en fait, sur la base de l'interprétation de ces documents, c'est une vaste réflexion sur la genèse, la nature et le mode d'organisation des pouvoirs aux siècles centraux du Moyen Âge.

La *convenientia* peut être caractérisée comme un accord, un pacte, un « agrément », mais là s'arrête toute tentative de définition tant ses formes et ses applications sont variables. Certes elle est facilement identifiable car s'annonçant toujours par les mêmes mots (*Hec est convenientia...*), mais elle échappe à toute catégorisation diplomatique et, par ailleurs, on la voit intervenir dans des circonstances très diverses, entre des hommes et des femmes de toutes conditions. C'est à coup sûr cette souplesse qui a motivé son succès, et c'est elle qui rend le mieux compte de sa nature. De ce fait, c'est fort justement que A. J. Kosto a renoncé à classer ces accords autrement que d'après leur contenu.

Les plus nombreuses des *convenientiae*, et de très loin, sont celles qui se rapportent aux modes de détention des châteaux : elles déterminent, souvent avec la plus extrême précision, les droits et devoirs du ou des feudataires, la nature de la fidélité qu'ils doivent à leur(s) seigneur(s) et les obligations (particulièrement de caractère militaire) qui en découlent ; elles définissent de la sorte les hiérarchies qui résultent de la répartition du pouvoir sur les forteresses et les chaînes de commandement qu'elles induisent. Peu éloignés dans leur objet, quoique de portée plus générale, sont les traités d'alliance (défensive ou offensive) qui abondent en précisions non seulement sur les engagements militaires de chacun des partenaires, mais aussi sur la répartition du butin et le partage éventuel des territoires conquis. Mais les *convenientiae* peuvent également intervenir – même si ce n'est pas, semble-t-il, leur fonc-

tion première – comme instrument de règlement des conflits, aussi bien entre lignages rivaux qu'à l'intérieur des familles. Elles sont également susceptibles de s'appliquer à l'exploitation de la terre et donc de s'apparenter à des contrats agraires, y compris pour l'attribution de simples tenures paysannes. Leur plasticité est telle, enfin, qu'il n'est pas de type de promesse qu'elles ne soient en mesure de formaliser.

Le succès de ce système de pactes dépendait bien évidemment de la force des garanties aptes à en assurer l'application. L'auteur s'attache à en distinguer les principales catégories : d'abord les constitutions de gages et les désignations d'otages (souvent formulées avec un luxe de réserves et de conditions), ensuite les serments, qui entretiennent avec les *convenientiae* une relation quasi organique ; enfin – et ce n'est pas la moindre des sûretés –, la mise par écrit. A. J. Kosto insiste fortement sur l'importance de celle-ci : la production d'un écrit ne visait pas seulement à mémoriser l'événement que constituait la conclusion du pacte, elle était partie intégrante de celui-ci. Dans les rites constitutifs de la *convenientia*, l'écriture n'importait pas moins que la parole (le serment) ou le geste (par exemple, l'hommage). L'abondance des *convenientiae* dans les archives catalanes apparaît comme la résultante directe de ce passage obligé par la formulation écrite.

Reste à résoudre le problème essentiel : quelle est la raison du surgissement de ce type d'actes dans la documentation du XI^e siècle ? L'auteur s'attache avec un soin extrême à établir la chronologie de leur apparition et de leur diffusion. La première *convenientia* conservée date des alentours de 1020 ; on en dénombre sept entre 1020 et 1040, puis trente-sept pour la seule décennie 1040-1050 ; après quoi, les *convenientiae* se comptent par centaines. La multiplication de ces pactes écrits dénote à coup sûr une « mutation documentaire » (encore que les procédures écrites étaient familières aux Catalans bien avant l'an Mil), mais elle révèle surtout un changement institutionnel dont elle est à la fois l'une des caractéristiques et l'un des facteurs essentiels. Comment qualifier ce changement ? Révolution ? Mutation ? De préférence à ces termes

trop connotés par de récentes polémiques, A. J. Kosto utilise celui de transition et il s'interroge – après bien d'autres – sur la durée, les formes et les agents de celle-ci. Il en devine les prodromes, dans certains actes antérieurs à l'an Mil, en suit les développements dans la première moitié du XI^e siècle, mais on sent que, pour lui, le moment essentiel se situe sous le règne du comte Raimond Bérenger I^{er} de Barcelone (1035-1076). C'est celui-ci qui a manifestement assuré le triomphe de la *convenientia* en en faisant un instrument de pouvoir, en fondant sur ce type de pacte son contrôle des forteresses construites ou à construire dans les comtés qu'il gouvernait, en y faisant consigner les engagements auxquels se soumettaient par serment ses feudataires et plus généralement les gardiens de châteaux. Ce sont les scribes de sa chancellerie qui, mettant à son service leur science juridique mais surtout leur esprit d'innovation, parvinrent, en l'absence de tout modèle et en se gardant de tout formalisme, à inscrire dans le droit – convention après convention – un nouveau régime de rapports sociaux adaptés à l'âge de la seigneurie castrale. Très vite ce régime s'étendit aux autres comtés catalans et il fut adopté par l'ensemble de l'aristocratie laïque tout comme par la hiérarchie ecclésiastique, tant séculière que régulière, qui trouva dans la *convenientia* le moyen d'assurer la gestion de ses propres châteaux. Si cette prolifération de structures castrales était déjà assez bien connue, le mérite de A. J. Kosto est de montrer comment la *convenientia*, de par sa conception même – elle est toujours rédigée au futur et les accords qu'elle implique engagent non seulement les contractants, mais leurs descendants ou successeurs –, en a assuré la pérennité. L'auteur, en effet, est parvenu à suivre, sur la base d'exemples nombreux et probants, le renouvellement de ces pactes, de génération en génération, tantôt dans les termes originels tantôt dans des formulations adaptées. Cette prééminence de la *convenientia* se maintient pendant la plus grande partie du XII^e siècle : ce n'est que dans les années 1170 qu'elle commence à s'effacer devant la concurrence de nouveaux types d'actes inspirés par le renouveau du droit romain et du notariat public. Elle disparaît au début du XIII^e siècle, au moment où la société

catalane se détache des modes d'organisation qu'elle avait contribué à façonner.

À travers l'histoire de la *convenientia*, c'est en fait à une réévaluation du rôle de l'écrit dans les sociétés médiévales que se livre A. J. Kosto. L'apparition, dans la première moitié du XI^e siècle, de ce nouveau type d'actes écrit est en soi un événement capital. Elle ne se borne pas à révéler l'obsolescence des anciens formulaires et à traduire les besoins nouveaux d'une société en voie de transformation rapide : elle conditionne le changement. Car, autant et plus que sa forme, c'est la fonction de l'acte écrit qui se modifie : avec la *convenientia*, celui-ci cesse d'être voué à la seule mémorisation de transactions passées, il devient projection sur l'avenir ; son rôle est de promouvoir des pactes, de garantir leur stabilité et donc de créer des structures destinées à durer. A. J. Kosto montre comment cette dynamique s'est enclenchée et comment elle s'est développée au point de remodeler l'ensemble des rapports sociaux. Sa démonstration, fondée sur une érudition jamais prise en défaut, emporte à tous moments la conviction.

On se demande cependant si l'auteur n'aurait pas pu, quelquefois, aller plus loin dans les voies ainsi ouvertes. Un lien plus direct aurait sans doute pu être établi entre l'invention des *convenientiae* et la genèse des lignages : le besoin de négocier et de souscrire des pactes semble en effet largement induit par la décomposition des vastes parentèles du haut Moyen Âge et leur éclatement en lignées (comtales, vicomtales, castrales) autonomes, voire antagonistes. Peut-être aussi aurait-on souhaité un peu plus d'audace dans l'appréciation du phénomène féodal. L'auteur semble avoir été impressionné par les attaques virulentes dont a récemment été l'objet le concept de féodalisme, et il ne l'utilise qu'avec une infinie prudence. Ceci est paradoxal, car toute la problématique de la *convenientia* renvoie à celle de la féodalité. L'auteur ne cesse d'insister à juste titre sur l'idée que les *convenientiae* s'organisent en « systèmes » ou en « réseaux », lesquels reproduisent les réseaux de pouvoirs, de fidélités, de services et de dépendances tissés autour des châteaux et fondés sur les attributions de fiefs. Qu'est-ce alors que ce « system of castle holding *convenientiae* » sinon un « sys-

tème féodal » ? Il est un peu trop de mode aujourd'hui de considérer la féodalité comme une invention tardive du droit savant – c'est-à-dire une création des légistes italiens du XIII^e siècle, voire des feudistes d'époque moderne : les *convenientiae* de A. J. Kosto non seulement confirment son antériorité, mais elles datent et localisent les premières expériences visant à en faire un instrument de pouvoir : cette première systématisation du contrat féodo-vassalique est assurément à mettre au crédit des scribes de la chancellerie barcelonaise dans les années médianes du XI^e siècle.

PIERRE BONNASSIE

Marta Van Landingham

*King, Court and Political Culture
in the Realms of Aragon (1213-1387)*

Leyde, E. J. Brill, 2002, 249 p.

En 1276, le roi Pierre III d'Aragon promulguait une série d'ordonnances relatives au bon fonctionnement du palais, ordonnances qui furent complétées par ses successeurs Alphonse II et Jacques II. En 1337, l'un de ses petits-neveux, Jacques III de Majorque, publiait à son tour des *Leges palatinae*. L'ensemble fut repris par le roi d'Aragon Pierre IV le Cérémonieux (1336-1387) dans ses *Ordenacions de Cort*. L'historien qui se penche sur la cour du royaume d'Aragon à la fin du Moyen Âge dispose ainsi d'une riche documentation que complètent d'autres ordonnances, des chroniques, les actes des Cortes et d'innombrables documents émis par la chancellerie royale, soigneusement conservés aux Archives de la couronne d'Aragon à Barcelone.

Pierre le Cérémonieux, en 1344, divisait les offices de son palais en quatre départements, que dirigeaient respectivement un majordome, un chambellan, un chancelier et le *maestre racional*. Le premier était responsable de la cour, le deuxième de la personne du roi, le troisième dirigeait le Conseil royal, la chancellerie et l'administration de la justice, et le quatrième avait à sa charge les finances royales. À l'heure de présenter l'ensemble des offices de la cour d'Aragon, Marta Van Landingham a préféré une division plus traditionnelle en trois branches fondamentales : la chancellerie, le trésor et la maison du roi. Les particularités

qu'elle relève sont dues à la spécificité de la couronne d'Aragon, qu'une longue introduction permet d'appréhender. Pour l'auteur, en effet, la composition hétérogène et fluctuante de la Couronne – Aragon, Catalogne, Valence, Baléares, Naples, Sicile, Sardaigne et Corse –, la division des royaumes entre les fils du roi jusqu'à l'acte d'Union de 1319 et, enfin, l'héritage sicilien jouent un rôle déterminant dans l'organisation de ce que l'on pourrait appeler l'administration centrale de cet ensemble de principautés qui n'avaient en commun que leur souverain.

La chancellerie apparaît alors comme l'élément essentiel de cette organisation, une chancellerie que M. Van Landingham qualifie de « mémoire, voix, justice et conscience du roi » et qui sera progressivement placée sous l'autorité d'un archevêque ou d'un évêque, de préférence docteur en droit. Le chanoine Arnau de Torre dans la péninsule et le médecin Giovanni di Procida en Sicile à la fin du XIII^e siècle sont ici donnés en exemple. Les divers offices de la chancellerie sont ensuite passés en revue, et les carrières de certains des officiers permettent de vérifier l'exercice pratique des charges, que ce soit dans le domaine des innovations administratives ou judiciaires, de la justice royale ou même de la chapelle du roi.

Le trésor ou « bourse du roi », ainsi que le définit l'auteur en sous-titre, lui semble être l'un des rouages majeurs de la formation de l'État. En l'espace de quelques générations, puisque Pierre V est l'arrière-petit-fils de Pierre II, les finances royales cessent d'être privées, personnelles, et deviennent, sous l'influence de la Sicile, une véritable administration aux rouages complexes. Dans la seconde moitié du XIV^e siècle, le trésor est placé sous la surveillance du *maestre racional*, qui siège au Conseil du Roi, et dont dépendent des trésoriers et des écrivains des comptes. La centralisation des finances royales se fit d'abord avec l'appui de quelques puissants trésoriers juifs, comme Muça de Portella ou Jucef Ravaya, jusqu'à ce que les Cortes de 1283 exigent du roi que les trésoriers fussent uniquement chrétiens.

La « maison », que l'auteur qualifie de « corps du roi », est le troisième élément retenu dans cette construction d'un État gouverné par le roi d'Aragon. Les officiers qui servent à la cour

exercer leur charge auprès du roi en tant que personne plutôt qu'en tant que souverain. Les ordonnances palatines de 1276 définissaient d'abord les devoirs et le salaire du *mayordomo*, ceux du chef-cuisinier, des divers offices chargés de l'approvisionnement – *argenters*, *paniçer*, *botiller*, *reboster* –, du service de la table, des voyages et de l'installation de la cour – *posader* – des écuries et de la chasse – *cavalleriz*, *munters* –, de la prison, des comptes et du courrier. Les sénéchaux de Catalogne revendiquèrent longtemps le titre de *mayordomos* du roi, mais durent accepter au milieu du XIV^e siècle que l'office fût exercé par trois nobles, originaires respectivement d'Aragon, de Catalogne et de Valence-Majorque. Les *Ordenacions de Cort* de Pierre IV révèlent en effet qu'au cours des décennies antérieures, les offices se sont multipliés et spécialisés, afin d'assurer au monarque et à la cour « la table, le logement et les divertissements ». M. Van Landingham consacre ici un chapitre à l'influence des reines, notamment celle qu'exerça Constance de Hohenstaufen, héritière du royaume de Sicile et épouse de Pierre III d'Aragon.

L'ouvrage se termine sur une brève conclusion qui rappelle que la dynastie aragonaise s'éteint avec les fils de Pierre IV, laissant derrière elle une organisation complexe et efficace. En appendice, l'auteur offre la traduction anglaise des ordonnances de Pierre III, d'Alphonse III et de Jacques II, que suivent la bibliographie et un index général.

L'étude présentée est indiscutablement intéressante et met en valeur l'apparition de rouages administratifs qui n'ont rien à envier à ceux dont se dotent à la même époque la Castille, le Portugal, la France ou l'Angleterre. On peut peut-être regretter le parti pris de traduction systématique qui, par l'emploi d'équivalents modernes en anglais, peut amener des contre-sens dans la compréhension des charges palatines : le *reboster* est beaucoup plus qu'un « custodian of the stores », et le *porter maior* n'est pas un « chief royal executive agent », par exemple. On peut aussi regretter la méconnaissance de certains ouvrages portugais ou français sur le thème, l'auteur ayant privilégié dans sa bibliographie les études relatives à la couronne d'Aragon. L'influence de la Sicile, ici présentée comme déterminante dans de nombreux domaines, aurait sans doute gagné

à être évaluée en fonction de l'héritage hispanique des cours chrétiennes de Barcelone et d'Aragon, ou musulmane de Valence. En dépit enfin de l'absence de réflexion théorique sur l'énoncé qui figure dans le titre – des termes tels que « le roi », « la cour » ou encore « la culture politique » –, ce livre offre à ses lecteurs une solide documentation et une étude charpentée sur un siècle de l'histoire de la couronne d'Aragon.

ADELINE RUCQUOI

Julia Pavón Benito

Poblamiento altomedieval navarro.

Báse socioeconómica del espacio monárquico

Pampelune, EUNSA/Éditions

universitaires de Navarre, 2001, 424 p.

Dans cet ouvrage sur le peuplement pendant le haut Moyen Âge navarrais, Julia Pavón Benito, géographe et historienne, a voulu préciser l'occupation du sol dans le royaume de Navarre, de ses origines au XIII^e siècle, utilisant une documentation abondante et diversifiée : listes de fiscalité, concessions de *fueros* (le droit urbain ou villageois), relevées dans les cartulaires ecclésiastiques et les chroniques. L'auteur regroupe son information et élabore ses synthèses en trois grands chapitres : positions géo-historiques, formes de l'occupation humaine du territoire et caractéristiques de ce peuplement.

J. P. Benito commence par résumer la chronologie des faits, depuis la *Civitas* de Pompaelo jusqu'à l'héritage du roi Sanche le Fort en 1234. Elle rappelle les grandes lignes de l'Antiquité tardive dans ces Pyrénées occidentales, l'évêché de Pampelune, la domination musulmane du bassin de l'Èbre, la formation du royaume de Pampelune et ses changements politiques et territoriaux du X^e au XIII^e siècle, devenu alors « royaume de Navarre », cet État couvrant environ 5 000 km², puis 20 000 ou 9 000 km² selon les étapes de la Reconquête, des partages et des luttes dynastiques. Royaume des Pyrénées occidentales et d'une portion du val de l'Èbre, doté d'un grand évêché et peuplé de nombreux monastères, de terres royales et de propriétés seigneuriales, traversé de routes antiques ou des nouvelles voies de pèlerinages à Compostelle, tel se présente alors ce royaume.

J. P. Benito consacre son long chapitre 2, sur l'occupation du sol, au relevé, province par province, canton par canton, de toutes les mentions dans ses textes des lieux peuplés, de la date à laquelle ils sont connus, de leur éventuelle disparition (les *despoblados*), des redevances des habitants et des actes seigneuriaux, dans leur cadre géo-climatique et leur environnement historique. Chaque vallée, chaque petite unité administrative, a sa carte des villages peuplés ou désertés, sa flore, sa faune, son économie ; sont mentionnés le nombre de localités citées dans les textes, leurs seigneurs, les phrases clés de leur *fuero*, de la concession ou du testament qui les évoquent. Les fiches monographiques détaillent ainsi la Navarre, du nord au sud et de l'est à l'ouest. Il est surprenant que l'auteur ait choisi de n'analyser que l'actuelle Navarre espagnole, alors que la Basse-Navarre, la région s'étendant de Labastide-Clairence à Arnégui, de Saint-Palais aux environs d'Hasparren, avait fait partie du royaume entre x^e et xv^e siècle. Certes, les cartes et tableaux abondent. Mais est-ce vraiment une étude de « l'occupation du sol » ? Il n'est jamais question de relevés archéologiques, de photos aériennes, de plans de villages des montagnes basques ou de la vallée de l'Èbre, des villages-châteaux ou des villages-ecclésiastiques, toutes données pourtant connues grâce aux travaux de nombreux collègues français et espagnols. Les universités espagnoles publient systématiquement les thèses soutenues par leurs enseignants, et c'est parfait ainsi. Mais ce livre, fruit d'un très gros travail, n'a qu'un intérêt essentiellement local.

BÉATRICE LEROY

Itinerarios medievales e identidad hispánica

XXVII Semana de Estudios Medievales, Estella, 17-20 juillet 2000
Pampelune, Gobierno de Navarra, 2001,
470 p.

Les semaines d'Estella constituent depuis trente ans une rencontre attendue des médiévistes car elles sont l'occasion de présenter, sur un thème précis, une série de synthèses sur des espaces régionaux ou nationaux. La vingt-septième session avait pour sujet les itinéraires médiévaux et l'identité hispanique dans la

perspective d'une analyse approfondie des différentes voies et routes maritimes, terrestres et fluviales qui, au cours des siècles médiévaux, ont progressivement défini et construit une identité collective au-delà de la réalité des différents royaumes péninsulaires, souvent rivaux, notamment dans la reconquête des territoires sous domination musulmane. Exceptionnellement, le cadre géographique était restreint à la péninsule Ibérique, car la problématique définie avait été appliquée, quelques années auparavant, à l'ensemble de l'Europe occidentale¹.

Quatre communications sur les douze publiées dans le volume abordent les itinéraires maritimes de la façade atlantique septentrionale et méridionale ainsi que les circuits d'échanges méditerranéens. Elisa Ferreira Priegue, « Castille : la genèse d'une puissance maritime », trace d'abord à très grands traits depuis les invasions normandes jusqu'à la prise de Grenade les étapes du développement de la présence de la Castille dans ces mers étroites de l'Atlantique du golfe de Biscaye à la Baltique et en précise les raisons et les moyens. Eduardo Aznar Vallejo s'intéresse aux « itinéraires atlantiques dans la constitution d'un espace hispanique ; des Algarves à l'outre-mer atlantique ». Il met parfaitement en évidence, notamment après l'occupation de l'archipel des Canaries à partir de 1402, l'intime connexion entre les navigations atlantiques et méditerranéennes qui accredité l'idée d'une « Méditerranée atlantique » à laquelle il est nécessaire d'unir un « Atlantique méditerranéen » naissant. Roser Salicrú, « Entre chrétienté et islam dans la Méditerranée ibérique », en comparant les routes commerciales majorquines entre 1284 et la première moitié du xv^e siècle, confirme que la dépendance de Majorque à l'égard du commerce extérieur se maintient, mais se transforme : la Sardaigne et la Sicile se substituant à la Berbérie. Depuis l'observatoire valencien, David Igual Luis, examinant les « Itinéraires commerciaux dans l'espace méridional méditerranéen », traque les rares sources qui laissent deviner, plus qu'elles ne révèlent, des micro-circuits qui aident à soutenir les macro-circuits qui les irriguent en retour.

Deux communications s'intéressent aux deux principales voies fluviales de la péninsule, celles d'Antonio Collantes, « Du Bétis au Guadalquivir : la victoire de Mercure », et de

José-Antonio Sesma Muñoz, « De la côte cantabrique à la Méditerranée : la voie fluviale de l'Èbre ». Ces deux fleuves structurent de vastes régions économiques et unissent par les routes terrestres, ouvertes par leurs affluents, le circuit méditerranéen aux petites villes et aux villages de l'intérieur. Négociants vénitiens, pisans et génois attendent à Tortosa pour transporter la laine aragonaise aux centres textiles italiens. Par le Guadalquivir, avec Séville comme plaque tournante, sont exportés les produits agricoles et les matières premières andalouses qui dominent largement sur les importations jusqu'au xv^e siècle.

Les longs itinéraires de la transhumance qui traversent la quasi-totalité du territoire péninsulaire entre les pâturages d'été de la *meseta* septentrionale et ceux d'hiver des *campos* et des *sierras* andalouses et murciennes constituent des traits d'union essentiels entre ces régions. José María Sánchez Benito, avec « Consolidation et pratique de la transhumance au bas Moyen Âge », brosse une très vaste synthèse sur le bétail transhumant, les drailles et la pratique de la transhumance, et María de los Llanos Martínez Carrillo, à travers les « Chemins de transhumance vers les pâturages sud-orientaux au bas Moyen Âge », se livre à une analyse détaillée des routes qui, depuis la Sierra de Albarraçín, conduisent aux pâturages du royaume de Murcie.

Les routes terrestres ne sont pas négligées, à commencer par l'incontournable chemin de Saint-Jacques connu comme « chemin français ». Ce principal axe de communication entre les espaces péninsulaires septentrionaux et l'Europe du Nord, fait l'objet d'une nouvelle synthèse actualisée par Juan Ignacio Ruiz de la Peña : « Des cols pyrénéens à la Galice : le chemin français ». Juan F. Utrilla Utrilla aborde « Les itinéraires pyrénéens médiévaux et l'identité hispanique : relations transpyrénéennes et structuration du peuplement ». Il analyse non seulement les itinéraires qui traversent toute la chaîne pyrénéenne, qui constitue une frontière d'abord avec les musulmans, puis, après le traité de Corbeil en 1258, avec la France, mais aussi les mesures prises pour protéger les voyageurs, le réseau hospitalier, la réparation et la construction de chemins ainsi que les transformations du peuplement. Les premiers bourgs castraux surgissent dans le dernier tiers du xi^e siècle, avant que, à l'initiative de la monar-

chie, à partir du milieu du xii^e siècle, la population ne soit redistribuée dans des noyaux fortifiés.

La communication d'Hilario Casado Alonso, sur « Le commerce de Burgos et la structuration de l'espace économique espagnol à la fin du Moyen Âge », est plus originale par son approche et surtout par les sources mises en œuvre : trois chroniques de marchands-banquiers, celles d'Eustache de la Fosse, marchand de Tournai (1479), du commerçant brugeois Mathis Van den Vagheviere (1492-1493) et d'un homme d'affaires milanais anonyme de 1517-1519. Elles révèlent l'importance des coûts de transactions et les ramifications du réseau des marchands de Burgos à la fin du Moyen Âge. Ces dernières expliquent le succès de leurs entreprises qui aidèrent sans aucun doute à l'intégration de la Castille dans l'économie européenne.

Les communications rassemblées constituent toutes d'utiles synthèses parfaitement à jour, même si elles sont inégalement denses et centrées sur le thème comme dans tous les volumes d'actes de colloques. Dans l'ensemble, elles s'intéressent davantage – et certaines presque exclusivement – au premier terme du sujet, sans parler de la communication, au demeurant fort intéressante, de Tomás Yerro Villanueva sur la « nouvelle historique espagnole médiévale » des vingt dernières années, qui s'intègre mal au thème proposé. Il est bien délicat de mettre en relation la matérialité de l'itinéraire – surtout quand il est étudié d'un point de vue économique (flux commerciaux, routes maritimes) – et une identité collective où domine l'idée de représentation comme projection de l'imaginaire global d'une société. Il s'avère aussi bien difficile de distinguer, aux xiv^e et xv^e siècles, la « nationalité » du commerce maritime européen². Ces communications et la bibliographie qui clôt le volume complètent deux sessions précédentes, celle de 1991, consacrée aux *Voyageurs, pèlerins et marchands*, et celle de 1993, vouée au *Chemin de Saint-Jacques et l'articulation de l'espace hispanique*.

DENIS MENJOT

1 - ROBERTO GRECI (éd.), *Itinerari medievali e identità europea: atti del congresso internazionale, Parma, 27-28 febbraio 1998*, Bologne, Clueb, 1999.

2 - MARCO TANGHERONI, *Commercio e navigazione nel Medioevo*, Rome-Bari, Laterza, 1996.

Silvia Orvietani Busch

Medieval Mediterranean Ports. The Catalan and Tuscan Coasts 1100 to 1235

Leyde, E. J. Brill, 2001, xv-298 p.

Dans la lignée de Fernand Braudel, auquel mainte référence est faite au cours de son ouvrage, Silvia Orvietani Busch s'est intéressée à une période moins connue de l'histoire des relations maritimes et du grand commerce, celle qui précède l'apogée commercial des grands ports de la Méditerranée occidentale, Barcelone, Pise et Gênes. Son objectif est de montrer que les facteurs géomorphologiques, géographiques et politiques conditionnent la fondation et l'essor des grands ports sans doute davantage que les facteurs sociaux et économiques, traditionnellement retenus par les historiens. Son étude multidisciplinaire, s'appuyant sur la géographie physique, les fouilles archéologiques et d'importants dépouillements dans les archives de Barcelone, Tarragone, Perpignan et Pise, montre de manière comparative l'évolution des ports de Catalogne et de la Toscane du Nord, au cours des cent cinquante ans qui précèdent les débuts de l'expansion catalane et la plus grande splendeur de Pise, avant les déboires que subit cette ville à la fin du XIII^e siècle.

L'ouvrage est organisé en sept chapitres, les quatre premiers s'intéressant exclusivement à la Catalogne, les deux suivants à une comparaison entre les ports catalans et toscans, ainsi qu'à leurs relations au cours de la période considérée, le dernier constituant une ample conclusion. L'auteur retrace d'abord les grandes lignes de l'histoire de la couronne d'Aragon, depuis la fondation de la fédération Catalogne-Aragon en 1137, à la suite du mariage du comte de Barcelone Ramon Berenguer IV avec Pétronille, héritière contestée du royaume d'Aragon, jusqu'aux premières décennies du brillant règne de Jacques I^{er} le Conquérant. Elle souligne les étapes de l'expansion, depuis la première tentative contre les Baléares (« croisade » de 1113-1115) jusqu'à l'expédition victorieuse de 1229-1230. La géographie l'emporte dans le second chapitre qui examine la structure de la côte catalane, en partant de Collioure au nord, jusqu'à Cambrils, au sud de Tarragone. Tous

les facteurs favorables à l'établissement d'un site portuaire sont précisément examinés.

L'auteur distingue ensuite les petits ports de la côte catalane et les deux grands organismes portuaires que sont Barcelone et Tarragone. En ce qui concerne les premiers, elle relève toutes les traces documentaires et décrit l'histoire de ces sites, le plus souvent d'origine romaine, qui bénéficient de facteurs favorables à une économie portuaire : une longue plage de sable et des hauts-fonds en un temps où le débarquement et le chargement des marchandises s'effectuent par allèges qui desservent les navires ancrés à quelque distance du rivage, protection d'une baie par un promontoire qui arrête vents et courants défavorables, présence dans l'arrière-pays d'un territoire fertile capable d'exporter ses productions, bon réseau de routes reliant la ville portuaire à des centres économiques importants. Les pouvoirs locaux, seigneurs laïques ou abbayes, interfèrent peu dans le devenir des petits ports, sinon pour prélever une partie des taxes portuaires.

Un très beau développement est consacré aux origines du port de Barcelone, dont les premiers documents commerciaux ne remontent guère au-delà de la fin du XI^e siècle. L'essor est cependant rapide, bien que vers 1230, terme de l'étude, Barcelone ne dispose pas encore de véritable infrastructure portuaire, en dehors d'un *funduq* près du rivage, d'un chantier naval et d'une grande plage pour le déchargement des allèges. Le site portuaire s'est déplacé au cours du Moyen Âge de l'ouest au nord de la colline de Montjuïc. Son activité en forte croissance doit beaucoup à la position favorable de Barcelone par rapport aux centres de production et au soutien des autorités comtales. Mais, en opposition aux républiques maritimes italiennes, l'absence de fusion entre le groupe des guerriers et celui des marchands ralentit les investissements. Quant à Tarragone, centre de la province romaine et port prééminent sous les Wisigoths, elle subit une éclipse avec la conquête arabe (vers 720) et, redevenue chrétienne, peine à se redresser au XII^e siècle, face à la concurrence de Salou et de Cambrils, sur lesquelles elle ne l'emporte que tardivement.

Le chapitre v examine les ports de la Toscane du Nord : Luni, disparue vers l'an

Mil, et surtout Pise, dont l'auteur retrace l'expansion en Méditerranée occidentale au cours du XI^e siècle, marquée par les expéditions contre les Sarrasins. Le système portuaire de Pise est longuement décrit : port urbain d'abord, n'accueillant que des vaisseaux légers, Porto Pisano, ensuite, aménagé entre 1156 et 1163, puis l'ensemble des escales que Pise se ménage sur la côte sud de la Toscane et dans les îles Tyrrhéniennes. L'auteur s'efforce de montrer les similitudes et les différences entre ports catalans et toscans, la principale dissemblance étant l'écart d'un siècle entre l'essor de Pise et celui de Barcelone.

L'examen des échanges entre les cités catalanes et toscanes fait intervenir d'autres partenaires, en particulier Gênes qui a cherché au cours du XII^e siècle à établir son hégémonie commerciale en Méditerranée occidentale, tantôt par des accords avec les Catalans, tantôt par des traités avec le comte de Toulouse, en inimitié avec le comte-roi de Barcelone, tantôt par des conflits avec Pise. Et c'est ici peut-être que la conception générale de l'ouvrage peut être critiquée. Pourquoi avoir choisi à titre de comparaison uniquement le système portuaire pisan, sans avoir dit grand-chose sur l'essor de Gênes et de son propre port ? Certes, ici, les facteurs géomorphologiques, géographiques et politiques jouent un moindre rôle que la volonté des hommes de transformer un petit port de pêche, quasi inconnu sous la romanité, en une grande ville portuaire. Le rôle clef de ces facteurs, que l'auteur rappelle dans son dernier chapitre, s'applique beaucoup moins à Gênes et à Raguse, dont on s'étonne de voir soulignée la facilité des communications avec l'arrière-pays dinarique (p. 260). Les ports ligures auraient mérité d'entrer dans cette comparaison, plus largement que dans un dernier chapitre. La bibliographie aurait pu retenir les travaux de Christian Guilleré sur Gérone¹, à l'origine de la prospérité de Sant Feliu de Guixols, son débouché naturel. On regrette aussi que des coquilles (pp. 271, 272, 284 et 285) déparent la présentation de la bibliographie où la pagination des articles n'est pas toujours indiquée.

Quoi qu'il en soit, le mérite de cet ouvrage est grand : l'étude des origines et du premier essor des ports catalans et toscans vient ajouter

une pierre blanche à notre connaissance du commerce méditerranéen dans la première phase de son expansion.

MICHEL BALARD

1 - CHRISTIAN GUILLERÉ, *Girona al segle XIV*, 2 vols, Barcelone, Publications de l'Abadia de Montserrat, 1993-1994.

Rita Costa Gomes

The Making of a Court Society.

Kings and Nobles in Late Medieval Portugal
Cambridge, Cambridge University Press,
2003, 490 p.

La cour des rois de Portugal à la fin du Moyen Âge, ouvrage novateur, aborde un thème peu traité par les historiens de la péninsule Ibérique et l'auteur nous offre une étude qui dépasse de loin le simple cadre du Portugal à la fin du Moyen Âge.

S'appuyant sur les travaux pionniers de Norbert Elias, et maîtrisant la bibliographie relative au pouvoir, aux cérémonies et rituels, à la généalogie et à la prosopographie, R. Costa Gomes s'attache dans un premier chapitre à définir ce que l'on entend par « cour » au Moyen Âge. Notion à la fois sociale – la cour comme « maison » du roi ou entourage royal – et spatiale – qui renvoie alors au « palais » –, la cour est un concept ambigu qui participe du domaine public et privé. Après avoir passé en revue la cour de Charlemagne, celle d'Angleterre en 1135, de Castille en 1260, d'Aragon en 1350 et de Bourgogne en 1474, cours dont la complexité croissante des charges et des offices figure dans une série de tableaux, l'auteur rejoint en partie la définition que donnaient vers 1260 les *Partidas* castillanes et propose de caractériser la cour comme une structure sociale organisée autour de la présence physique du roi, centre à son tour d'une structure plus large qui unit le monarque à son royaume au travers d'un groupe de relations complexes, impliquant un système d'institutions qui matérialisent l'indispensable médiation du pouvoir (p. 34). L'analyse de la cour portugaise à partir du XII^e siècle met en relief l'importance de certains offices, comme ceux du *maiordomus*, de

l'alferes, du chancelier et du *reposteiro-mor*, et l'apparition progressive de nombreux autres offices spécialisés entre le XIII^e et le XV^e siècle. Un tableau résume l'organisation de la cour au XV^e siècle (p. 48), au sein de laquelle les offices liés au « secret » et à l'écriture occupent une place prépondérante.

Mais la cour est avant tout une collectivité formée d'individus et de groupes spécifiques. Commençant par les premiers, R. Costa Gomes accorde une attention toute spéciale au rôle des femmes qui fréquentent la cour, que ce soit celle des rois ou des reines. Car si les chanceliers, les *mordomos* et bien d'autres offices de la maison du roi, de celle de la reine ou des infants, sont exercés par des hommes, de nombreuses femmes servent les reines comme *camareiras*, nourrices ou gouvernantes (*aias*), demoiselles ou dames d'honneur, et certaines jouissent d'une autonomie enviable. L'analyse de la noblesse, ensuite, montre qu'au cours des XIV^e et XV^e siècles, cent dix-huit familles environ ont joué un rôle à la cour portugaise, parmi lesquelles s'illustrent d'abord celles que forment les parents du roi, descendants de fils cadets ou d'enfants illégitimes des dynasties portugaise et castillane. Une trentaine de familles luso-castillanes semble avoir occupé en permanence de hautes charges de plus en plus diversifiées, notamment dans le domaine militaire, alors que quelque vingt-trois familles constituent une sorte de noblesse de service, et entrent fréquemment dans la clientèle des précédentes. Mais la cour accueille également des exilés castillans entre 1360 et 1380, des familles dont le lignage s'interrompt au XV^e siècle ou encore des membres de la « nouvelle noblesse » qui gagnent parfois la confiance, la « privauté » du monarque. La tendance générale paraît être celle d'une « aristocratisation » qui donne au groupe sa cohérence et à laquelle participent les membres de la famille royale.

Les ecclésiastiques sont nombreux à la cour et, à l'étude détaillée des membres de la chapelle royale, en partie influencée par le modèle anglais, s'ajoute celle des prélats qui exercent des fonctions diverses, auxquelles les prédisposent leur formation en droit. La cour accueille aussi d'innombrables officiers (trésoriers, *reposteiros-mores*, *veedores da fazenda*, *contadores*, écrivains, conseillers, juges, *rege-*

dores, etc.) qui, dans l'ensemble, s'enrichissent au cours du XV^e siècle, et que côtoient des marchands, des artisans spécialisés (tailleurs, chasseurs, selliers, joailliers, vétérinaires, peintres, ouvriers du bâtiment, épiciers, musiciens, *monteiros*, artisans du métal, etc.), des juifs et des musulmans. La cour est ainsi une société autonome, dynamique et spécifique.

Dans un troisième chapitre, R. Costa Gomes s'attache à la définition des mots qui indiquent les rapports entre les membres de la cour et le roi, et entre les membres eux-mêmes, au sein d'une hiérarchie et d'une interdépendance que matérialisent les notions de *criado* (éduqué à la cour), *morador* (permanent à la cour) et *vassalo* (lié personnellement au roi), et qui correspondent souvent à un type de rémunération : *casamento*, *moradia*, *soldada*, *acostamiento*. La patrimonialisation des offices, notable à la fin du Moyen Âge, entraîne la nomination de lieutenants et donc une séparation entre le détenteur de l'office et celui qui l'exerce effectivement, séparation dont le contrôle échappe souvent au roi. Parallèlement, la cour est le résultat d'une organisation et d'une dynamique spécifiques des rapports sociaux, dans lesquels les questions du patronage, du clientélisme, du rôle des largesses et des grâces royales – définies en particulier dans le *Virtuosa Benfeitoria* (c. 1420) – sont magistralement analysées. Au terme d'un bref coup d'œil aux autres cours, celles des infants et des reines, il apparaît que la *criação* et le service sont les mécanismes fondamentaux qui expliquent et le recrutement curial et la stabilité de sa physionomie sous chaque règne.

L'itinérance de la cour, qui suppose une organisation extrêmement complexe afin qu'elle se déroule dans les meilleures conditions possibles, est, pour l'auteur, une nécessité politique. Les rois de Portugal semblent avoir favorisé le centre de leur royaume, en particulier les villes de Lisbonne, Santarem, Evora et Coïmbre, et se sont fait construire ici et là, dans ou à côté des forteresses et des monastères, de véritables palais. De même, enfin, qu'il existe un « espace » de la cour, il existe un « temps » de la cour, fait d'usages, de cérémonies et de rituels qui contribuent à la construction de la royauté et symbolisent les liens qui unissent le souverain à ses prédécesseurs, à l'ordre natu-

rel et social, et à son royaume. L'avènement au pouvoir, les obsèques du roi, les mariages et les baptêmes royaux, ainsi que l'organisation de la vie quotidienne et une série d'événements spécifiques tels que les entrées royales et la réunion des Cortes tendent, au travers des cérémonies auxquelles ils donnent lieu, à offrir l'image ordonnée d'un monde qui se conçoit comme un lien harmonieux entre le passé et le présent, entre le roi et le cosmos.

Cette étude de la cour comme organisme social et mode de vie, image idéale d'une société consommatrice qui isole progressivement le roi mais permet l'exercice de son pouvoir, est complétée par une longue bibliographie et un index des noms, des termes spécifiques, des thèmes et des lieux cités.

Avec ce livre, R. Costa Gomes offre à la fois une étude de la cour portugaise et un modèle pour l'étude des cours médiévales. Les critiques qui pourraient être faites portent sur certaines interprétations, ou sur des points de détails, et n'ôtent rien à l'immense qualité d'un ouvrage dans lequel l'analyse minutieuse des sources s'allie harmonieusement à une réflexion théorique solidement étayée. Il est difficile de reformuler cette étude sans poser désormais un regard neuf sur le principe et les mécanismes des cours royales médiévales ou modernes.

ADELINÉ RUCQUOI

Lisa Wolverton

Hastening Toward Prague:

Power and Society in the Medieval Czech Lands

Philadelphie, University of Pennsylvania

Press, 2001, 406 p.

Lisa Wolverton étudie les dynamiques du pouvoir pendant la période 1050-1200 dans les territoires tchèques, en s'appuyant sur diverses sources : chroniques, chartes, vies de saints et numismatique. La première partie de son livre examine la structure du pouvoir ; dans la seconde, l'auteur analyse les stratégies et l'interaction politiques, et déclare qu'en dépit des changements fréquents des ducs et de la violence des XI^e-XII^e siècles, on ne peut pas qualifier cette période de l'histoire tchèque

d'anarchie politique. Elle affirme que les ducs et les hommes libres expérimentaient un équilibre de pouvoir à travers diverses stratégies.

Le pouvoir ducal, bien que fort, n'était pas sans bornes. Le duc était seul propriétaire des châteaux, dont il confiait le maintien à des châtelains qui pouvaient être remplacés à son gré. Les forêts non habitées appartenaient aussi au duc. Il pouvait également mettre la main sur des terres confisquées ; les cas de magnats emprisonnés, exilés ou exécutés sont nombreux dans les sources narratives. La quantité des terres à la disposition du duc dépassait largement celle disponible pour les hommes libres. En plus, il possédait les revenus des droits de juridiction, impôts, péages et monnayage, avait également le droit d'imposer aux libres le service militaire ainsi que les corvées destinées à bâtir des châteaux. Mais la coutume freinait ses droits, ainsi que l'action des hommes libres. En dernière analyse, le duc était un guerrier, à la tête de l'armée qu'il conduisait : la lance, la banderole, le bouclier étaient partie intégrante de l'iconographie ducal. Un duc faible ne pouvait donc pas rester sur le trône.

L. Wolverton affirme qu'on ne peut pas comprendre le fonctionnement du pouvoir sans étudier le contexte socio-politique. Les membres de la famille Přemyslide partageaient le charisme dynastique, mais pas les propriétés du duc ; ils pouvaient devenir des prétendants dangereux avec le soutien des libres. Ces derniers étaient non seulement les sujets et guerriers du duc, mais aussi un frein effectif à son pouvoir par leur rôle dans la détermination de la succession. Tous les libres possédaient des terres qu'ils pouvaient hériter ou vendre ; la norme était la division de l'héritage entre plusieurs héritiers. La propriété terrienne était donc dispersée, bien que quelques familles commencèrent à consolider leurs terres au XII^e siècle. L. Wolverton montre qu'il n'existait pas d'élite fermée et héréditaire, ni de titres fixes. Elle rejette également le modèle de la *družina* jugé inutile pour expliquer le système politique. Les sources font mention de *nobiliores*, de *primates*, des catégories fluides plutôt que des titres rigides. Les ducs pouvaient élever, et aussi remplacer, les libres aux offices de la cour. Une condition de la mobilité sociale était

l'obtention de la faveur du duc. En l'absence de différence, sur le plan légal, entre les propriétaires qui possédaient de grands domaines et ceux qui avaient de petites propriétés, la seule distinction existante était celle entre libres et non-libres. C'est seulement à la fin du XII^e siècle que les magnats commencèrent à se transformer en une noblesse héréditaire.

L'interdépendance du duc et des libres est examinée à travers des exemples détaillés des événements politiques. L. Wolverton explique les cas fréquents de violences, partie comme une stratégie de gouvernement par les ducs, partie comme un moyen de résistance pour les libres qui, à travers leurs actions communes, se forgeaient une communauté. Au cœur du conflit était la succession, après 1055 par droit de *senioritas*. La Moravie, apanage des membres de la dynastie Přemyslide, devint le centre des révoltes. Bien que sujet du duc des « Terres tchèques », et nommé et remplacé par lui, le pouvoir du duc de Moravie à l'intérieur de son duché était, sous l'angle pratique, de plus en plus égal à celui du duc. Ainsi s'éclairent les relations entre duc et empereur dans ce contexte d'interaction politique. L. Wolverton démontre par une analyse soignée l'autonomie complète du duc dans les terres tchèques, et éclaire la dynamique entre les deux pouvoirs. Ce n'était pas l'empereur qui intervenait dans les affaires tchèques, mais le duc qui s'appuyait sur l'empereur contre les libres pour soutenir son pouvoir. L. Wolverton relie la recherche du rang royal par les ducs au souci d'assurer le pouvoir et la succession contre les libres par la primogéniture, mais n'explique pas quels changements amenèrent les libres à accepter, à la fin du XII^e siècle, ce qu'ils avaient refusé encore au milieu de ce siècle : le nouveau type de succession.

La position de l'auteur, selon laquelle l'Église était marginale dans la structure et la dynamique du pouvoir dans les Terres tchèques et se trouvait largement indépendante du pouvoir ducal, est contestable. D'une part, les clercs faisaient partie des assemblées politiques et les prélats se mêlaient à la vie publique. D'autre part, c'est un duc, Vratislav, qui créa le deuxième diocèse, l'évêché d'Olomouc, dans les années 1060, contre la résistance de l'évêque de Prague ; les fondations ecclésias-

tiques et l'imposition des règles chrétiennes fut l'œuvre des ducs. Ils avaient aussi une influence importante dans l'élection des évêques et étaient les protecteurs de l'Église. Bien que les institutions ecclésiastiques aient possédé des terres et que, sous l'influence du droit canon, les prélats de la seconde moitié du XII^e siècle aient milité contre l'intervention laïque, le duc ne se mêlait pas, en temps normal, des affaires ecclésiastiques internes et quotidiennes ; l'Église n'était pas plus indépendante dans les Terres tchèques qu'ailleurs en Europe à cette époque.

Le point fort de l'analyse de L. Wolverton est le chapitre sur l'image ducal. Manipulant la dévotion populaire, les ducs Přemyslides se sont associés à saint Václav (vers 929), sacralisant ainsi leur pouvoir : sur leurs monnaies et sceaux, le saint duc apparaît d'un côté, tandis que sur l'autre est frappé l'image du duc régnant. L. Wolverton examine minutieusement les changements du programme iconographique : Václav est représenté d'abord comme martyr avec une croix, puis de plus en plus comme guerrier et duc, avec lance, banderole et bouclier. Le parallèle iconographique se fit plus explicite, jusqu'à procurer des représentations identiques, où seule une inscription pouvait indiquer la différence entre l'image du saint et celle du duc.

Ce livre, bien écrit et témoignant d'une recherche soignée, sera précieux pour ceux qui étudient l'histoire tchèque, et la lecture des chapitres sur la manipulation du culte de Václav et sur l'interaction avec l'autorité impériale bénéficiera à tous ceux qui s'intéressent au fonctionnement du pouvoir médiéval.

NORA BEREND

Brigitte Beaujard

Le culte des saints en Gaule. Les premiers temps.

D'Hilaire de Poitiers à la fin du VI^e siècle

Préface d'André Vauchez

Paris, Le Cerf, « Histoire religieuse de la France-15 », 2000, iv-613 p.

L'ouvrage de Brigitte Beaujard offre, en première partie, un parcours chronologique général du culte des saints, de son apparition en Gaule à la stabilisation d'une littérature hagio-

graphique indissociable de cette évolution. L'ensemble est abordé à partir de grandes figures emblématiques et replacé dans le contexte politique ou religieux de chaque période.

Avant le ^v^e siècle, en Gaule, le culte des saints se situe encore dans une sorte de proto-histoire ; alors qu'il existe déjà en Orient, il se définit progressivement par la différenciation entre sainteté et martyr. L'œuvre d'Hilaire de Poitiers est alors essentielle, à une époque où les querelles christologiques sont encore vives. Dans la seconde moitié du ^{iv}^e siècle, la dévotion envers les saints reste du domaine privé et les patronages semblent personnels. C'est Victrice de Rouen qui, le premier, justifie de manière théorique, le culte des saints en Gaule. Progressivement écartées de leur contexte funéraire primitif (tombe du saint), les reliques, par leur lien avec l'autel et l'eucharistie, donnent à la vénération des saints une tonalité particulière.

Dans la première moitié du ^v^e siècle, une nouvelle conception s'élabore à partir des monastères provençaux, privilégiant dans l'accession à la sainteté l'ensemble de la vie – et non plus seulement la mort – de l'individu. Le culte des saints est alors orchestré par l'évêque dans sa cité. Le saint apparaît comme un modèle pour tous et le patronage devient collectif. Dans la seconde moitié du ^v^e siècle, il acquiert une dimension civique et politique, permettant d'assurer la cohésion de la cité en des temps troublés, voire de promouvoir le catholicisme au détriment de l'arianisme. La piété martinienne à Tours s'inscrit dans ce contexte tandis que fleurissent les saints locaux, honorés comme défenseurs de la cité.

Le paysage monumental se transforme *extra muros*, formant un saint rempart de basiliques, en même temps qu'émerge la littérature hagiographique. Au ^{vi}^e siècle, de nouvelles conditions politiques (suprématie franque) et religieuses (prééminence du catholicisme) favorisent une expansion du culte des saints soutenue par les rois et les évêques. La promotion du culte passe par des inventions, des élévations, des translations de reliques et par la construction d'écrans monumentaux, les basiliques, pour les accueillir. La vénération des saints est entretenue aussi par la rédaction de *Vitae* ou de *Miracula* qui donnent vie à ces morts très spéciaux.

La seconde partie du livre, à partir du chapitre ^{iv}, privilégie une approche thématique qui reprend, non sans parfois quelques redites inévitables, les exemples déjà évoqués sous des angles différents. L'auteur décrit la floraison de la littérature hagiographique, cultivée par les meilleurs auteurs du temps dans une optique à la fois liturgique et pastorale, qui donne l'image d'une sainteté efficace sur terre. Ainsi, que l'on se place dans le cadre de véritables « cycles hagiographiques » ou dans la production de grands auteurs, on ne peut qu'être frappé par l'unité des thèmes (le saint sauveur de sa cité, missionnaire fondateur ou vengeur des offenses). La Gaule se peuple progressivement de saints autochtones ou étrangers, présents tout entiers dans leurs reliques, dont l'efficacité réside dans l'intercession ; la Gaule, en cela, ne se démarque guère du reste de la chrétienté latine du temps, si ce n'est par la primauté absolue accordée à saint Martin.

Les relations entre le saint et ses fidèles se calquent sur le modèle relationnel de l'aristocratie du temps ; dans ce cas précis, amitié et patronage sont noués après la mort terrestre du saint, par une sorte de contrat impliquant son *auxilium* en échange des dons et de la foi des fidèles. Ces derniers construisent sur le corps, autour des reliques ou en l'honneur du saint des basiliques dont la forme semble varier à l'infini. Malgré la rareté des vestiges archéologiques et l'imprécision des textes, on peut observer également la genèse de véritables quartiers autour de ces basiliques, dont la desserte et la gestion dépendent en grande partie de l'évêque. Son rôle de patron de la cité (parfois en concurrence avec le comte) s'appuie d'ailleurs sur les interventions surnaturelles rapportées dans les textes hagiographiques. Par une conquête du temps (calendriers liturgiques) et de l'espace (culte stationnal ou pèlerinages), le culte du saint structure progressivement la vie de la cité.

Ce rapide tour d'horizon ne permet pas de révéler toute la richesse de cet ouvrage dont le thème était complexe à appréhender, du fait des sources disponibles. L'auteur a fait appel à une typologie variée allant du texte hagiographique aux vestiges archéologiques en passant par la liturgie ou l'épigraphie. Un tel exercice, difficile, est rendu plus périlleux encore pour ces périodes anciennes où chaque

source est partielle, fragmentaire et rare. En outre, écartant volontairement toute source jugée postérieure au VI^e siècle pour éviter les risques d'anachronisme, l'auteur s'est privée des informations complémentaires qu'aurait pu apporter une prudente méthode régressive. La méthode choisie est cependant parfaitement légitime, d'autant que l'auteur décrit fort bien la logique de rédaction hagiographique, œuvre d'actualité, liée à la fixation tardive d'une tradition souvent difficile à assurer. Dès lors, tout témoignage non contemporain est à prendre avec prudence.

On ne doit donc pas voir dans ces remarques une véritable critique, mais plutôt une précision concernant les limites d'un livre que son titre général pourrait faire oublier. L'ouvrage traite bien du culte des saints, mais à partir essentiellement des grandes figures humaines et littéraires qui ont marqué son histoire. La périodisation de la première partie reflète une lecture avant tout politique de cette dévotion. La présentation chronologique engage le lecteur à oublier d'éventuelles résistances et à adopter une conception linéaire écrite par ceux qui avaient besoin des saints dans le gouvernement de leur cité, les évêques. La réalité quotidienne du culte et son impact auprès des fidèles (en particulier dans le monde rural) comme l'existence d'autres formes possibles de dévotion ne sont donc pas évoquées. Enfin, l'économie générale de l'ouvrage interdit de se faire une idée claire du développement particulier de quelques cultes importants, notamment celui de saint Martin à Tours, dont les grandes étapes sont disséminées au fil de la lecture. Mais l'auteur, manifestement, a souhaité éviter la juxtaposition de monographies ; au risque de perdre parfois son lecteur dans les méandres de dossiers dont il n'est pas familier, B. Beaujard a pris le parti de la synthèse. Il ne faut donc chercher dans cet ouvrage que ce qu'il souhaitait proposer : un tour d'horizon général de la forme et des enjeux politiques du culte des saints en Gaule entre le IV^e et le VI^e siècle à partir de sources strictement contemporaines. Le lecteur saura apprécier la richesse des analyses et l'ampleur de la documentation rassemblée dans ce livre savant et bienvenu.

Bonnie Effros

Merovingian Mortuary Archaeology and the Making of the Early Middle Ages
Berkeley-Los Angeles-Londres,
University of California Press,
« The Transformation of the Classical
Heritage-25 », 2003, XVIII-272 p.

Sans doute ne faut-il pas chercher dans l'ouvrage de Bonnie Effros une véritable synthèse sur l'archéologie funéraire mérovingienne : elle serait en effet fort incomplète, négligeant l'apport des travaux de terrain les plus récents réalisés en particulier dans le cadre de l'archéologie préventive, d'accès certes malaisé mais néanmoins indispensables pour renouveler véritablement la question. L'intérêt majeur du livre, qui s'appuie avant tout sur des études d'ensemble ou des monographies classiques, est de décortiquer l'arrière-plan idéologique des publications qui se sont succédé sur ce sujet depuis le XVII^e siècle jusqu'à ces dernières années et de mesurer l'impact d'une tradition ancienne avec laquelle doivent composer les historiens du haut Moyen Âge.

Les deux premiers chapitres exposent les enjeux des « fouilles » mérovingiennes réalisées au cours des siècles. La recherche et la découverte de tombes royales au Moyen Âge ou à l'époque moderne contribuent ainsi, en leur temps, à la légitimation du pouvoir du souverain. Ailleurs, c'est la réforme monastique qui se nourrit, au XVII^e siècle, d'une « archéologie » hagiographique. Les implications politiques – au sens large – d'une telle démarche sont sensibles encore pendant et après la Révolution française, quand les sépultures royales font l'objet, tour à tour, de pillages et de destructions, puis d'une élévation au rang de souvenir d'un temps qu'on espère révolu.

L'avènement de l'archéologie mérovingienne comme discipline scientifique au XIX^e siècle n'empêche pas de donner lieu à des dérives idéologiques liées en particulier, dans le cadre du réveil des consciences nationales avant la Première Guerre mondiale, aux considérations racistes de la recherche ethnique. Le développement parallèle de l'ethnographie entraîne également une relecture des vestiges du haut Moyen Âge privilégiant l'opposition entre le monde sauvage – entendez barbare ou

païen – et la civilisation. L'apparition, dans la première moitié du ^{xx}^e siècle, de réflexions sur les implications économiques, juridiques ou spirituelles des dépôts funéraires ne remet pas fondamentalement en cause l'idée – largement et durablement relayée par Édouard Salin – de rites funéraires marqueurs d'identité ethnique. Malgré les efforts, dans les vingt dernières années, de divers chercheurs pour montrer l'extrême complexité de la situation et l'impossibilité de réduire l'analyse à une explication unique, l'idée est tenace.

Il sera donc utile d'avoir à portée de main une telle synthèse historiographique. On peut toutefois regretter qu'elle ne concerne que les méthodes d'interprétation et non celles du travail de terrain, pourtant déterminant en ce qui concerne l'acquisition des données. Du déblaiement de cent cinquante sépultures en trois jours à Civaux au ^{xviii}^e siècle à la minutie des anthropologues d'aujourd'hui, il y a un gouffre. Il reste d'ailleurs sans doute beaucoup à écrire sur le remplacement de l'idéologie par la fascination de la technique... On aurait pu attendre, au terme d'un parcours historiographique aussi riche qu'évocateur, quelques lignes au moins sur le contexte actuel de la recherche, voire des propositions méthodologiques prospectives permettant au lecteur de penser que « The Making of the Early Middle Ages » est loin d'être achevé.

Le troisième chapitre laisse une impression identique. En se fondant sur divers exemples connus, B. Effros passe en revue les possibilités d'interprétation du matériel funéraire comme expression de l'identité personnelle, insistant surtout sur son caractère symbolique (correspondant à un statut idéalisé du défunt) et sur la diversité des coutumes, dans le temps et dans l'espace. Ce problème est accru par le fait qu'aucun cimetière mérovingien même entièrement fouillé (ce qui est rare) ne peut refléter de manière exhaustive la composition d'un groupe humain. Tout essai d'analyse de la répartition du mobilier funéraire par statut, par âge ou par sexe est donc voué par nature à rester suggestion et non pas certitude. Dans ces conditions, dont elle décrit tenants et aboutissants, B. Effros propose non une véritable synthèse mais un vaste tour d'horizon des pratiques funéraires de l'époque, des formes courantes à d'autres plus originales.

Reprenant des catégories déjà établies par ailleurs, le parcours thématique proposé interdit de se faire une idée chronologique ou géographique claire. La période couverte – qui va de la fin du ^v^e au début du ^{viii}^e siècle (soit près de deux cent cinquante ans et plus de dix générations) – semble s'imposer d'elle-même. Le lecteur aurait cependant aimé comprendre en quoi elle se démarque des époques antérieure et postérieure, peut-être aussi d'y percevoir des évolutions générales. De même, la géographie semble conçue de manière un peu floue. La seule carte présentée (avec une erreur pour Civaux, placé près de Vienne en Isère et non dans la Vienne, près de Poitiers) est à ce titre évocatrice : localisant neuf sites seulement alors que l'ouvrage en cite près d'une cinquantaine, elle utilise un fonds de carte physique et non historique. Pas plus que dans le texte, on ne peut donc y discerner les caractéristiques culturelles des différentes régions embrassées. La supposée cohérence du temps et de l'espace, implicite dans le terme de « Gaule mérovingienne », n'est sans doute pas aussi évidente qu'il y paraît à première vue et s'oppose aux propos de l'auteur sur la diversité – bien réelle – des situations.

Le même problème se présente dans le quatrième et dernier chapitre, consacré à la topographie funéraire et à la hiérarchie communautaire dont elle pourrait refléter l'image. Le fonds du discours de l'auteur continue à privilégier la souplesse dans l'analyse et la circonspection dans l'interprétation pour comprendre, au cas par cas, l'éventuelle hiérarchie entre les modes d'ensevelissement (avec une attention particulière portée aux sarcophages) ou entre les sites (petite nécropole indépendante, cimetière en rangée, réutilisation d'un site antique...). Le titre du chapitre, « The Visual Landscape », fait référence à la description des marques de surface, épitaphes, stèles anépigraphes, voire vastes *tumuli* ou petits monuments de bois ou de pierres érigés parfois sur une tombe privilégiée. Au terme d'un parcours de près de deux cents pages, sept seulement sont consacrées aux églises funéraires des élites, et aucune aux sites d'habitat qui ont pourtant révélé l'existence, dès l'époque mérovingienne, de cimetières regroupés autour d'un édifice religieux, donnant plus tard naissance à la paroisse et au village.

Un tel manque, d'autant plus regrettable que cette approche est la seule à pouvoir renouveler durablement l'archéologie funéraire mérovingienne, montre que B. Effros s'inscrit dans une conception très « traditionnelle » de l'archéologie, une archéologie des élites, une archéologie de l'objet, presque une archéologie de cabinet. Cet ouvrage ne remplacera pas la *Civilisation mérovingienne* de É. Salin et n'empêchera pas la publication d'autres travaux de synthèse sur l'archéologie funéraire du haut Moyen Âge. Mais, pour qui souhaite travailler sur cette époque, il sera indispensable à lire pour en tirer la leçon et éviter, à l'avenir, de perpétuer les idées dépassées, voire dangereuses, qu'il dénonce.

CÉCILE TREFFORT

Bonnie Effros

Caring for Body and Soul. Burial and the Afterlife in the Merovingian World
Pennsylvania, The Pennsylvania
University Press/University Park, 2002,
255 p.

Les usages funéraires du haut Moyen Âge ont suscité de nombreuses recherches depuis les vingt dernières années : Bonnie Effros tente ici de réinterpréter l'ensemble du matériel archéologique et des sources écrites concernant les rituels funéraires entre ^v^e et ^{viii}^e siècle. Un des obstacles majeurs à la compréhension de ces rituels réside dans le fait que les funérailles étaient, à l'origine, de la seule responsabilité des familles. Dans les premiers temps du christianisme, le clergé ne jouait qu'un rôle mineur, comme le montre le peu d'éléments liturgiques concernant les funérailles dans le monde pré-carolingien. L'objectif de B. Effros est tout d'abord d'examiner ces pratiques à travers les sources écrites, les épitaphes et le matériel archéologique sans poser l'hypothèse d'une « christianisation de la mort ». L'évolution des rituels funéraires entre le ^v^e et le ^{viii}^e siècle ne résulte pas, selon l'auteur, d'un mouvement qui ferait des habitants de la Gaule de « meilleurs chrétiens », mais de la promotion par le clergé de certaines familles de puissants exprimant par ces nouveaux rituels leur statut et leur identité. Du mobilier funéraire et des épitaphes

gravées qui étaient jusqu'alors les éléments essentiels du rituel, on passe, au ^{viii}^e siècle, à la fondation d'églises funéraires et aux rituels liturgiques commémoratifs qui sont l'investissement le plus notable réalisé par les élites : ainsi observe-t-on la grande capacité d'adaptation et de flexibilité du christianisme occidental, qui permet le développement de nouvelles pratiques, pas seulement instituées par le clergé, mais qui répondent aussi à la demande des populations – pour le moins à la demande des élites.

Pour soutenir cette démonstration, B. Effros examine successivement les sources écrites concernant les dépôts funéraires, pratique qui n'a jamais été condamnée par le clergé mérovingien, la législation concernant la transmission des biens meubles et la protection des tombes, les témoignages épigraphiques dans les villes et les campagnes qui ont progressivement disparu dans le courant du ^{vii}^e siècle. L'auteur retrace ensuite l'évolution de la conception même de la mort chrétienne entre le ^v^e et le ^{viii}^e siècle, en insistant notamment sur l'apparition des visions et sur les témoignages hagiographiques qui racontent les tourments auxquels sont voués les pêcheurs. Cette nouvelle angoisse de la mort se marque dans des choix qui vont de l'importance donnée à la sépulture elle-même à la fondation liturgique commémorative, qui suppose la donation de biens meubles et immeubles à l'Église dès le ^{vii}^e siècle. Mais ce n'est qu'au début de la période carolingienne que les clercs essaient d'obtenir le droit d'administrer toutes les cérémonies des funérailles : ils établissent ainsi leur contrôle sur des rites qui étaient auparavant organisés par le groupe familial. L'exemple le plus probant est celui de la disparition de l'épitaphe au profit d'une nouvelle forme de commémoration liée à la messe : la récitation des noms des défunts inscrits dans les *Libri memoriales*. On observe donc que l'ensemble des manifestations se déplace vers l'autel au détriment de la sépulture et devient ainsi le monopole des clercs, seuls habilités à les accomplir. Forme désormais dominante de la commémoration des défunts, ces rites promeuvent du même coup le statut clérical en suggérant que seul le clergé détermine l'appartenance du défunt au royaume céleste.

Le livre de B. Effros, dont la qualité de la réalisation matérielle éditoriale doit être souli-

gnée, est foisonnant d'exemples pris dans les sources et ouvrant de nombreuses pistes de réflexion. Néanmoins ce foisonnement est parfois nuisible à la lisibilité du propos, souvent redondant, et dont la construction n'est pas toujours identifiable à la première lecture. Il y a lieu, en outre, de discuter certains points : 1) on ne peut pas réduire le problème des donations à l'Église au seul souci de la commémoration (pp. 200-202). Ces donations sont parties intégrantes de stratégies familiales qui, certes, laissent toute leur place au souci des morts et à la mémoire des défunts, mais servent aussi à renforcer la cohésion du groupe familial en empêchant notamment l'éclatement du patrimoine et, de ce fait, aboutissent à l'élévation de certaines familles aux dépens d'autres, comme Régine Le Jan l'a montré¹ ; 2) il semble bien difficile de considérer que le manque de témoignages écrits concernant la liturgie des funérailles avant le VII^e siècle nous informe sur l'importance ou non des prêtres chrétiens dans ces cérémonies (pp. 140-142) : d'une part, en raison du très petit nombre de témoins liturgiques de cette période parvenus jusqu'à nous, ainsi que l'a déjà noté Yitzhak Hen², d'autre part, en raison de l'absence de toute liturgie unifiée avant l'époque carolingienne, ce qui suppose, certes, que la forme même des cérémonies et des prières étaient variables d'une région à l'autre (p. 170), mais ce qui n'induit pas que, de ce fait, les prêtres en étaient plus ou moins exclus ; 3) enfin, le caractère pénitentiel de la mort et l'importance rituelle du prêtre conférant au mourant le viatique remonte bien en deçà du VII^e siècle (p. 171) puisque cette pratique est attestée en Gaule dès le V^e siècle, comme Éric Rebillard l'a montré³.

On trouvera donc dans le livre de B. Effros un matériel remarquable et des hypothèses qui conduisent finalement à insister encore davantage sur l'importance de l'époque carolingienne comme moment décisif de la prise en charge des morts par une Église constituée désormais comme un ordre à part entière.

GENEVIÈVE BÜHRER-THIERRY

1 - RÉGINE LE JAN, « Monastère de femmes, violence et compétition pour le pouvoir dans la Francie du VII^e siècle », in R. LE JAN, *Femmes, pou-*

voir et société dans le haut Moyen Âge, Paris, Picard, 2001, pp. 89-107.

2 - YITZHAK HEN, *Culture and Religion in Merovingian Gaul, A. D. 481-751*, Leyde, E. J. Brill, 1994.

3 - ÉRIC REBILLARD, « La naissance du viatique : se préparer à mourir en Italie et en Gaule au V^e siècle », *Médiévales*, 20, 1991, pp. 99-108.

Steffen Patzold

Konflikte im Kloster. Studien zur Auseinandersetzungen in monastischen Gemeinschaften des ottonisch-salischen Reichs
Husum, Matthiesen Verlag, Historische, « Studien-463 », 2000, 426 p.

Les historiens se sont beaucoup penchés, récemment, sur les conflits à l'intérieur de la société laïque ainsi que sur les disputes entre aristocrates et institutions ecclésiastiques, et ils les ont largement conceptualisés. Lorsqu'il s'agit du haut Moyen Âge, rien d'équivalent n'existe pour la sphère monastique (les époques ultérieures ont été travaillées mais, caractérisées par la présence d'ordres fortement institutionnalisés, elles ne peuvent fournir un modèle généralisable à un monde décentralisé). Ce bel ouvrage, consacré aux conflits internes aux monastères dans l'espace allemand des X^e-XI^e siècles, fait plus que combler un vide en étendant la problématique à un nouveau domaine ; il remet en question les importants modèles élaborés pour la sphère laïque, en particulier ceux proposés depuis quinze ans par Gerd Althoff et sa désormais nombreuse école. La comparaison entre les milieux monastiques et laïques permet aussi de tester certaines hypothèses assises sur le postulat d'une forte empreinte de l'oralité sur la culture politique. Nous laisserons de côté cet aspect de l'ouvrage.

Le livre vaudrait la lecture rien que pour le seul panorama détaillé des historiographies du monachisme et des conflits qui l'ouvre, passant en revue les modèles proposés par les écoles française, allemande et anglo-saxonne. La partie centrale est consacrée à une analyse fine de huit cas de conflits, cinq opposant un abbé à son convent, trois autres, des moines appartenant à une même institution. Les sources narratives qui en font le récit sont utilisées à plat, comme si elles décrivaient la réalité du

temps (ou tout du moins comme si elles imaginaient des scénarios dotés de vraisemblance, étant donné la culture politique contemporaine). Pour une critique constructive des modèles proposés par des historiens qui emploient le même genre de lecture des documents, cette approche est adéquate. Une dernière partie, synthétique, déroule soigneusement – trop lentement peut-être pour certains lecteurs – toute une série de conclusions. L’auteur souligne combien les conflits, que les institutions concernées n’avaient guère d’intérêt à rapporter dans la mesure où ces chahuts ternissaient leur réputation, devaient être fréquents. Ils étaient perpétués en particulier par le système changeant de rapports sociaux que tout monastère, au travers principalement de ses membres, entretenait avec son environnement. Le conflit fait donc partie de l’essence du monachisme altimédiéval, même si cette réalité va à l’encontre des normes et valeurs enchâssées dans les règles et coutumiers, et dans l’auto-représentation de l’institution. Plus encore, les auteurs monastiques trahissent combien la violence contre un abbé ou d’autres moines leur semblait évidente ou légitime quand la cause était juste. La lettre de la *Règle de Benoît*, qui rejette le recours à la force, ne semble pas avoir constitué sur ce point un carcan normatif écrasant. Les normes sont connues, mais ce n’est pas leur invocation qui amène à la résolution d’un conflit. Comme dans les disputes impliquant des laïcs et des ecclésiastiques analysées par Stephen D. White pour la France de l’Ouest, et plus récemment par Warren Brown pour la Bavière, les dispositions écrites normatives ne semblent avoir été pour la conduite et la résolution des conflits qu’une ressource parmi d’autres, une « carte à jouer », donc à parier, parmi d’autres¹. Comment comprendre que les normes monastiques soient apparemment bafouées ? Steffen Patzold propose d’envisager qu’elles ne sont pas lues selon la lettre ; Heinrich Fichtenau aurait dit qu’elles étaient contredites par d’autres normes car tout individu appartient à plusieurs « ordres de vie ». Selon l’auteur, même les voies que la modernité qualifierait de juridiques – l’appel au supérieur, au seigneur propriétaire ou avocat de l’institution, à l’évêque, au prince ou au pape – sont employées dans le désordre ou, pire, simulta-

nément. C’est en particulier le cas des actes violents. Les violences peuvent avoir lieu à n’importe quel moment du conflit – et pas seulement à titre d’ouverture pour déclarer son hostilité (comme dans la Styrie et la Carinthie telles que les peint Otto Brunner) ou en fin de partie, après échec de toutes médiations.

Sur la base de ces cas intra-monastiques, S. Patzold remet en cause plusieurs thèses. Les puissants (dont le roi) ne reculaient pas devant les actes violents pour mettre un terme à une dispute entre moines. Puisque ces derniers provenaient de familles souvent très nobles, sur la solidarité desquelles ils pouvaient compter, il est difficile d’accepter *a fortiori* que les rois s’interdisaient la force – que ce soit en dernier ou en premier recours – pour pacifier les aristocrates laïques ou les ramener dans leur obédience. Cette observation (ainsi que le fait que les accords amiables ne mettent pas toujours un terme à une dispute intra-monastique) va à l’encontre ce que pensent Fredric Cheyette, S. D. White, G. Althoff et d’autres (dont nous sommes), qui ont souligné le primat, dans la culture politique du temps, du désir de parvenir au consensus. C’est une autre thèse de G. Althoff que le règlement des conflits passe par une mise en scène rituelle, négociée à l’avance par les deux parties. S. Patzold, quant à lui, avance que certains de ces gestes rituels ne sont pas ainsi planifiés de manière concertée. Ils sont parfois préparés par un seul camp et déclenchent la réaction spontanée de l’autre. Les sources montrent plus souvent les médiateurs, dont le rôle est important dans le modèle althoffien, harangant les parties en vue de la réconciliation que proposant des gestes pour sceller la paix. Enfin, le vaste degré de liberté que les agents semblent avoir dans le choix des « coups » à jouer et leur mise en séquence amène l’auteur à remettre en question les *Spielregeln* (règles du jeu) chères à G. Althoff. S’il y a de la « régularité » (*Regelmässigkeit*) dans les conflits intra-monastiques, elle est due aux structures sociales dans lesquelles les institutions monastiques s’encastrent. Elle n’est pas le fruit de règles, ni composée de comportements « conformes à des règles » (*regelgemäss*, pp. 333-335). La structure formée par les rapports de l’institution à son environnement détermine le cours du conflit, « régle dans la

praxis les formes de comportement des parties, fournit aux religieux les moyens et les voies pour mener la dispute, et influe profondément sur les chances de réussite des camps » (p. 253). Que tout monastère soit doté d'une telle structure, spécifique à chacun, explique la variabilité des scénarios de conflits, d'institution à institution ; variabilité dans le temps, pour une même institution, qui est aussi induite par l'effet des conflits sur l'environnement dans la mesure où ces disputes modifient en retour la structure.

On opposera à l'auteur que huit cas, même appuyés à l'occasion par d'autres, ne suffisent pas à établir, pour ainsi dire, l'irrégularité. Sur une base plus large, une régularité pourrait apparaître – ainsi, selon les analyses quantitativement plus assises de S. D. White (un peu plus de quarante cas sont détaillés), proposer l'ordalie est un « coup » qui amène généralement à la fin de partie. Enfin, S. Patzold admet que ses thèses sont proches de celles de l'école anglo-américaine. Mais on ne le suivra pas lorsqu'il reproche (guère énergiquement, il est vrai) à celle-ci de rapporter les modes de poursuite et de résolution des conflits à l'anarchie féodale ou aux conditions politiques caractéristiques d'une société acéphale. C'était le point de départ chez Patrick J. Geary en 1986² ; ce n'est plus le cas chez son élève Warren Brown en 2001. Entre les deux se situent les volumes des *Settimane* de Spolète sur la justice. Il ne s'agit ici que d'une petite rectification à un livre qu'étaye une très bonne connaissance de l'historiographie, et – surtout – qui est foisonnant d'idées.

PHILIPPE BUC

1 - WARREN BROWN, *Unjust Seizure: Conflict, Interest, and Authority in an Early Medieval Society*, Ithaca, Cornell University Press, 2001 ; STEPHEN D. WHITE, « Proposing the Ordeal and Avoiding it », in T. N. BISSON (dir.), *Culture of Power. Lordship, Status, and Process in Twelfth-Century Europe*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 1995, pp. 89-123.

2 - PATRICK J. GEARY, « Vivre en conflit dans une France sans État », *Annales*, 41-5, 1986, pp. 1107-1133.

**Sharon Farmer
et Barbara H. Rosenwein (éds)**

*Monks and Nuns, Saints and Outcast
Religion in Medieval Society:
Essays in Honor of Lester K. Little*
Ithaca-Londres, Cornell University Press,
2000, 249 p.

La carrière d'enseignant de Lester K. Little s'est déroulée au Smith College, un établissement réservé aux femmes. Son enthousiasme communicatif pour le Moyen Âge européen a suscité plusieurs vocations d'historiennes. Ce sont deux de ses anciennes élèves, Sharon Farmer et Barbara H. Rosenwein, qui lui offrent un volume cohérent de mélanges autour d'une approche culturelle de la religion médiévale.

Le parcours intellectuel de L. K. Little est caractéristique des grands courants historiographiques de la médiévistique américaine de l'après-guerre. Son premier livre, *Religious Poverty and the Profit Economy in Medieval Europe* (1978), s'inscrit dans les travaux d'une école libérale et anti-communiste qui mettait en exergue les tensions, mais aussi les rapprochements, entre morale chrétienne et culture proto-capitaliste. Son deuxième livre, *Liberty, Charity and Fraternity: Lay Religious Confraternities at Bergamo in the Age of Commune* (1988), se replace dans un courant inspiré de la sociologie de Erwin Goffman et influencé par les mouvements contestataires qui agiterent les campus américains des années 1970. À la suite des excellents travaux de Robert D. Trexler sur Florence, il s'agissait de faire le portrait d'une société qui se construit par le bas dans le foisonnement des rituels quotidiens, religieux et civiques et dans le bouillonnement associatif. Le dernier ouvrage de L. K. Little, *Benedictine Maledictions: Liturgical Cursing in Romanesque France* (1993), témoignait de la réception par l'école de médiévistique américaine de Clifford Geertz et, plus largement, de l'appétit pour l'anthropologie et son application au monachisme : les moines étant perçus comme une singulière tribu aux étranges rituels et le monastère comme un théâtre sur la scène duquel se révéleraient en miniature les tensions de l'époque. Cette approche novatrice a contribué à dépoussiérer l'histoire du monachisme telle qu'elle était pratiquée en Europe.

Un volume de mélanges reste nécessairement disparate. Mais l'on peut voir dans ce volume une photographie des différentes couches de l'historiographie nord-américaine. L'ensemble des contributeurs à ces mélanges travaille en effet aux États-Unis, hormis Luigi Pellegrini qui livre ici un article synthétique sur les mouvements religieux italiens féminins au XIII^e siècle. Robert Brentano constitue le représentant de l'ancienne génération. Il met ses talents de conteur et la qualité de son écriture au service de l'ermite Pierre de Morrone, futur Célestin V. Un bloc d'articles se rattache à « l'anthropologie monastique » pratiquée par L. K. Little, même si ses partisans évoluent aujourd'hui dans des directions diverses. Patrick J. Geary commente une notice célèbre du cartulaire de Saint-Victor de Marseille décrivant (*a posteriori*?) l'expulsion des Sarrasins du Freinet et les mutations politiques en Provence autour de l'an Mil. Barbara H. Rosenwein étudie avec minutie l'institution de la prière perpétuelle dans le monastère mérovingien d'Agaune et s'interroge sur son origine byzantine ou autochtone. Thomas Head analyse avec intelligence l'authentification des reliques au moyen de l'ordalie par le feu. Lisa Bitel décrit les malédictions dans l'hagiographie irlandaise. Les contributions de la génération montante de médiévistes nord-américains m'ont paru moins convaincantes. Les études du thème du baiser au lépreux (Catherine Peyroux), de la place des femmes scribes dans les manuscrits copiés dans deux monastères doubles allemands (Alison Beach), de la dédicace à Marie des mosquées converties en église dans l'Espagne de la *Reconquista* (Amy Remensnyder) apportent peu d'éléments neufs. L'article de Sharon Farmer sur la construction du *gender* dans quelques textes parisiens du XIII^e siècle est celui qui déçoit le plus, surtout après le bon souvenir de la lecture de son ouvrage sur la construction identitaire des communautés religieuses à Tours aux XI^e-XII^e siècles, où elle manifestait son talent d'historienne. La contribution de S. Farmer révèle en tout cas les ambiguïtés actuelles de la médiévistique américaine écartelée entre son attachement à l'Europe (terrain d'étude et lieu ultime de reconnaissance) et la nécessité de sacrifier aux divinités locales : saint post-moderne, saint post-colonial et sainte *gender*.

CHARLES DE MIRAMON

Javier Pérez-Embid Wamba

Hagiología y sociedad en la España medieval. Castilla y León (siglos XI-XIII), Huelva, Universidad de Huelva, 2002, 390 p.

Les spécialistes des textes hagiographiques du Moyen Âge savent que ce genre ne fut que peu cultivé par les habitants de la péninsule Ibérique. L'Espagne, dans ce domaine, fait figure de parent pauvre, une pauvreté qui témoigne en fait de l'existence d'une tradition qui recourt au droit et à l'histoire plutôt qu'au merveilleux ou au sacré.

Javier Pérez-Embid Wamba présente ici une synthèse des connaissances actuelles sur l'hagiographie médiévale dans le royaume de Castille, en contextualisant chacun des textes qu'il analyse afin de mettre en valeur les causes et les circonstances qui expliquent leur élaboration. Le volume est divisé en cinq chapitres principaux, introduits par un rappel des « sources » – le *Passionnaire hispanique*, publié et étudié par Ángel Fábregas Grau en 1959, et les calendriers des IX^e-XI^e siècles –, ainsi que par les récits des *translationes* de reliques vers des sanctuaires de l'Espagne septentrionale : saint Zoïl de Cordoue à Carrión, saint Isidore de Séville à León, saint Indalèce en Aragon, sans oublier les revendications du sanctuaire compostellan à abriter les restes de l'apôtre saint Jacques.

Le chapitre suivant aborde la production hagiographique et le culte des saints dans le milieu monastique. L'auteur passe ici en revue une série de centres, bénédictins pour la plupart, producteurs de textes destinés à rénover ou à créer un culte, que ce soit celui de l'abbé Dominique à Silos, d'Adelelmus à Burgos ou de l'évêque Rosendus à Celanova, et analyse à la suite trois monastères dont la production hagiographique ne parvint pas à développer le culte du personnage présenté comme saint. L'implantation des cisterciens est ici vue comme un tournant, bien qu'il semble que leur contribution au genre se soit limitée à l'éloge du fondateur du monastère de Benevívere, Diego Martínez de Villamayor.

J. Pérez-Embid Wamba analyse dans le chapitre suivant la production hagiographique des grands sièges épiscopaux : la revendication

d'Eugène et d'Ildephonse par Tolède, celle de son premier évêque, Pierre, par Osma, l'exaltation de saint Jacques à Compostelle, le culte des reliques à Oviedo et celui du centurion Marcel, d'Isidore de Séville et de Martín de León à León.

Les trois derniers chapitres de l'ouvrage sont consacrés à l'analyse détaillée de trois grandes compilations hagiographiques du XIII^e siècle : les *Vitae sanctorum* du dominicain Rodrigo de Cerrato qui organise son œuvre en fonction du cycle liturgique ; l'encyclopédie hagiographique en cinq volumes du chanoine Bernardo de Brihuega qui adopte une présentation chronologique, et les divers traités du franciscain Juan Gil de Zamora qui s'incline pour un ordre alphabétique. À l'exception de quelques textes de ce dernier, aucune de ces œuvres n'a encore fait l'objet d'une édition critique, et il faut remercier J. Pérez-Embid Wamba d'en offrir une description et une analyse détaillées.

L'un des principaux mérites de cet ouvrage est en effet de présenter au lecteur toutes les pièces connues du dossier et de les décrire longuement. Chaque texte mentionné est analysé, avec renvoi aux pages de l'édition utilisée ou aux folios du manuscrit étudié. De nombreux tableaux permettent en outre de visualiser rapidement le contenu des compilations hagiographiques, et de suivre l'auteur lorsqu'il compare entre eux deux textes ou deux auteurs. Une bonne connaissance de la typologie des sources permet en outre à celui-ci de situer immédiatement le texte dans un genre ou un autre.

Plus sujette à caution nous semble être la « contextualisation » que l'auteur tente afin de justifier l'inclusion de la « société » dans le titre de son ouvrage. Certaines lacunes bibliographiques, un apparent désordre dans la présentation des textes provenant des milieux monastiques – où l'on apprend que tel écrit est sans doute un apocryphe du XV^e ou du XVII^e siècle et que tel autre ne figure que dans l'une des grandes collections de la fin du XIII^e –, et une série de lieux communs – sur le rôle de Cluny en Espagne, sur la « monarchie féodale » et le féodalisme, ou encore sur l'influence bourguignonne dans la Castille de la fin du XI^e siècle, par exemple – limitent sans aucun doute la valeur des interprétations données par J. Pérez-

Embid Wamba dès qu'il abandonne l'étude stricte des textes. Il est vrai qu'il propose des dates pour certains d'entre eux, et des renseignements biographiques pour des auteurs relativement inconnus, propositions qui ne manqueront pas de susciter l'intérêt et peut-être le débat. Mais il est dommage, par exemple, qu'il n'ait pas tenu compte des travaux de Manuel C. Díaz y Díaz relatif à Cixila, du père Holthof sur saint Eugène, de Patrick Henriot sur Isidore à León, ou encore de Peter Linehan sur Lucas de Tuy, travaux qui lui auraient permis de nuancer certaines affirmations et d'enrichir sa propre analyse. Le lecteur regrettera par ailleurs que la bibliographie donnée en fin d'ouvrage ne reprenne pas l'ensemble des travaux cités en notes tout au long du texte, et ne donne que des titres concernant directement l'hagiographie : il s'agit peut-être d'impératifs éditoriaux.

Quoi qu'il en soit, J. Pérez-Embid Wamba ne s'est sans doute pas fixé comme objectif d'étudier les spécificités de l'hagiographie – qu'il appelle hagiologie – hispanique afin d'en présenter une image cohérente et signifiante. Il nous offre ici une sorte de manuel qui présente les sources et un état de la question, n'aboutit à aucune conclusion générale, et laisse ainsi le champ libre à des études postérieures qui, inévitablement, devront se référer à cette première approximation. Grâce à cet ouvrage, il sera désormais difficile d'ignorer l'existence de textes hagiographiques dans la Castille des XI^e-XIII^e siècles.

ADELIN RUCQUOI

Gábor Klaniczay

*Holy Rulers and Blessed Princesses:
Dynastic Cults in Medieval Central Europe*
Traduit du hongrois par Éva Pálmai
Cambridge, Cambridge University Press,
2002, XVIII-490 p.

Dans son livre, Gábor Klaniczay étudie la sainteté royale dans la Hongrie du XI^e au XV^e siècle en privilégiant une approche comparative, qui prend particulièrement en compte l'Europe centrale. La singularité du cas hongrois réside dans la production d'une série de saints royaux au fil des siècles ; l'auteur peut ainsi analyser

comment le culte des rois saints s'est transformé au cours de la période considérée. Un appendice contient les informations nécessaires sur les textes hagiographiques hongrois.

Après une revue de l'historiographie sur la royauté sacrée, le premier chapitre présente une synthèse sur le culte des saints et leur typologie dans l'Antiquité. On peut s'interroger sur l'utilité de ce dernier chapitre d'autant plus que, dans celui-ci, l'auteur ignore complètement les modèles bibliques, immédiatement pertinents pour l'image chrétienne du saint roi. Le deuxième chapitre consiste encore en une revue des origines de la sainteté royale pendant le haut Moyen Âge. L'auteur y définit les types du roi martyr et de la reine dévote, qui émergent d'histoires très détaillées : la sainteté était liée à la renonciation au pouvoir royal. Il signale aussi comment les cultes devinrent un enjeu politique. G. Klaniczay affirme que la popularité du culte des saints rois est une innovation émanant d'espaces périphériques récemment christianisés, mais il semble oublier que, souvent, les ecclésiastiques auteurs de ces textes hagiographiques, tels Abbon de Fleury ou Gumpold, évêque de Mantoue, ne venaient pas de la périphérie et que les influences et modèles religieux répandus dans ces nouveaux royaumes transmettaient un héritage antique.

Au cours du XI^e siècle, le modèle du roi-saint se modifia pour admettre la possibilité d'exercice de la fonction royale. Dans ce contexte, la voie s'ouvrit à la création de cultes à motifs essentiellement politiques ; l'auteur fournit là une étude excellente de l'exemple hongrois. En 1083, lors d'une assemblée locale, le roi Ladislas de Hongrie initiait la canonisation d'Étienne, le premier roi hongrois chrétien, de son fils Émeric, de l'évêque Gérard, martyrisé pendant une révolte païenne, et de deux ermites. Le but était la légitimation sacrale du pouvoir de Ladislas, régnant sans avoir été couronné et tenant son cousin Salamon, le roi couronné, en prison. Il ne subsiste aucune évidence d'un culte populaire voué aux membres de la dynastie ; les canonisations étaient une invention politique. Il s'agissait probablement d'une innovation inspirée par des modèles étrangers, connus de Ladislas par le biais de liens dynastiques et politiques : peut-être les saints anglo-saxons, tchèques ou kievains. Saint Étienne est peint

comme le roi apostolique de la Hongrie ; beaucoup de motifs sont adoptés des *vitae* d'autres saints. L'auteur démontre que l'on n'a pas affaire ici à des motifs folkloriques, « païens », mais que, au contraire, le but était de remplacer les croyances païennes sur le pouvoir charismatique par des *topoi* hagiographiques. L'hagiographie avait donc un rôle important à jouer dans le développement de l'image du prince chrétien. G. Klaniczay fait mention du rayonnement du modèle des canonisations hongroises, en évoquant les imitations en Croatie et en Serbie, ainsi que les parallèles observables au Danemark.

G. Klaniczay affirme que, au cours du XII^e siècle, deux modèles du roi-saint se répandirent en Hongrie : le *miles Christi* et, à l'opposé, ce qu'il appelle le « modèle ecclésiastique » du prince vierge, représentés par les saints Ladislas et Émeric. Selon lui, cette polarisation reflète la lutte entre le pouvoir laïque (dont le roi chevaleresque serait l'idéal) et l'Église. Semblable affirmation est difficile à soutenir, étant donné que les deux modèles étaient des constructions ecclésiastiques : les auteurs de tous ces textes hagiographiques étaient des clercs.

Le chapitre suivant examine d'une manière plus détaillée le développement du culte des saintes princesses de l'Europe centrale des XIII^e et XIV^e siècles, en étudiant l'histoire de neuf femmes de sang royal. Parmi ces dernières, certaines étaient mariées, d'autres nonnes. Elles adoptèrent l'idéal franciscain et dominicain de la pauvreté volontaire en lui donnant une signification nouvelle : la renonciation au statut social et au pouvoir, accompagnée d'une mortification (parfois extrême) de la chair par des membres de dynasties royales. G. Klaniczay souligne l'absence de mysticisme et de référence au thème de l'amour courtois, qui donne un caractère spécifique aux *vitae* des saintes de l'Europe centrale. Il mentionne entre autres le psautier illuminé de Marguerite de Hongrie, malheureusement sans analyser cette œuvre qui aurait pourtant pu fournir des indices plus précis sur la spiritualité de la princesse. Sainte Élisabeth de Thuringe et de Hongrie fut le modèle le plus important, qui influença ensuite les princesses d'Europe centrale, ainsi que celles de France et de la péninsule Ibérique. Les saintes princesses et reines créèrent un noyau de pou-

voir spirituel, aux valeurs bien différentes de celles des cours séculières; de leur prestige spirituel découlait aussi un pouvoir nouveau, comprenant une certaine influence politique. Les dynasties surent tirer parti de leur prestige, et promurent leur culte, même si ces femmes n'obtinrent pas de canonisation officielle. Leurs confesseurs bénéficièrent souvent aussi de leur succès.

Le dernier chapitre évoque les ressorts de la propagande faite par les dynasties angevine et luxembourgeoise pour tirer politiquement profit des membres saints de leurs dynasties, ou des dynasties qu'elles venaient de remplacer, les Arpadiens et les Přemyslides. La *beata stirps* était vue comme conférant prestige et vertu. Le financement de chapelles, tombeaux, fresques, légendiers illuminés, tableaux et reliquaires, ainsi que les voyages royaux, les sermons et les hymnes diffusèrent les cultes de ces saints en Europe. Deux transformations importantes en résultèrent : premièrement, Élisabeth et Marguerite furent transformées en mystiques et prophétesses dans l'Italie et la France des XIV^e et XV^e siècles ; on soulignait leur statut royal dont elles avaient elles-mêmes voulu se débarrasser durant leur vie. Deuxièmement, à la fin du Moyen Âge, les saints des dynasties royales devinrent des saints nationaux.

L'iconographie est peu exploitée comme source, bien que le livre soit riche en images, mais celles-ci demeurent de simples illustrations. Parfois l'image contredit même le texte (n. 13, St Edmund tuant Sweyn), sans que l'auteur s'en rende compte. S'inspirant des travaux de Peter Brown, Robert Folz, André Vauchez et Caroline Bynum entre autres, G. Klaniczay fait preuve d'une familiarité impressionnante avec les études sur la sainteté royale en Europe. Il s'appuie également sur la riche littérature en hongrois, sur les travaux des étudiants de l'université de l'Europe centrale, et présente des hypothèses intéressantes qui mériteraient des recherches approfondies, par exemple sur l'influence byzantine du culte de la Vierge en Hongrie, au XI^e siècle. Le grand mérite de son ouvrage est de suivre la transformation de la sainteté royale, sa signification et sa fonction à travers le cas hongrois.

NORA BEREND

Michael Gervers (éd.)

Dating Undated Medieval Charters
Woodbridge, The Boydell Press, 2000,
237 p.

À en croire Michael Gervers, 90 % des actes anglais des XII^e et XIII^e siècles, estimés à près d'un million d'unités, seraient dépourvus de date. Cette fâcheuse lacune, qui affecte spécialement les pays anglo-normands et reste mystérieuse en ses implications culturelles et juridiques, a stimulé de longue date l'ingéniosité des érudits qui ont tenté de pallier ce défaut par divers moyens (itinéraire des auteurs d'actes, identification des comparants, usages rédactionnels). M. Gervers a affronté le problème en travaillant sur l'énorme cartulaire des Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem pour l'Angleterre, un ordre très richement possessionné en Essex. Fort de cette expérience, il a développé à l'université de Toronto, de concert avec Rodolfo Fiallos pour les procédures informatiques, une base d'actes datés de cette région anglaise (3 353 en l'an 2000) assortie d'un programme spécifique. Ce projet, baptisé DEEDS (sigle pour « Documents of Essex England Data Set »), permet de mettre en évidence la « vie » (naissance, fréquence, disparition) de « formules » rédactionnelles ; il propose donc des critères de datation pour les actes non datés.

Le projet requérant évaluation et visibilité, M. Gervers a organisé en mars 1999, à Budapest, un atelier destiné à recueillir les points de vue de huit spécialistes, venus d'Allemagne, d'Angleterre, de Belgique, du Canada et de France, rompus au traitement informatique des chartes ou à la diplomatique anglo-normande. Six universitaires hongrois ont apporté un contrepoint souvent bienvenu, dont le caractère circonstanciel n'est vraiment gênant, au vu du livre qui réunit les actes du colloque, que pour deux papiers, excentriques ici puisque l'un porte sur la dendochronologie et l'autre sur les méthodes de datation en géologie.

Après une introduction en forme de résumé et la présentation du projet DEEDS par leurs concepteurs, les contributions abordent différents moyens de dater des chartes, qu'il s'agisse de chartes non datées, mal datées ou encore de celles qui ne peuvent dater de l'époque à laquelle elles prétendent (cas des faux).

Hormis le papier de P. D. A. Harvey, qui évoque l'apport des sceaux à la datation des chartes (apparition/disparition des motifs) et quelques précautions à prendre en la matière (les sceaux survivent à leurs premiers possesseurs), hormis aussi le tour d'horizon paléographique de László Vesprémy sur les manuscrits hongrois des XI^e-XIII^e siècles, ce sont les procédures d'analyse textuelle qui sont mises à l'honneur. Cette analyse peut être efficace en restant traditionnelle, à l'exemple de celle menée par Zsolt Hunyadi sur les anomalies de formulaire, signalant une forgerie, au sein des chartes rédigées entre 1243 et 1353 par les Hospitaliers de Székesfehérvár (Hongrie). Mais ce sont les procédés informatiques qui appelaient le débat. Curieusement, Georges Declercq est le seul intervenant à avoir tenté d'appliquer la méthode DEEDS. Le test, dont il livre un compte rendu passionnant, porte sur un acte du comte de Flandre Robert le Frison pour Saint-Pierre de Gand, prétendument daté de 1072, mais forgé dans les années 1170-1200 suivant des critères externes (écriture, sceau). L'analyse des formules, menée à partir d'une concordance fournie par le CETEDOC de Louvain-la-Neuve, affine le diagnostic (1178-1188). Le constat est donc positif, pourvu toutefois qu'on se tienne à une approximation décennale, que le chercheur choisisse judicieusement les formules (donc avec une part de subjectivité) et que le faussaire ait manié l'anachronisme. Le même appel à la prudence se lit dans la contribution de Benoît-Michel Tock, responsable de la section diplomatique de l'ARTEM (CNRS/Nancy II). Traitant de l'analyse des mots, l'auteur souligne qu'elle a d'autres contraintes que l'étude des formules. Le vocabulaire connu par un rédacteur d'actes est toujours plus étendu que celui qu'il utilise habituellement dans les actes : aussi les occurrences rares ne sont-elles pas nécessairement des anachronismes. Les mots probants doivent être choisis avec soin et étudiés dans leur contexte, car les changements de sens sont plus nombreux que les apparitions et disparitions de mots. Enfin, la rigueur impose de distinguer les données des copies de celles des originaux. Autre méthode encore, celle mise au point à l'université de Münster pour l'exploitation des « groupes de personnes » figurant dans les milliers de chartes clunisiennes

conservées aux X^e-XI^e siècles. Maria Hillebrandt expose les principes de ce projet pionnier, aujourd'hui abandonné sous sa forme « lourde » bien qu'il ait fait la preuve de son efficacité en matière de datation des actes. Elle en souligne les contraintes de « faisabilité » : lemmatisation souvent très longue, nécessité de disposer d'un corpus onomastique très ample ; comme B.-M. Tock, l'auteur insiste sur le danger de mêler copies et originaux quand on étudie l'ordre des noms sur les listes. On appréciera enfin le rapide compte rendu établi par Trevor Chalmers, sur une méthode « légère » d'utilisation des noms de témoins, dans le cadre homogène du registre du grand sceau d'Écosse entre 1463 et 1513.

En amont des procédures d'analyse, Véronique Gazeau cerne à grands traits le phénomène de la « non-datation » des actes normands des XI^e-XII^e siècle : actes princiers datés pour un quart au mieux (Guillaume le Conquérant après 1066) ; cartulaires au bilan plus contrasté, mais évocateur (6 % d'actes datés à Montebourg, 22 % à La Trinité-au-Mont). L'auteur voit dans la standardisation tardive des formules (pas avant le XIII^e siècle), dans la dissemblance des espèces diplomatiques et les singularités des *scriptoria* autant d'entraves à l'efficacité du programme DEEDS. Il faut en outre savoir ce que l'on va dater, quand, par exemple, diverses strates de *signa* de témoins sont ajoutées sur une pancarte récapitulant des donations : est-ce telle donation, ou bien les validations, ou encore la récapitulation ? Toujours dans le domaine anglo-normand, Nicholas Vincent livre d'excellentes pages historiographiques sur les réponses données, depuis le XIX^e siècle, à l'absence de date sur les actes du roi Henri II. Prouvant ensuite l'authenticité controversée de la formule d'*inspeximus* (l'équivalent du *vidimus* continental) apparue en 1175, avec précisément le verbe *inspexi*, il montre du même coup l'acribie qu'il faut déployer avant d'admettre une clause, même modeste, parmi les repères utiles à la datation des actes.

En dépit de ses richesses, et de l'indéniable talent de son maître d'œuvre, l'ouvrage reste de circonstance et le lecteur sur sa faim. Mais le thème assurément n'est pas en cause : en lisant le travail d'Atila Zsoldos sur les insuf-

finances et incorrections de date sur les chartes des reines hongroises (1000-1301), on se prend à souhaiter une mise au point digne de ce nom sur l'absence, autrement cruciale, de toute indication d'année sur les lettres pontificales antérieures à 1187. Et il faut reconnaître à la méthodologie DEEDS d'autres fonctions qu'instrumentales : mettant au jour la « vie » cachée des formules rédactionnelles, elle oblige à s'interroger sur les dimensions culturelles, sociales et politiques de leur circulation. À cet égard, le modeste mais suggestif papier de Marjorie Chibnall sur les actes de l'Essex est déjà tout un programme.

LAURENT MORELLE

Pierre Chastang

Lire, écrire, transcrire.

Le travail des rédacteurs de cartulaires en Bas-Languedoc (XI^e-XIII^e siècles)

Paris, Éditions du Comité des Travaux Historiques et Scientifiques, « CTHS-Histoire-2 », 2001, 459 p.

Cet ouvrage est la publication, intelligemment condensée et réorganisée, d'une thèse novatrice par son renversement de la méthode d'utilisation des cartulaires. Le propos essentiel est de ne plus considérer ces *codices* comme des « mines à documents », mais bien comme des documents en eux-mêmes. Au prix d'une patiente étude, inspirée par quelques travaux pionniers (entre autres ceux de Patrick J. Geary sur la mémoire, Michel Zimmermann sur l'écrit, ceux de la table ronde *Les cartulaires*, dirigée par Michel Parisse et Olivier Guyotjeannin), Pierre Chastang s'est forgé des outils d'enquête, ouvrant des pistes nouvelles de compréhension des cartulaires, de leurs fonctions narrative et justificative. La réussite n'était pas assurée, car la multiplication des travaux historiques, généalogiques, archéologiques sur cette région (Monique Bourin, Claudie Amado, Laurent Schneider, Aline Durand, Anne Parodi pour n'en citer que quelques-uns), tous peu ou prou fondés sur les informations tirées de ces cartulaires, pouvait faire penser que le sujet était épuisé et la source tarie. Pourtant, P. Chastang rouvre l'enquête et, par l'analyse méticuleuse du travail des rédacteurs, il en éclaire les objec-

tifs. Cette vision nouvelle des cartulaires est replacée dans une perspective historique dynamique, et permet de saisir des variations dans le temps (du XI^e au XIII^e siècle, méthodes de travail, formation, origine et objectifs des rédacteurs comme utilisation des cartulaires évolutif) et dans les différents milieux producteurs de ces écrits (la comparaison entre cartulaires épiscopaux, canoniaux, monastiques et laïques reflète la diversité de leur composition, de leur rédaction et, par là même, de leurs buts). Ainsi l'objectif est-il rempli, et c'est toute l'histoire du Languedoc, entre Corbières et Rhône, du XI^e au XIII^e siècle, qui est revisitée au travers d'un prisme ignoré jusque-là : le discours volontaire, mais masqué, des scribes sur leur institution, son patrimoine, son histoire.

On ne saurait résumer les nombreux enseignements de cet ouvrage. On n'en dégagera que les moments essentiels. Le premier des cartulaires rédigés en Languedoc est celui de Gellone vers 1070 ; il veut réunir, comme le dit l'abbé, en un seul livre un double de la documentation et garantir ainsi la mémoire du patrimoine : l'inventaire des biens donne pour la première fois une cohésion à la seigneurie monastique. Cette première forme de cartulaire est marquée par le goût pour la notice. Pour chaque bien, le cartulaire ne conserve des chartes qui le concernent qu'une seule notice, la plus significative, à laquelle les rédacteurs n'hésitent pas à ajouter des éléments provenant d'autres chartes ou même tirés des souvenirs des moines, interpolations justifiées par la nécessaire reconstruction « de mémoire » de certains actes après l'incendie de l'abbaye : le *topos* « du désastre fondateur » vient légitimer la reconstruction de la mémoire et du patrimoine, avec une valorisation des temps carolingiens, flagrante quand la territorialisation du *dominium* monastique s'efforce d'épouser le cadre des anciens fiefs donnés au monastère.

Ce premier cartulaire s'inscrit aussi dans le contexte de la féodalisation méridionale – et ce travail est un apport supplémentaire au débat sur la « mutation » qui affecte aussi l'écrit – comme un outil de résistance à la mainmise des familles de l'aristocratie locale : compiler deux siècles de chartes, c'est pour les moines se pencher sur leur histoire et la réécrire, en mettant en exergue celles les plus à même de

renforcer la position de l'abbaye. Le cartulaire accompagne ainsi le mouvement de réforme et s'affirme aussi comme un instrument dans la rivalité avec la puissante voisine Aniane.

Le mouvement de rédaction du XII^e siècle a une tout autre ampleur : les évêques et les chanoines veulent aussi leurs cartulaires, et les Trencavel¹ et les Guilhem de Montpellier font rédiger leurs propres cartulaires, de vrais « livres des fiefs ». Dans les monastères, la fonction du cartulaire change, car il s'insère désormais dans une production écrite diversifiée par l'écriture des chroniques et des récits hagiographiques ou épiques, qui s'influencent les uns les autres.

Dans la seconde moitié du XII^e siècle, le recours systématique à l'écrit s'appuie sur le renouveau du droit romain. Cette production reflète l'apparition d'un groupe de professionnels de l'écrit (respect plus grand des documents transcrits, copies à l'identique, confection de tables, rubricage des actes), issus du notariat public. Les chartes y perdent leur liberté d'écriture, mais le cartulaire devient un instrument ordonné où les actes de l'époque carolingienne ne sont plus placés en tête, comme références absolues, mais insérés dans des dossiers qui soutiennent l'argumentation patrimoniale. La localisation des biens se fait de plus en plus rigoureuse : les cadres féodaux, le territoire castral contre celui de la *villa* s'imposent, aux chapitres cathédraux et aux évêques d'abord, du fait de leur insertion plus grande dans les relations aristocratiques, aux moines ensuite, malgré leur résistance.

Le triomphe des juristes est flagrant dans les cartulaires rédigés vers 1230-1240, constitués en dossiers pouvant servir d'argumentaires détaillés, recopiant des documents de gestion jusque-là ignorés des copistes (les censiers) et témoignant d'une curiosité érudite pour les documents du X^e siècle pétris du droit romano-wisigothique, avec lesquels les juristes du XIII^e siècle aiment peut-être à se trouver une filiation.

Il faut saluer la très efficace publication par le CTHS d'un travail préparé sous la direction de M. Bourin, dont la lecture est indispensable à tout historien médiéviste, qu'il s'interroge sur la nature des sources dont il dispose, sur leur mode de sélection, de transmission, sur leur manipulation ou leur déformation, ou qu'il

s'intéresse à l'histoire culturelle du Moyen Âge et à la place qu'y tiennent l'écrit et ceux qui en usent. La vigueur du ton et la clarté de l'exposition sont appuyées sur une démarche rigoureuse, et on apprécie que l'édition donne toute leur place aux notes de bas de page et à l'appareil critique nécessaire à la démonstration (tableaux, généalogies, larges extraits de documents comparés, remarquables schémas de classement de dossiers ou de constitution de cahiers : voir, parmi bien d'autres, les pp. 109, 186, 197, 212, 266-267). P. Chastang a su faire d'une thèse brillante un ouvrage alerte qui satisfait aux exigences de la grande érudition et le consacre comme l'un des meilleurs spécialistes de son sujet. *Lire, écrire, transcrire...* est indispensable aux futurs lecteurs, utilisateurs et éditeurs des cartulaires de tous types et de toutes régions. En cela, « le lecteur se fait souvent scribe continuateur de l'œuvre qu'il consulte », comme le dit l'auteur à propos des moines du XII^e siècle. Les rédacteurs de cartulaires languedociens ne renieraient pas ce travail qui redonne sens au leur.

AYMAT CATAFAU

1 - HÉLÈNE DÉBAX, *La féodalité languedocienne, XI^e-XII^e siècles. Serments, hommages et fiefs dans le Languedoc des Trencavel*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, « Tempus », 2003.

Nicole Bériou

L'avènement des maîtres de la parole.

La prédication à Paris au XIII^e siècle

Paris, Institut d'études augustiniennes,

« Série Moyen Âge et Temps modernes-31/32 », 1998, 954 p.

Nicole Bériou a rassemblé, dans ce volume sur la prédication à Paris au XIII^e siècle, une somme colossale qui renouvellera sans aucun doute les études sur la prédication et notamment sur les causes, les acteurs et les modalités de son formidable essor au XIII^e siècle. Depuis les travaux pionniers de Jacques Le Goff sur les ordres mendiants, avait été admis un parallélisme entre le développement rapide des couvents mendiants et l'apparition d'une « parole nouvelle ». Or, sans nier l'intense travail pastoral accompli par les frères mendiants, la thèse

de N. Bériou démontre à quel point celui-ci a été rendu possible par l'effervescence intellectuelle des écoles parisiennes dès la fin du XII^e siècle. Elle met en avant « l'impulsion épiscopale » lancée par Maurice de Sully († 1196) et « l'impulsion magistrale » cristallisée dans les travaux de Pierre le Chantre († 1197). En effet, l'évêque de Paris rédigea dès les années 1161-1171 un recueil de sermons modèles, tandis que Pierre le Chantre s'attacha durant les trente années de son magistère à promouvoir une théologie pratique ouverte sur les réalités de son temps, en vue de transformer la société *via* la prédication. De plus, les débats passionnés suscités par les prises de position hétérodoxes d'un Amaury de Bène († 1206) révélèrent l'importance de la prédication pour contrôler l'orthodoxie des croyances.

N. Bériou fonde ses travaux sur une source aussi difficile que riche : les *reportationes*, qui sont des prises de notes durant les sermons, effectuées le plus souvent par des étudiants en théologie. Elles posent de nombreux problèmes de datation, d'attribution, de lecture, mais révèlent bien mieux que les sermons modèles la prédication « effective ». N. Bériou a pris en compte les notes brutes et les compilations de notes mises au net et parfois reclassées. Au total, elle a compulsé quatre mille textes de sermons recueillis dans une quarantaine de recueils par des étudiants en théologie des écoles parisiennes. Cette masse ne représente qu'un échantillon sur les dizaines de milliers de sermons qui ont dû être prononcés à Paris durant ce siècle. Grâce à l'activité de *reportatio* des étudiants de l'université et de Saint-Victor, de belles séries nous sont restées, particulièrement pour les années 1210, 1230-1231, 1260-1264 (Pierre de Limoges) et 1272-1273 (Raoul de Châteauroux), qui nous renseignent sur les lieux où l'on prêche, l'identité des prédicateurs, la composition des auditoires, les occasions de prêche et les thèmes privilégiés (par exemple la dénonciation des trois vices principaux, à savoir la cupidité, la luxure et l'orgueil). La comparaison de ces trois séries permet de montrer sur pièce la mise en place du *sermo modernus* (par divisions et par distinctions). N. Bériou s'attache alors à comparer la théorie et la pratique du sermon en suivant une chronologie fine, qui permet de démontrer par exemple comment

le *sermo* se distingue de la *lectio*. Elle prouve également que, dans les sermons parisiens, les *sermones ad status* ne sont pas imités : ils semblent rester des modèles théoriques.

Les années les plus intenses pour ces *reportationes* sont les décennies 1250-1280, puis un déclin net et irrémédiable s'amorce. Ces années voient grandir la part des frères mendiants parmi les prédicateurs aux dépens des maîtres séculiers : sur 83 prédicateurs identifiés entre 1230 et 1231, 37 sont des Mendiants ; sur 76 repérés entre 1281 et 1282, 54 le sont aussi, et sur les 86 prédicateurs de la série des années 1282-1283, 67 appartiennent aux ordres mendiants.

Cette parole nouvelle a été préparée par une première génération d'instruments de travail mis au point entre la fin du XII^e siècle et le début du XIII^e siècle : *Artes praedicandi* et recueils de *distinctiones* (Alain de Lille, Étienne Langton), puis par une deuxième génération d'instruments de travail souvent dus aux frères mendiants (à partir des années 1220) : *Postilles* d'Hugues de Saint-Cher, *Somme des vices et des vertus* de Guillaume Péruault, légendiers dominicains (Jean de Mailly, Jacques de Voragine), encyclopédies (Vincent de Beauvais), concordance de la Bible (Hugues de Saint-Cher) et premiers recueils d'*exempla*. La diffusion de ces nouveaux instruments de travail fut favorisée par le système de la *pecia*, très actif chez les libraires-stationnaires du Quartier latin. Non contente de passer au crible les deux listes des *exemplaria* de 1275 et 1307 (p. 188), N. Bériou traque les traces de l'utilisation de ces instruments de travail par un Thomas d'Aquin ou un Ranulphe de la Houblonnière. Elle ne néglige par pour autant les textes parodiques (messes, prières, hymnes) dont le statut ambigu ne laisse pas de poser problème.

Après un panorama sur la prédication du XIII^e siècle à Paris fondé sur une solide érudition, N. Bériou focalise son attention sur une année de prédication, 1272-1273, particulièrement bien documentée grâce à l'intense activité de Raoul de Châteauroux, qui a couru les plus grandes églises de Paris afin de capter par l'écrit les sermons de l'élite des prédicateurs du moment. N. Bériou analyse finement la langue (notamment les problèmes posés par le bilinguisme) et les arguments de cette prédication *verbo et exemplo*. Le contenu même de cette

série exceptionnelle (déjà en partie connue par les sermons de Ranulphe de la Houblonnière édités en 1987 par l'auteur) est envisagé sous trois angles : la société sous le regard du prédicateur, le message religieux et communiquer la parole de Dieu. On posera une légère réserve sur sa conclusion de la vision sociale des prédicateurs, lorsque l'auteur affirme « considérer les prédicateurs eux-mêmes comme des hommes à l'écoute de la société dans laquelle ils vivent. S'ils la révèlent comme en un miroir, dans ses aspirations, ses rêves et ses hantises, ils peuvent aussi, en prévenant les questions et en exprimant les attentes de ceux qui les écoutent, refléter certains aspects de leur vie religieuse » (p. 606). Il nous semble que la théorie du miroir est quelque peu réductrice dans la mesure où le sermon, même reporté, est, comme tout document, construit en fonction de nombreux paramètres qu'il revient à l'historien de décrypter. Rappelons, comme nous y invitait, dès 1975, J. Le Goff et Pierre Toubert, que « le document est monument. Il est le résultat de l'effort des sociétés historiques pour imposer – volontairement ou involontairement – telle image d'elles-mêmes au futur. Il n'y a pas, à la limite de document-vérité. Tout document est mensonge. Il appartient à l'historien [...] en premier lieu [de] démonter, démolir ce montage, déstructurer cette construction, et d'analyser les conditions de production des documents-monuments ». Le travail de N. Bériou a largement contribué à éclairer les conditions de production du sermon dans la société parisienne du XIII^e siècle. La métaphore du miroir ne renvoie donc pas à la réalité de son approche et ne rend pas justice de la profondeur et de la complexité de ses analyses.

En conclusion se pose la question de la quasi-disparition des *reportationes* à la fin du XIII^e siècle. Plusieurs explications sont avancées : les frères mendiants devenus majoritaires n'intègrent guère cet exercice dans leur formation qui s'appuie sur des instruments de travail variés et suffisamment riches. Par ailleurs, si les frères ont fait des *reportationes* à Paris, il est impossible de le savoir dans la mesure où leur fonds de bibliothèque médiéval a disparu.

N. Bériou pointe à plusieurs reprises, et avec une grande honnêteté intellectuelle, les lacunes de ces sources : ce ne sont pas « des enre-

gistements de haute fidélité » (p. 103) mais plutôt « des aide-mémoire très sélectifs » dépendant des habitudes, de la personnalité et des techniques propres à chaque étudiant reportateur. Elle rappelle que, dans les sermons prononcés à Florence, Carlo Delcorno a pu comparer les *reportationes* et les sermons conservés par le prédicateur Bernardin de Sienne, pour en conclure que les reportateurs arrêtaient systématiquement de prendre des notes lorsque le prédicateur leur semblait « jouer de facilité » : les explications littérales, les histoires et les *exempla*, les digressions morales n'étaient pas notées. On peut penser que les reportateurs parisiens pouvaient opérer de tels choix dans les sermons pris en notes. Enfin, ces *reportationes* s'intéressent surtout à la prédication universitaire et laissent de côté la prédication paroissiale et, plus étonnant, les sermons épiscopaux.

On ne peut clore cette recension sans évoquer le volume des annexes méthodiquement présentées : bibliographie, liste des manuscrits avec notices, plan des principaux manuscrits utilisés, cartographie des églises fréquentées par Raoul de Châteauroux, répertoire des prédicateurs repérés pour les années 1272-1273, textes de sermons, liste des prênes, répertoire des *exempla* et index divers : une somme, donc, sur la prédication à Paris à partir d'une source encore trop méconnue. On peut cependant poser la question de ce qu'aurait pu être ce paysage pastoral si les fonds médiévaux des bibliothèques des ordres mendiants avaient été conservés. Des études comparatives s'imposent donc avec d'autres grandes villes universitaires de la Chrétienté, et cet ouvrage offre tout l'appareil scientifique pour accomplir ce type de travail que nous appelons de nos vœux.

MARIE ANNE POLO DE BEAULIEU

Jacques Voisenet

Bêtes et hommes dans le monde médiéval.

Le bestiaire des clercs du V^e au XII^e siècle

Préface de Jacques Le Goff

Turnhout, Brepols, 2000, 535 p.

La thèse de Jacques Voisenet s'inscrit dans la continuité de chercheurs tels que Robert Delort et Michel Pastoureau sur les relations entre les

animaux et les hommes durant le millénaire médiéval. Toutes ces études ont confirmé que le monde animal n'est pas un épiphénomène de la société, mais constitue un révélateur efficace de « la vision du monde, de la société, de la religion et de la morale » de l'homme occidental d'un haut Moyen Âge étendu jusqu'au XII^e siècle. Familiers, domestiqués, exploités et consommés ou monstrueux, voire fantastiques, les animaux occupent une place importante dans la vie quotidienne aussi bien que dans l'imaginaire.

Mais l'auteur a heureusement sous-titré son ouvrage pour préciser que le corpus étudié ne lui permettait que d'atteindre une catégorie d'hommes du Moyen Âge, les clercs, principaux auteurs des sources utilisées : hagiographies, encyclopédies, traités théologiques, chroniques et histoires, lettres, poèmes religieux, exégèse biblique, pénitentiels et sermons. Tous ces textes, chacun à leur manière, offrent un système de classification des êtres de la Création, mettent en place un processus de symbolisation et de diabolisation croissantes du règne animal. Dans les *Vitae* et *Passiones*, plus particulièrement dépouillées, l'animal fait irruption par le prodige, le miracle et le songe. J. Voisenet s'attarde sur le couple récurrent de l'ermite et de l'animal sauvage.

La lecture attentive de ce discours clérical montre de quelle manière les clercs ont mis au point le modèle de l'animal miroir (ou double) de l'être humain, porteur des valeurs chrétiennes fondamentales (vice et vertu ; damnation et salut, etc.). Mais, au-delà de cet encadrement idéologique opéré par les clercs, l'animal remplit une « fonction socialisante » évidente en aidant l'homme à comprendre et assimiler l'organisation sociale au travers de concepts binaires tels que autorité/soumission, sauvage/domestiqué, organisation hiérarchique/solidarités horizontales ; centre/périphérie. L'animal participe d'un ordre auquel l'homme est sommé de se soumettre. Le rôle de ce bestiaire essentiellement didactique revient à le placer au centre de la Création et à structurer le champ de son expérience et de son action. Mais l'auteur est conscient des limites de l'emprise cléricale sur les relations entre l'homme et l'animal dans les domaines de l'imaginaire, de la magie (philtres et onguents, pratiques divinatoires)

et des masques animaliers arborés en période de carnaval.

Le livre est accompagné d'une bibliographie classée et fournie, d'un généreux index (qui aurait gagné en clarté à être subdivisé) et d'un cahier de quelques reproductions iconographiques. Une annexe reprend les problèmes théoriques posés par cette vaste étude : le choix du corpus, les problèmes de terminologie posés par les concepts de représentation et d'imaginaire et les difficultés à marier plusieurs méthodes (diachroniques, synchroniques et inductives-déductives). En outre, J. Voisenet annonce la préparation d'une traduction et d'un commentaire du *Physiologus* (*Physiologus Bernensis* du IX^e siècle accompagné de trente-trois miniatures), source essentielle reprise tout au long du Moyen Âge.

Cet ouvrage met en œuvre une immense matière essentiellement textuelle et savante : les images peintes et sculptées y ont peu de place, de même que les inscriptions, les proverbes, les jurons, les chansons, l'héraldique, l'anthroponymie et la toponymie¹. Le choix de la période retenue place cette étude avant le choc intellectuel provoqué par la diffusion des traductions latines des écrits d'Aristote, qui évoquent une communauté des êtres vivants. À partir de ce courant aristotélitien conjugué à un courant paulinien, les penseurs scolastiques se sont interrogés sur la responsabilité morale des animaux, leur possibilité de suivre le calendrier liturgique et d'accéder au salut, etc. Nulle trace de ces préoccupations dans les écrits échelonnés du V^e au XII^e siècle, qui présentent une grande unité (celle de la *koimé* latine) malgré des variations régionales (notamment pour l'Irlande et la Germanie). On peut se demander si ces variations régionales n'auraient pas pu être affiniées et si le personnage central du clerc n'aurait pu être « disséqué » en sous-catégories : moine, chanoine, clerc de cour, dont les capacités d'information et de diffusion et les objectifs ne sont pas identiques.

De plus, il semblerait que J. Voisenet ait une vision optimiste du succès de cette littérature cléricale : « Le clergé se sent le devoir d'éduquer le chrétien, tandis que celui-ci éprouve l'impérieux besoin d'être guidé, de se voir assigner des limites à sa vie quotidienne et morale » (p. 415). La réception de cette lit-

térature est présentée comme un processus à sens unique, émanant d'une élite savante et dirigée vers des fidèles incultes et passifs. Cette conception (en partie due au manque criant de sources laïques) tourne le dos aux problématiques de l'anthropologie historique qui insistent sur l'élaboration de « figures de compromis », fruits de la rencontre de niveaux culturels différents.

Le travail de J. Voisenet a su éviter l'écueil du catalogue d'animaux – bien que sa première partie n'y échappe pas et utilise des catégories anachroniques comme celle de mammifère (pp. 62 et 88), mise au point au XVIII^e siècle, ou d'animal exotique – pour se concentrer sur la mentalité du clerc médiéval comprise grâce à sa conception du règne animal. En cela, il apporte une pierre importante à l'édification historique d'une connaissance des relations entre l'homme (ici le clerc) et la bête. On regrettera cependant que l'introduction ou les perspectives de recherche évoquées dans l'annexe finale ne tentent pas un rapprochement avec les études transdisciplinaires et transdocumentaires qui se sont multipliées ces dernières années dans ce domaine et qui aident à mieux comprendre « pourquoi l'animal est bon à penser symboliquement » pour reprendre l'expression de l'anthropologue Dan Sperber².

MARIE ANNE POLO DE BEAULIEU

1 - Sources citées par MICHEL PASTOUREAU, « L'animal et l'historien au Moyen Âge », in J. BERLIOZ et M. A. POLO DE BEAULIEU, *L'animal exemplaire au Moyen Âge, V^e-XV^e siècles*, Rennes, PUR, 1999, pp. 13-26, ici p. 14. Les sources sont plus abondantes après le XII^e siècle.

2 - DAN SPERBER, « Pourquoi les animaux parfaits, les hybrides et les monstres sont-ils bons à penser symboliquement ? », *L'Homme*, xv-2, 1975, pp. 5-24.

La mort et l'au-delà en France méridionale (XII^e-XV^e siècle)

Toulouse, Privat, « Cahiers de Fanjeaux-33 », 1998, 546 p.

En dépit d'une série déjà longue de colloques annuels, le Centre d'histoire religieuse médiévale de Fanjeaux (Aude) parvient encore à renou-

veler le choix de ses thèmes et – en sortant de l'histoire strictement dominicaine qui fut sa préoccupation majeure – à réserver à ses lecteurs d'heureuses surprises. C'est le cas avec ce trente-troisième volume, consacré à la mort. Certes, le thème n'est pas entièrement neuf pour les historiens, mais le point de vue régional permet d'attirer l'attention sur des traits propres au Midi. Outre une présentation de Jean-Louis Biget et une riche conclusion de Claude Carozzi, le présent volume réunit dix-sept contributions, regroupées en deux ensembles : « La mort en pays d'Oc : rites et représentations » et « La société méridionale et la mort ». À vrai dire, cette division apparaît artificielle, sinon injustifiée, dans la mesure où elle laisserait croire que la « religion » et la « société » puissent être, en la matière, opposées, ce que toutes les communications, ou peu s'en faut, démentent. Une autre répartition eût été utile, plus attentive à la nature propre des sources utilisées et au « visage méridional de la mort » réfléchi par chacune, qu'il s'agisse, dans la première partie de l'ouvrage, de l'hagiographie (Paul-André Sigal), des *Vitae Fratrum* du dominicain Gérard de Frachet (Bernard Montagnes), de la liturgie (Paul-Marie Gy), des nécrologes (Jean-Loup Lemaître), des actes des chapitres provinciaux dominicains (Daniel Picard), de la littérature hérésiologique (Huguette Taviani-Carozzi et Jacques Paul), et, dans la seconde partie, des testaments (Louis Stouff), des fondations de « bassins du purgatoire » (Michelle Fournié et Charles Peytavie), de l'épigraphie hébraïque (Gérard Nahon), de l'archéologie des cimetières (Jean-Claude Hélas), des *exempla* (Marie Anne Polo de Beaulieu), des statuts synodaux (Joseph Avril), des procès devant l'officialité (Jean-Louis Biget), du droit canonique (Henri Gilles), de l'architecture des cloîtres-cimetières (Géraldine Mallet) ou des tombeaux princiers (Christian de Mérindol). Cette simple énumération montre assez que d'autres regroupements étaient possibles, de manière à mieux révéler le travail de l'historien sur sa documentation ou à établir plus clairement les liens thématiques entre certains articles. Quoi qu'il en soit, l'ouvrage réserve de vraies découvertes : sans viser à l'exhaustivité, on peut mentionner la réflexion de M. Fournié – dans la suite de sa belle thèse¹ – et de C. Peytavie, sur l'appropriation progressive par

les élites urbaines et le gouvernement des villes du soin des morts, par la fondation d'autels, de chapelles confiées aux « prêtres purgatoires » et surtout de bassins de quête pour les âmes du purgatoire. Prometteurs aussi semblent les premiers résultats de la fouille de tout un cimetière médiéval, celui de Saint-Côme de Montpellier (J.-C. Hélas), qui permet d'étudier systématiquement les questions de l'évolution des modes d'ensevelissement, de la réutilisation des mêmes emplacements dans un espace de plus en plus exigu, du *sex ratio* et de la place des enfants (dans ce cas bien plus présents que dans d'autres fouilles, où les petits enfants apparaissent peu malgré le taux de mortalité infantile très élevé). Cette question est du reste reposée autrement par la communication de J.-L. Biget à propos de l'ensevelissement des enfants impubères. La conclusion de C. Carozzi fait bien plus que reprendre la matière, pourtant riche, apportée par l'ensemble des contributions. Elle a le grand mérite de prendre du recul pour proposer quelques hypothèses neuves et importantes. D'abord en insistant sur la prégnance du modèle de la mort du Christ dans les manières de mourir ou d'imposer la mort, le cas extrême des condamnés à mort demandant à être réintroduit dans le système général de la mort à la fin du Moyen Âge. Par ailleurs, sur la place singulière du Midi, qui n'a

pas bénéficié comme d'autres régions du mouvement pénitentiel de réforme des XI^e-XII^e siècles (réforme grégorienne, extension de Cluny, puis de Cîteaux) et s'est montré pour cela d'autant plus accueillant à l'hérésie, qu'elle soit de type apostolique ou de type cathare (avec, dans ce dernier cas, la pratique du *consolamentum*, en lieu et place de la pénitence prônée par l'Église). D'où le choc que représentent l'arrivée des Mendiants et bientôt leur succès, là où un Bernard de Clairvaux avait échoué : « L'introduction dans le Midi de nouvelles pratiques pénitentielles et funéraires joua un rôle fondamental dans l'effacement de l'hérésie. » Le lien se fait ici aisément avec la contribution de M. Fournié et C. Peytavie : la main dans la main avec les Mendiants (alliance bien analysée aussi par J.-L. Biget), les élites urbaines abandonnent le soutien à l'hérésie et se mettent à diffuser les « bassins pour les âmes du purgatoire ». Ajoutons que ce volume est muni d'un très riche index et, suivant l'habitude de la collection, de résumés des communications et de leur traduction anglaise.

JEAN-CLAUDE SCHMITT

1 - MICHELLE FOURNIÉ, *Le ciel peut-il attendre ? Le culte du purgatoire dans le Midi de la France (1320 environ-1520 environ)*, Paris, Le Cerf, 1997.